

**GAZA — PLUS RIEN N'ARRÊTE ISRAËL
SUISSE — BLATTEN : LE CHOC
APRÈS L'EFFONDREMENT DU GLACIER**

 **LITTÉRATURE
UNE NOUVELLE VAGUE
D'ÉCRIVAINS ESPAGNOLS**



**Courrier
international**

N° 1805 du 5 au 11 juin 2025
courrierinternational.com
France : 5,20 €

Allemagne 6,50 €, Andorre 6,20 €,
Canada 9,25 \$CAN, DOM 5,50 €,
Espagne 5,80 €, Grande-Bretagne
5,80 £, Grèce 6 €, Italie 5,80 €,
Japon 1300 Y., Maroc 50 DH,
Pays-Bas 6,20 €, Portugal cont. 5,80 €,
Sénégal 3400 FCFA, Suisse 7,20 CHF,
TOM 1100 XPF, Tunisie 11DT,
Afrique CFA autres 3700 FCFA.

Océans

Le saut dans l'inconnu



Le monde entier convoite les réserves de minerais qu'abritent les grands fonds. Une exploitation à haut risque, alerte la presse étrangère à la veille de la Conférence des Nations unies sur l'océan, qui se tient à Nice.



PEUGEOT UNE NOUVELLE ÈRE ÉLECTRIQUE



Nous sommes à l'aube d'un nouvel «âge de l'électricité». La formule est empruntée à Fatih Birol, directeur de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), qui l'utilise pour décrire une transition majeure vers un système énergétique plus durable.

La «fée électricité» immortalisée dans la fresque de Raoul Dufy – et qui incarnait, à l'aube du XX^e siècle une promesse presque miraculeuse – fait aujourd'hui son retour sous le signe du progrès. À l'avant-garde de cette révolution, l'industrie automobile fait sa mue et transforme notre rapport à la mobilité. Conscient du caractère décisif de ce moment, Peugeot a placé l'électricité au cœur de sa vision et se fixe pour ambition de devenir la première marque électrique en Europe en 2030. Radical, cet engagement va bien au-delà de la tendance ou de l'obligation réglementaire : il s'incarne dans une volonté de proposer une expérience électrique unique, capable de **concilier sobriété et plaisir**.



UN PACTE ÉCOLOGIQUE

Dans le panel des solutions vertueuses pour l'environnement, les mobilités électriques occupent une place de choix. Sur l'ensemble du cycle de vie d'un véhicule, c'est aujourd'hui la motorisation la plus sobre. Pour Peugeot, la poursuite d'une stratégie «tout électrique» est indissociable d'une volonté de préserver notre avenir et de s'engager pour les générations futures. Au-delà des grandes déclarations, cette exigence environnementale s'incarne dans les faits : Peugeot propose ainsi **la gamme 100 % électrique la plus large en Europe**. Constituée de 12 véhicules, dont trois utilitaires, elle s'étend de la citadine

polyvalente E-208 au SUV sept places E-5008, en passant par le SUV emblématique E-3008 ou la toute nouvelle E-408, présentée au Mondial de l'Automobile 2024. Et parce que l'engagement environnemental n'a de sens que s'il reste accessible, l'ensemble de la gamme est éligible au **bonus écologique** jusqu'à 4 000 €, ainsi qu'à **la prime CEE (Certificats d'économies d'énergie)**. Ces aides viennent s'ajouter à un avantage souvent passé sous silence des véhicules électriques : les **gains à l'usage** qu'ils permettent de réaliser. Pour un usage de 15 000 km sur un an, le coût en carburant et entretien d'un E-3008 électrique est inférieur de 1 100 €** à son homologue hybride.

* Le dispositif des Certificats d'économie d'énergie (CEE) est un mécanisme réglementaire qui contraint les fournisseurs d'énergie et de carburant à favoriser les économies d'énergie, notamment en finançant les démarches d'efficacité énergétique des entreprises.

** Exemple d'économies estimées à l'usage d'une 3008 GT Hybrid 145 ch e-DSG vs. électrique 210 ch, sur la base de 15 000 km parcourus.



JUSQU'À
700KM
D'AUTONOMIE
ÉLECTRIQUE

UN TEMPS DE CHARGE
OPTIMISÉ JUSQU'À
80% en 30MIN ***

MOINS DE BRUIT,
DE VIBRATIONS ET D'ODEURS,
PAS DE CHANGEMENT
DE VITESSE

DESIGN ET PLAISIR AU CŒUR DE LA PROMESSE

Le passage à l'électrique n'est pas pour autant synonyme de sacrifice pour le conducteur. Au contraire, Peugeot porte une vision de l'électrification centrée sur le plaisir. Elle s'incarne dans un travail sur le design, félin et audacieux, tout en optimisant la performance aérodynamique. C'est ce design dynamique qui fait le succès de l'ensemble des modèles. La silhouette fastback de la nouvelle Peugeot E-408 est l'illustration éclatante de cette volonté. Elle laisse libre cours à l'émotion et au plaisir de conduite : comportement dynamique et direction précise avec le volant compact. Moins de bruit, de vibrations et d'odeurs, pas de changement de vitesse... La conduite électrique se distingue par une forme d'épure et de retour à l'essentiel. Enfin, la vision de l'électrification par Peugeot se manifeste dans une perpétuelle quête d'excellence et d'innovation technologique. Testées sur l'Hypercar hybride gX8 qui court aux 24 Heures du Mans, les innovations Peugeot permettent d'atteindre les meilleures autonomies de leur catégorie sur **E-208 jusqu'à 433 km** et **E-3008**, dans la version « Long Range », jusqu'à 700 km d'autonomie.

UNE TRANSITION **EN DOUCEUR**

En rebattant les cartes de la mobilité, la transition électrique transforme également les usages des conducteurs qui doivent revoir certaines de leurs habitudes. Pour simplifier cette adaptation culturelle, Peugeot multiplie les services dédiés à l'accompagnement des convertis à l'électromobilité. En premier lieu, il est nécessaire de rassurer, avec la **Garantie Peugeot Care** activée automatiquement à la réalisation des entretiens tous les deux ans dans le réseau Peugeot. Elle témoigne « de la confiance que la marque place dans la qualité et la fiabilité de ses produits », pour reprendre les termes de Phil York, Directeur Marketing et Communication.

C'EST LA MISSION
DE PEUGEOT CARE ****
UNE GARANTIE
ALLANT
JUSQU'À **8 ANS**



OU 160 000 KM
SUR L'ENSEMBLE
DU VÉHICULE,
BATTERIE COMPRISÉ

SATISFAIT OU ÉCHANGÉ

Autre levier innovant d'assurance, cette nouvelle promesse permet à l'acheteur d'une Peugeot électrique neuve, s'il n'est pas satisfait, de l'échanger contre un véhicule hybride équivalent avant trois mois ou 3 000 km***.

Après la **tranquillité d'esprit**, Peugeot promet la simplicité avec une gamme d'équipements et de services dédiés à faciliter la transition. Des trajets courts du quotidien à la planification des déplacements les plus longs, l'application My Peugeot permet de surveiller l'autonomie des véhicules ou de programmer une recharge à distance. La marque s'engage également à fournir une borne de recharge murale Wallbox dédiée à la recharge à domicile et propose un service d'installation. En termes d'infrastructures de charge, Peugeot offre à ses clients un pass Free2Move Charge, qui permet d'accéder à un réseau de 800 000 stations à travers l'Europe. Pour les longs trajets, les Peugeot électriques intègrent un planificateur de trajet connecté. Et si l'ensemble de ces arguments ne suffit pas à franchir le pas du 100 % électrique, les consommateurs peuvent se diriger sur les mêmes modèles de véhicules en **motorisation hybride et hybride rechargeable**, une première étape dans la transition vers les mobilités électriques.

UNE HISTOIRE FRANÇAISE

Pour conclure ce récit dédié à la « nouvelle ère électrique » des mobilités, il est utile de rappeler qu'elle s'inscrit dans une histoire industrielle qui continue de se jouer en France. De la construction de la première usine automobile du groupe à Audincourt, dans le Doubs, en 1897, à la nouvelle génération d'E-3008 produite exclusivement dans l'usine de Sochaux, avec une batterie Grande Autonomie produite entièrement en France, Peugeot a toujours revendiqué son statut de fleuron industriel français. À l'heure où la question de la réindustrialisation est sur toutes les lèvres, c'est un motif de fierté pour le groupe, qui a déployé des efforts importants afin d'adapter son appareil industriel à l'électrique. Sur le site de Sochaux, les nouveaux 3008 et 5008 sortent des mêmes lignes, entièrement modernisées, avec une forte capacité de modulation de la production entre hybride et électrique.



TECHNOLOGIQUE, CULTURELLE, ESTHÉTIQUE, INDUSTRIELLE OU ÉCOLOGIQUE...
L'AVÈNEMENT DE L'AUTOMOBILE ÉLECTRIQUE EST UNE MÉTAMORPHOSE
PROFONDE POUR LE MONDE AUTOMOBILE ET LA SOCIÉTÉ DANS
SON ENSEMBLE. UNE DIMENSION SYSTÉMIQUE QUE L'ON RETROUVE DANS

**L'ENGAGEMENT
100 % ÉLECTRIQUE
DE PEUGEOT**

*** Recharge de 20 % à 80 % en 30 minutes sur une borne publique rapide à haute puissance (>200 kW) et courant électrique de forte puissance (>400 A).
**** Conditions de l'offre disponibles sur Peugeot.fr



**LES CHOIX
DE "COURRIER"**
CLAIRES CARRARD

Océans, le saut dans l'inconnu

Avec l'espace, c'est l'autre "nouvelle frontière". Et comme la Lune, Mars et d'autres planètes inexplorées, elle attire toutes les convoitises. Notamment celles de Donald Trump, qui a signé le 25 avril un décret destiné à préparer l'émission de "permis d'exploitation commerciale" des fonds marins, y compris dans les eaux internationales, provoquant un peu partout des réactions indignées. Il n'est pourtant pas le seul à lorgner les abysses et leurs incroyables ressources. Depuis quelques mois, la Norvège est elle aussi dans les starting-blocks. Dès janvier 2024, explique le **Smithsonian Magazine**, Oslo avait "surpris le monde entier en annonçant [qu'il] prévoyait d'ouvrir ses eaux

à la prospection minière en grande profondeur, [devenant] le premier pays à prendre une telle décision". Depuis, quatre États insulaires se sont dits ouverts à l'exploration minière dans le Pacifique (les îles Kiribati, Cook, Tonga et Nauru). Jusqu'au décret du président américain. Il faut dire que les enjeux sont énormes : "À environ 5000 mètres de profondeur sous l'océan Pacifique se trouve un véritable trésor : 270 millions de tonnes de nickel et 44 millions de tonnes de cobalt", avance **The Economist**. Or "ces métaux pourraient jouer un rôle essentiel dans la transition énergétique", d'autant que, avance l'hebdomadaire britannique, un brin catégorique, "l'extraction des minerais dans les grands fonds océaniques serait plus respectueuse de l'environnement que l'exploitation minière terrestre". Cela reste à démontrer et ne convainc pas les associations écologistes, explique encore le journal, qui rappelle au passage que "les abysses sont

l'un des derniers endroits de la planète à ne pas avoir encore été exploités par l'homme". Et c'est bien tout le problème. Selon une étude parue dans **Science Advances** le 7 mai, 99,99 % des fonds océaniques n'ont jamais été observés par l'œil humain. Dès lors, se lancer dans l'exploitation minière dans ces zones comporte une part de risque non négligeable pour la survie d'écosystèmes essentiels et uniques, plaident les opposants à cette activité. C'est cette part de risque que nous tentons d'évaluer dans notre dossier de couverture alors que les menaces qui pèsent sur les océans sont déjà multiples : réchauffement climatique, acidification, surpêche, pollution marine... Toutes ces menaces seront au cœur des débats de la troisième Conférence des Nations unies sur l'océan, qui se tient du 9 au 13 juin à Nice. Ce sommet, qui rassemble 193 pays membres, des ONG et des représentants de la société civile, a vocation à "accélérer l'action et [à] mobiliser

tous les acteurs pour conserver et utiliser durablement l'océan". Il devrait accorder une attention toute particulière à la mobilisation de financements pour "exploiter de manière durable les océans". Car l'exploitation des grands fonds semble bien inéluctable, à lire la presse étrangère. La question est donc désormais : comment réglementer tant qu'il est encore temps ? Comment, aussi, s'appuyer sur la recherche et les scientifiques pour ne pas transformer cette course en un nouveau Far West ? L'exemple de la Norvège est à ce titre particulièrement instructif. Dans le long article du *Smithsonian Magazine* qui ouvre notre dossier, Christian Elliott explique parfaitement comment dans le passé scientifiques, industriels et gouvernements ont pu travailler ensemble et prendre les meilleures décisions pour protéger l'environnement. "L'exploration n'est pas synonyme d'exploitation commerciale", écrit-il. "Mais si l'on en juge par

le passé de l'exploitation pétrolière, qui a elle aussi connu une phase exploratoire, dès que les entreprises auront investi pour dénicher des endroits propices à l'exploitation, le gouvernement [norvégien] autorisera sans doute les opérations minières au niveau commercial", explique un historien au magazine.

L'urgence est donc de réglementer, conclut le journal, si l'on veut protéger les grands fonds.

Défenseur acharné de l'environnement, le naturaliste et réalisateur britannique David Attenborough est bien conscient de l'urgence. Son nouveau film, *L'Appel de l'océan*, sera visible en France à partir du 8 juin, promu Journée mondiale de l'océan. Dans le même esprit, nous republions sur notre site les cinq épisodes de notre podcast *Les Océans, sanctuaires ou eldorado ?* diffusé en 2022. À voir et écouter sans modération.

En couverture :
Dessin de Daniel Liévanos,
Colombie/Ikon images

Sommaire



PHOTO SPANDITA MALIK

Réparer la trame de leur vie

p.42

PORTFOLIO. Dans le nord de l'Inde, son pays natal, Spandita Malik est allée à la rencontre de femmes, pour la plupart survivantes de violences conjugales. Entremêlant broderie et photographie, elle les aide à se réapproprier leur histoire.

360°

FRANCE p.26

Le nickel, ce "métal du diable" qui ravage la Nouvelle-Calédonie

Abondant sur le territoire, le nickel est maudit par les Kanaks, qui subissent les dégâts environnementaux et économiques d'une exploitation sans limites. Un reportage du **Volkskrant**.

ÉTATS-UNIS p.12

Les espoirs déçus de Curtis Yarvin, l'inspirateur du Doge

Le blogueur néoréactionnaire de la Silicon Valley est très critique à l'égard des résultats obtenus par le "département de l'efficacité gouvernementale" qu'a piloté Elon Musk. Il en avait pourtant posé le cadre théorique, rappelle **The Washington Post**.

GAZA p.10

Plus rien n'arrête la soif de sang israélienne

Faisant fi des appels à cesser les combats et des menaces de sanctions européennes, le gouvernement israélien poursuit sa guerre impitoyable, n'épargnant pas les civils, victimes de la "phase la plus cruelle" du conflit depuis octobre 2023.

LES SOURCES



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

The Continent Johannesburg, hebdomadaire. **The Economist** Londres, hebdomadaire. **The Guardian** Londres, quotidien. **Holod** (holod.media) Russie, en exil, en ligne. **Middle East Eye** (middleeasteye.net) Londres, en ligne. **The New York Times** New York, quotidien. **El País** Madrid, quotidien. **Plaza Pública** Guatemala, quotidien. **Público** Lisbonne, quotidien. **Smithsonian Magazine** Washington, mensuel. **Tages-Anzeiger** Zurich, quotidien. **Le Temps** Genève, quotidien. **The Times** Londres, quotidien. **De Volkskrant** Amsterdam, quotidien. **Vreme** Belgrade, hebdomadaire. **The Washington Post** Washington, quotidien. **Die Welt** Berlin, quotidien. **Die Zeit** Hambourg, hebdomadaire.


**Courrier
international**

Édité par Courrier international SA, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €

Actionnaire : La Société éditrice du Monde

Président du directoire, directeur de la publication :

François-Xavier Devaux

Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard

Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président

Dépôt légal Juin 2025. Commission paritaire n° 0727 c 82101.

ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 06 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel courrierdeslecteurs@courrierinternational.com Directrice de la rédaction Claire Carrard Rédactrices en chef Virginie Lepetit, Claire Pomarès Rédacteur en chef adjoint Luc Briand, Nicolas Coispot, Matthieu Erreia Conception graphique Javier Errea Communication

ÉDITION Anouk Delport, Ophélie Négros, Fatima Rizki 7 JOURS DANS LE MONDE

François Gerler (chef de rubrique, 17/48) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 16/95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe), Marie Daoudal (Allemagne, Autriche, Suisse-Alémanique), Carole Lyon (Belgique), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande), Beniamino Morante (Italie), Hélène Bienvêtu (Pologne), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielelle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotlevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef de service, 16/93) AMÉRIQUES Bérangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16/14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16/57), Diego Legrand (Colombie, Venezuela, Équateur), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Daniel Bastard (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16/39), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est), Zhang Zhulin (Chine), Carole Dieterich (Asie du Sud), Élisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée) Yuta Yagishita (Japon) MOYEN-Orient Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abiramia (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenoux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Miszkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechaï (chef de service), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique austral et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest)

TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16/47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16/15), Marine Cygler (Sciences et environnement), Annick Rivoire (Économie) MAGAZINE 360° Marie Béloïel (chef des informations, 17/32), Hugo Florent, Oumeima Nechi HISTOIRE Raymond Clarinard, Mélanie Liffshitz (16/96)

SITE INTERNET Claire Pomarès, Nicolas Coispot, Mélanie Chenouard (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition) ÉDITEURS Etienne Bianchi, Paul Blondé, Antoine Cuny-Le Callet, Méline David (vidéo), Gabriel Hassan, Hoda Saliby, Emmanuelle Bour (SME) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (16/42)

TRACTION Julie Marcot (chef de service, anglais, espagnol, portugais), Mélanie Liffshitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Raymond Clarinard (anglais, allemand, roumain), Manon Delfour-Peyron (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan, russe), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17/35), Solal Abélès, Françoise Hérolé, Julie Martin, Jean-Daniel Mouget, Anne Romefort

DIRECTION ARTISTIQUE Alice Andersen MAQUETTE Cécile Chemel (première maquette), Denis Scudeller, Gilles de Obaldia CARTOGRAPHIE Paul Gallet

INFOGRAPHIE Catherine Doutey WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Errichello (chef de service), Benjamin Fernandez, Jonnathan Renaud-Badet ICOMOGRAPHIE Luc Briand, Lidwine Kervella (chef de service adjointe), Stéphanie Saïndon, Céline Merrien (colorisation), Astrid Mouget AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17/37), Diane Perpère (16/08), Alizée Marchal (17/38), Flora Normand

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45/35) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE: Maury, 4530 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Théo Ainley, Anne Baron, Camille Burton, Lionel Blot, Aurélie Boissière, Jean-Baptiste Bor, Maxime Bourdier, Barbara Bouyne, Isabelle Bryskier, Nicolas Cardona, Sacha Carion, Guillaume Deneufbourg, Eloïse Duval, Zineb El Ouadi, Hélène Frédéric, Dorian Gallais, Marie Gandois, Lydie Gerboin, Émilie Helmstein, Emmanuel Hergot, Anna Kerautret, Yousa Larbi Alami, Léo Maillard, Florian Mattern, Camille Miloua Giradeau, Valentine Morizot, Éléonore Nicolas, Benjamin Plet, Alexandre Roy, Isabelle Taudière, Lucas Testut, Aruzhan Yeraliyeva

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 Directrice générale Élisabeth Cladelia (elisabeth.cladelia@mppublicite.fr, 39/68) Directeur de la publicité David Delanoy

Directeur délégué au digital Martin Clamart (martin.clamart@mppublicite.fr)

Directeur délégué, pôle Opérations spéciales Steve Dablin (steve.dablin@mppublicite.fr, 38/84)

DIRECTRICE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellan (16/06) Gestion

Mathilde Bannier (16/26) Droits Blandine Mosnat (16/52) Comptabilité 01 48 88 45/51

DIRECTEUR DE LA DIFFUSION ET DE LA PRODUCTION Xavier Loth Directrice des ventes

Sabine Gude Responsable commerciale internationale Saveria Colosimo Morin (0157 28 32 20) Chef de produits Valentin Moreau (01 57 28 33 99) Communication et promotion Christiane Montillet MARKETING ET PRODUITS Sophie Gerbaud (directrice), Marie Donal, Martine Prévot, Véronique Saudemont Responsables du numérique

Kévin Jolivet (chef de service), Louise Dugeau, Camille Lefais, Mynn-May Vang

Modifications de services ventes au numéro, réassorts o. 805 05 04 47

Service clients Abonnements Courrier international, service abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex 9 Tél. 03 21 13 04 31 (du lundi au vendredi de 9 heures à 19 heures et le samedi de 9 heures à 17 heures) Courriel abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 139 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com>

Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur

<https://www.courrierinternational.com/page/cgu>



SUR NOTRE SITE

Ukraine. Un cessez-le-feu inaccessible

Une petite heure et pas de cessez-le-feu : les Russes se sont montrés intransigeants lors de la deuxième rencontre avec les Ukrainiens à Istanbul, le 2 juin. Une réunion qui s'est déroulée au lendemain de la spectaculaire opération Toile d'araignée menée par Kiev sur des bombardiers russes. Une nouvelle rencontre a été proposée par l'Ukraine, qui pourrait se dérouler entre le 20 et le 30 juin. Suivez cette actualité sur notre site.

Corée du Sud. Les défis du nouveau président

Le 3 juin, les Sud-Coréens ont élu leur président : le progressiste Lee Jae-myung. Comment le nouveau dirigeant va-t-il reprendre en main la vie politique du pays ? Les analyses et les commentaires de la presse coréenne sur notre site.

Portrait. Caitlin Clark fait (presque) oublier la NBA aux Américains

Cette basketteuse de 23 ans dope la popularité du sport féminin. Un portrait publié par Vox à retrouver dans notre édition Week-end dès samedi et dans notre hors-série Femmes. Le combat continue.

L'horoscope de Rob Brezsny Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.

Retrouvez-nous aussi sur Bluesky, Facebook, Instagram, Threads, TikTok et WhatsApp.

Notre nouveau hors-série

Face au retour en force du masculinisme, partout les femmes se mobilisent pour leurs droits. Et font entendre leurs voix.

Courrier international

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

RCO25BO01

Je m'abonne pour :

- 1 AN (52 numéros) au prix de 139 € au lieu de 237,20 €*
- 1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de 175 € au lieu de 290,60 €*

Monsieur Madame

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CP VILLE

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :

<https://abo.courrierinternational.com/2025/ours>

ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

* Prix de vente au numéro. Offre réservée aux particuliers jusqu'au 31.12.2025 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Pour les entreprises et l'étranger, nous consulter. Votre abonnement débutera dans un délai de trois semaines. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données perso/mélées pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services et/ou pour ses partenariats.

Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales de Courrier international. Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales des partenaires de Courrier international.

Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, portabilité, limitation des traitements, sorties des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles> ou écrivez à notre délégué à la protection des données au 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou à dpo@groupemonde.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la CNIL. Pour toute question, contactez notre service clients par e-mail à abo@courrierinternational.com ou par téléphone au 03 21 13 04 31 du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures. Nos CGV sont consultables et téléchargeables à cette adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>



SOMMAIRE

7 jours dans le monde

6. Pologne. Le nouveau président peut dire merci à Trump

D'un continent à l'autre

10. Gaza. Plus rien n'arrête la soif de sang israélienne

12. États-Unis. Les espoirs déçus de l'inspirateur du Doge

16. Guatemala. El Paredón, un paradis en trompe-l'œil

18. Bosnie-Herzégovine. L'État où le chaos règne en maître

19. Allemagne. Merz bouleverse la politique étrangère de Berlin

21. Portugal. Chega, nouveau leader de l'opposition

22. Tanzanie. Une présidente qui sème la terreur

24. Sri Lanka. Les femmes au cœur du renouveau démocratique

26. Nouvelle-Calédonie.

Le nickel, ce "métal du diable" qui ravage l'archipel

28. France. Une loi "très en deçà du modèle belge"

À la une

30. À l'assaut des grands fonds

Transversales

38. Sciences. "C'est toute la montagne qui dégringole"

41. Signaux. Il était une fois Spock, Vador, Harry, Frodon

360°

42. Portfolio. Réparer la trame de leur vie

47. Culture. Écouter le son de la beauté du monde

48. Littérature. Ils font danser la langue de Cervantès

50. Histoire. L'aristocrate russe qui a transformé la Floride

Courrier international

Avantages abonnés :

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site Internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique : (32) 2 744 44 33

abonnements@saipm.com

États-Unis/Canada : (1) 800 363 1310

expressmag@expressmag.com

Suisse : (41) 022 860 84 01

abonne@edigroup.ch

Courrier International, USPS number 465, is published weekly/8 times per year (8 issues issued in Aug and in Dec); by Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd, Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals postage paid at Secaucus, NJ, and at additional mailing offices. Postmaster: Send address changes to Courrier International c/o Express Mag, 8225, avenue Marco-Polo, Montréal, Québec, Canada



Pologne. Le nouveau président peut dire merci à Trump

Après la victoire à l'élection présidentielle du candidat nationaliste Karol Nawrocki, soutenu par le parti Droit et Justice (PiS), la presse polonaise redoute une "trumpisation" de la droite.

Félicitations aux Polonais, vous avez choisi un WINNER." C'est par ce message, posté sur Truth Social, que le président américain, Donald Trump, a commenté l'élection de l'historien nationaliste Karol Nawrocki, reprenant (en capitales) un titre de la chaîne conservatrice américaine **NewsMax**: "Victoire d'un allié de Trump en Pologne - l'Europe sous le choc". Soutenu par le parti national-conservateur Droit et Justice (PiS) - au pouvoir de 2015 à 2023 - mais se présentant comme un "candidat citoyen", le quadragénaire est arrivé en tête du second tour de la présidentielle, le 1^{er} juin, avec 50,89 % des voix. Il a devancé le libéral Rafal Trzaskowski (49,11 %), maire de Varsovie et issu de Plateforme civique, le parti de centre droit du Premier ministre, Donald Tusk.

"La victoire de Karol Nawrocki, la plus courte de l'histoire des présidentielles au cours de la III^e République, avec moins de 370 000 voix d'écart, est incontestable", écrit **Gazeta Wyborcza**. Le quotidien libéral estime que ce deuxième tour constitue un "carton rouge" pour Donald Tusk et son gouvernement.

Rafal Trzaskowski avait déjà essuyé une défaite en 2020, face au président sortant, Andrzej Duda, candidat du PiS. Cinq ans plus tard, la coalition de centre droit au pouvoir n'aura que partiellement rempli les objectifs qu'elle s'était fixés durant l'entre-deux-tours: "Elle a réussi à mobiliser le camp de la gauche libérale, mais a échoué à affaiblir suffisamment le soutien au candidat du PiS pour que les électeurs conservateurs s'en détournent", analyse le rédacteur en chef adjoint du quotidien conservateur **Rzecznik polityczny**. Surtout, elle n'est

pas parvenue à mobiliser autant qu'espéré chez les abstentionnistes du premier tour. Le taux de participation au second tour s'élève certes à 71,63 % (contre 67,31 % deux semaines plus tôt), mais *Gazeta Wyborcza* rappelle que 74,4 % des électeurs s'étaient rendus aux urnes lors des législatives du 15 octobre 2023. Ce sursaut citoyen avait alors fait pencher la balance en faveur d'un changement politique. Sauf que la popu-

Eurosceptique, Karol Nawrocki défend des positions plus radicales encore que celles de son prédécesseur.

larité du gouvernement de Donald Tusk est aujourd'hui en berne, note le journal: ses grandes promesses électorales sont dans l'impasse, à l'instar de la libéralisation du droit à l'avortement. L'échec de Rafal Trzaskowski s'explique aussi par le report massif des voix de l'extrême droite (21 % au premier tour) sur la candidature de Karol Nawrocki.

Le président polonais dispose de prérogatives limitées. Il est néanmoins chef de l'armée, a son mot à dire dans la nomination des généraux et des ambassadeurs, et représente la Pologne auprès de certaines instances internationales. Surtout, il peut user de son droit de veto ou renvoyer un texte de loi devant le Tribunal constitutionnel (politisé par le PiS). Deux outils dont s'est servi abondamment Andrzej Duda ces derniers mois.

Le gouvernement repart donc pour une nouvelle cohabitation, qui s'ouvrira



Un pèlerinage sous surveillance

ARABIE SAOUDITE — Le grand pèlerinage annuel à La Mecque - le hadj - a débuté le 3 juin et devrait attirer quelque 1,8 million de fidèles pour un rituel de cinq jours. Afin d'éviter le scénario de l'an dernier, où "1 300 personnes sont mortes" sous des températures de près de 52 °C, les Saoudiens ont multiplié les mesures de prévention. Ils ont "planté 10 000 arbres", selon le quotidien britannique **Financial Times**, prévu une réserve de 4 millions de mètres cubes d'eau et des brumisateurs géants, et même la gestion des foules par drone, énumère le journal saoudien **Asharq Al-Awsat**. Mais c'est surtout la chasse aux pèlerins non enregistrés qui est renforcée, avec déjà 260 000 personnes refoulées aux limites de La Mecque, rapporte **Gulf News**.

Une avancée démocratique, vraiment?



MEXIQUE — Les Mexicains étaient appelés, le 1^{er} juin, à élire tous leurs juges au suffrage universel.

Cette première mondiale n'est, aux yeux des opposants à cette élection, qu'une "farce et [un] simulacre". Slogan que le **Diario de Yucatán** reprend à la une le lendemain en évoquant la très faible participation (autour de 12,5 %). En d'autres termes, avance le journal, près de "88 % [des citoyens] ont exprimé leur rejet en boudant les urnes". La réforme proposée par l'ex-président de gauche Andres Manuel López Obrador - mentor de Claudia Sheinbaum, qui lui a succédé - a été présentée comme une avancée démocratique. Ses critiques craignent au contraire "une politisation du système judiciaire et une infiltration du crime organisé", relève le **Diario de Yucatán**. Les premiers résultats indiquent que la Cour suprême sera majoritairement composée de magistrats proches du parti au pouvoir.

Par ici la sortie

MONGOLIE — “Le Premier ministre, Luvsannamsrain Oyun-Erdene, a démissionné, prenant acte d'une motion de censure approuvée par les députés”, rapporte, le 3 juin, le journal **Unuudur**. Accusé de corruption, il était fragilisé depuis plusieurs semaines. Des révélations sur les dépenses extravagantes de son fils et une inflation galopante ont déclenché des manifestations de rue. Une partie de la population estime en outre que les richesses issues de l'exploitation minière, notamment du charbon, sont accaparées par une petite élite politique et économique.

Maradona : procès annulé

ARGENTINE — “Humiliation”, “inouï”, “honteux” : telles sont certaines des réactions que liste **El País América**, après l'annulation du procès qui devait établir les responsabilités de l'équipe médicale dans la mort de Diego Maradona, le 25 novembre 2020. Il avait commencé il y a trois mois, mais, le 29 mai, le tribunal de San Isidro, dans la banlieue de Buenos Aires, a ordonné son annulation, après la récusation de l'une des trois juges. La magistrate Julieta Makintach a participé à un documentaire non autorisé sur les coulisses du procès. Le procès devra donc repartir de zéro avec de nouveaux juges.

Des milliards pour l'Afrique

PHILANTHROPIE — En 2045, Bill Gates fermera sa fondation qui, depuis sa création, a dépensé

100 milliards de dollars pour lutter contre les maladies et la pauvreté. D'ici là, le fondateur de Microsoft s'est engagé à dépenser 200 milliards supplémentaires à destination de l'Afrique, soit 99 % de sa fortune. Il l'a répété le 3 juin au siège de l'Union africaine, à Addis-Abeba, capitale de l'Éthiopie : “La majeure partie de ces fonds sera consacrée à vous aider à relever les défis ici en Afrique”, rapporte la **BBC**. Une promesse faite alors que l'administration Trump a gelé son aide internationale.

Une Volga sinon rien



RUSSIE — Une Volga jaune à damiers noirs, symbole des taxis soviétiques : c'est l'image que **Monocle** a choisie, à la une de son dernier numéro, pour évoquer la nouvelle loi qui fait trembler le secteur des taxis. “Le voici entré dans une nouvelle zone de turbulences”, annonce l'hebdomadaire économique. Après la flambée des prix des carburants et des pièces détachées, la pénurie de main-d'œuvre, les chauffeurs de taxi seront soumis à une nouvelle réglementation à partir de mars 2026. Pour figurer dans le registre officiel des taxis et être autorisés à circuler, les véhicules devront avoir été produits localement. Plus de la moitié des 700000 chauffeurs seraient menacés. Initiative du constructeur automobile Avtovaz, connu en Europe de l'Ouest sous la marque Lada, bien décidé à reprendre la main sur un marché dominé par les marques étrangères.

124 000

MORTS PRÉMATUREES ont été provoquées par le Dieselgate, l'affaire des moteurs truqués, entre 2009 et 2024, annonce **The Guardian** le 28 mai. Cette fraude sur les émissions polluantes a également causé “760 milliards d'euros de préjudice financier à l'échelle du Royaume-Uni et de l'Union européenne”. Le journal s'appuie sur une étude commandée par l'ONG ClientEarth au Centre for Research on Energy and Clean Air (Crea), qui met en garde : “Si rien n'est fait, le bilan pourrait s'alourdir de 81000 morts et 430 milliards d'euros supplémentaires d'ici à 2040.”

RDC

Un retour “qui vaut déclaration de guerre”

L'ancien président Joseph Kabila a été accueilli le 26 mai à Goma, aux mains des rebelles du M23. Il se présente en médiateur de paix. La presse régionale s'indigne.



Signalé en avril, le retour au pays de l'ancien président de la RDC Joseph Kabila se concrétise de façon tonitruante. C'est à Goma, chef-lieu de la province du Nord-Kivu frontalier avec l'Ouganda et le Rwanda, et contrôlé par le groupe rebelle du M23, qu'il est entré sur le territoire congolais dans la nuit du 25 au 26 mai et, selon **Radio Okapi**, a rapidement entrepris “une série de consultations avec les forces vives de la région afin d'aborder la crise sécuritaire qui frappe l'est du pays”. Le M23 lui a souhaité “un agréable séjour dans les zones libérées”, narre **Afrik.com**.

La collusion de Kabila avec le M23 “ne fait [donc] plus aucun doute”, déplore le quotidien burkinabé **Aujourd'hui au Faso**. “[Surfer] sur la guerre à Goma, sinon allumer ce brûlot pour qu'il serve de tremplin pour se remettre dans le jeu politique est digne d'un cynisme aigu, et la marque de fabrique d'un Néron tropical !” Même son de cloche chez son confrère ouagalais **L'Observateur Paalga**, qui titre : “Kabila à Goma, un voyage qui vaut déclaration de guerre”.

Entre sidération, inquiétude et consternation, la presse ivoirienne revient sur la déclaration de Joseph Kabila, dans une vidéo postée le 23 mai, au lendemain de la levée de son immunité parlementaire

par Kinshasa, ouvrant la voie à des poursuites par la justice militaire.

Le site d'info guinéen **Le Djely** relève l'outrecuidance de certains propos lors de cette rare prise de parole. Qu'il s'agisse de la critique de la gestion du pouvoir

par Félix Tshisekedi, de se présenter comme une solution à la crise ou, pis, de pactiser avec des forces parrainées par le Rwanda, dont il dénonçait l'influence quand il était au pouvoir.

“Quel culot !” s'indigne le titre de Conakry, qui somme le “peuple congolais de barrer la route à cette imposture. De dire non à cette tentative cynique de manipulation.”

Le M23 a souhaité [à Kabila] “un agréable séjour dans les zones libérées”.

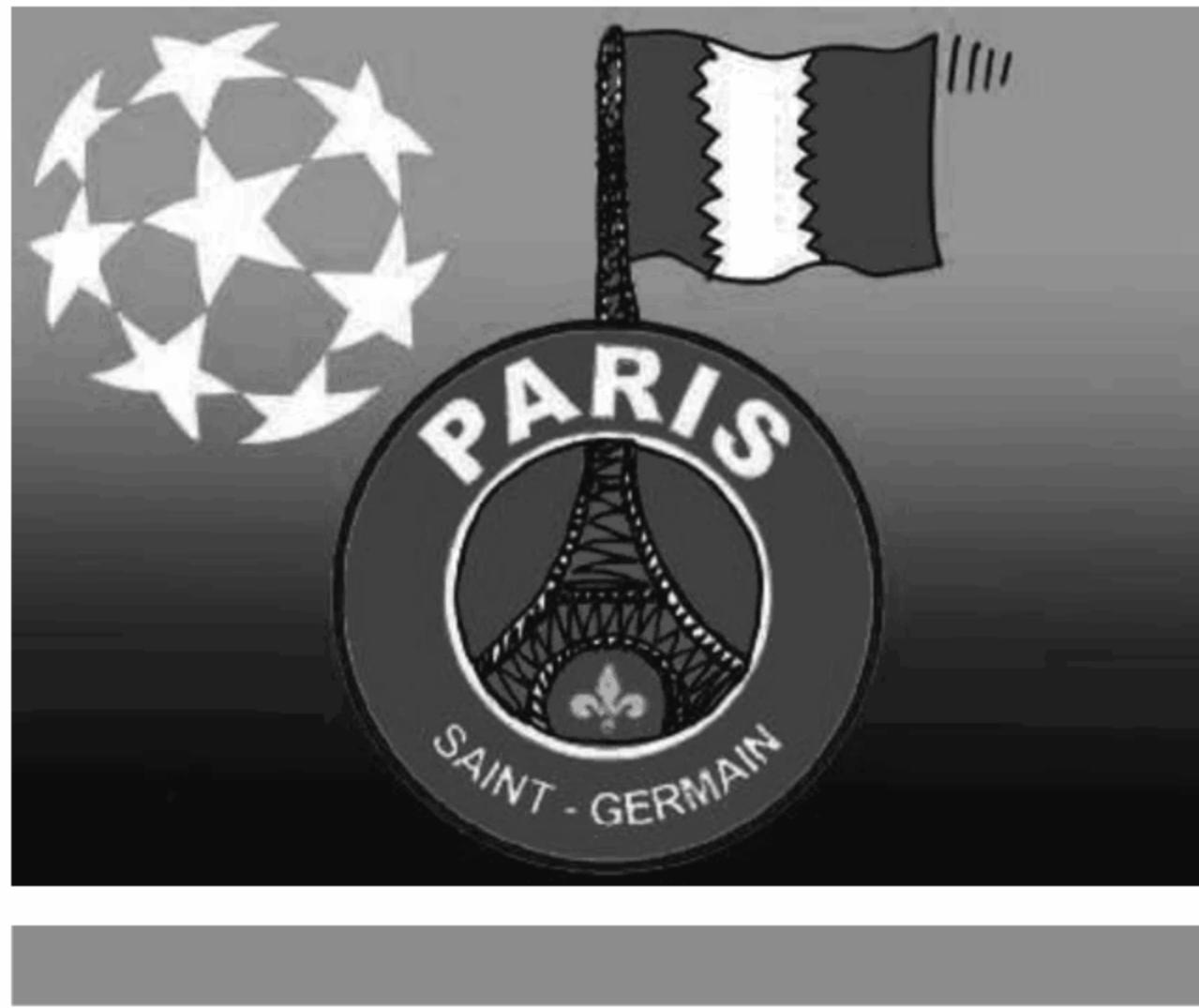
Afrik.com

Kinshasa a réagi de façon “musclée” aux propos de Kabila, selon **Afrik.com**. Le parti au pouvoir, l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), “a organisé une contre-offensive” avec “projection de reportages sur les violences sous le régime Kabila”, le qualifiant de “généiteur du M23” et de responsable de “dix-huit ans de chaos” en RDC.

— Courrier international

Football. Le Qatar, ombre au sacre du PSG

Ce journal suisse salue la victoire des Parisiens face à l'Inter Milan, en finale de la Ligue des champions. Tout en déplorant une évolution malsaine du club depuis sa reprise par les Qatari.



—**Tages-Anzeiger**, extraits (Zurich)

Paris est désormais une ville de football. C'est avec féroce qu'elle s'est imposée parmi les grands de ce monde, lors d'une finale de Ligue des champions à Munich que personne, pas même les Parisiens, n'attendait aussi enflammée et enthousiasmante. Rien ne poussait pourtant la capitale à élargir aux sphères sportives son aura déjà impressionnante : haut lieu de mode, de culture et d'élégance, Paris est déjà le symbole éternel des Lumières.

“La ville du football” : ce titre, ô combien convoité, a été gagné dans la joie, par la fraîcheur d'une jeunesse étonnamment dominatrice. Ne serait-ce que pour enfin appartenir au cercle sélect des villes couronnées. Et quand Paris s'invite sur un nouveau terrain, peut-il faire autre chose que conquérir le devant de la scène ? Les violences qui ont entaché la nuit ont néanmoins ravivé de tristes souvenirs liés à un passé sombre [deux personnes sont mortes en marge des célébrations, et des centaines d'autres ont été interpellées].

La naissance du PSG remonte au début des années 1970. C'était le fruit d'une fusion, un produit de laboratoire. Ses performances ont longtemps été médiocres, et le club a surtout connu des bas, au grand dam de

ses terribles hooligans. Arène de béton brutaliste, le Parc des Princes a trop souvent bouillonné de haine, si bien qu'il en était infréquentable. La France pouvait se targuer de bien plus beaux stades à Lyon ou à Marseille, où la supériorité footballistique avait un doux goût de revanche sur le centralisme français, qui concentre tout à Paris.

Et puis, en 2011, le Qatar est entré en jeu avec ses millions de téléspectateurs et ses milliards de pétrodollars. L'émirat a repris le club, effacé sa dette d'un revers

↳ Un drapeau mi-français, mi-qatari flotte au sommet de la tour Eiffel.
Dessin de Hassan Bleibel, Liban.

de main, avant d'injecter des milliards et de gonfler le PSG d'ambitions. Place au glamour : dans le stade, une section VIP a vu le jour, pour se muer en scène où défilent responsables politiques, acteurs et chanteurs. Plus rien ne sera comme avant. L'ancienne hiérarchie, ce pilier rassurant de la République ? Renversée cul par-dessus tête : le temps était à la révolution, menée cette fois par un État du Golfe.

Grâce à ses chaînes payantes BeIn Sports, le Qatar détermine les droits de diffusion qui sont injectés dans la compétition et les sommes que ses concurrents captent – en un mot, il pousse le foot français à la dépendance. Grâce à ses sponsors, dont les Qatari, dotés de fonds qui semblent inépuisables, le PSG réduit ses concurrents à un rôle de figurant à sa cour. Tout le monde fait l'autruche, car avant le Qatar, c'était le désert. Les conflits d'intérêts sont criants, la concurrence est complètement faussée.

Le président du club, Nasser Al-Khelaïfi, un ami de jeunesse de l'émir en personne, est devenu un ténor du football européen, si ce n'est l'homme le plus puissant : membre du comité exécutif de l'UEFA, il est également représentant de l'Association européenne des clubs, un organisme qui défend leurs intérêts. Le moins que l'on puisse dire c'est que ce n'est pas une saine évolution. Le Qatar n'est que l'exemple le plus obscène d'un phénomène qui gangrène déjà largement le football et qu'encouragent les États, les fonds d'investissement et les riches investisseurs.

Reprenez : du beau jeu, du cœur, et une jeunesse enthousiasmante. Chapeau ! Paris est désormais un haut lieu du foot, et a réussi à se débarrasser de son image de club artificiel. Son ascension n'en reste pas moins maculée d'une tache aussi salissante qu'indélébile, de pétrole cette fois.

— **Oliver Meiler**,
publié le 1^{er} juin

* En français dans le texte.

Une performance cinq étoiles

●●● “Cinq ! À ! Zéro !” La **Süddeutsche Zeitung** n'a pas cherché très loin pour trouver le titre de son résumé de la finale de la Ligue des champions. Mais, après tout, 5-0, c'est une “victoire record”.

Die Welt s'enthousiasme devant “une démonstration de puissance absolue”. **The Sun** loue des joueurs qui “combinent beauté et efficacité dans tout ce qu'ils font”. “Le PSG ne gagne pas juste la Ligue des champions, il triomphé !” insiste **Le Temps**. Ce succès a ébloui jusqu'aux États-Unis. **The Athletic** salue une “performance

cinq étoiles”. Pour le supplément sportif du **New York Times**, les Parisiens ont tellement dominé leur adversaire que “c'en est presque devenu gênant”. Vu d'Italie,

La Gazzetta dello Sport parle d'un “cauchemar” pour un “Inter méconnaissable” et se demande “quelle kryptonite a paralysé” une équipe qui a livré son “pire match de l'année – et de l'histoire ?” Toujours en Italie, le média **Ultimo Uomo** reconnaît, bon joueur, qu'il “est impossible de ne pas tomber amoureux de cette équipe [du PSG]”.

Le Scouarnec condamné

JUSTICE — C'est la fin d'un “très douloureux procès de trois mois à Vannes”, écrit la correspondante du **Guardian** Angelique Chrisafis, qui a suivi à Vannes “le plus grand procès d'abus sexuels sur des enfants de toute l'histoire de France”. Le 28 mai, le pédocriminel de 74 ans Joël Le Scouarnec a été condamné à vingt ans de réclusion, avec une période de sûreté des deux tiers. Désormais, se demande **Die Tageszeitung**, “quelles leçons la société française peut-elle tirer de cette affaire ? Et le milieu médical en particulier, qui a laissé le chirurgien s'en prendre en toute impunité à près de 300 [personnes], dont certaines sous anesthésie après une opération, entre 1989 et 2014 ?”

Les ZFE à la trappe

POLLUTION — C'était une “mesure phare” du premier mandat d'Emmanuel Macron, qui avait pour objectif de réduire la pollution atmosphérique dans une poignée de grandes villes françaises, rappelle la **BBC**. Le 28 mai, les députés Insoumis se sont joints à la droite et à l'extrême droite pour voter la suppression des zones à faibles émissions (ZFE). Si ce vote est sans nul doute un “coup porté au camp du président Macron”, juge **The Times**, ce camouflet est d'abord une “victoire pour l'extrême droite”. Car c'est bien au Rassemblement national et à Pierre Meurin, son député du Gard, que revient la paternité de l'article de loi en question.

Des plages sans fumée

TABAC — Cette mesure “est une bouffée d'air pur”, souffle **El Periódico**. La ministre de la Santé, Catherine Vautrin, a annoncé, le 29 mai, qu'à partir du 1^{er} juillet il serait interdit de fumer dans la plupart des espaces publics : plages, parcs, arrêts de bus ou encore aux abords des écoles. Cette décision vient s'ajouter à celles prises par une liste déjà fournie de communes – plus de 1600 – ayant décidé d'interdire la cigarette dans un total de 7000 espaces publics en France, détaille le journal barcelonais.



BANQUE

CEUX QUI COMPTENT POUR VOUS

peuvent
aussi compter
sur nous

Au Crédit Commercial de France, nos conseillers ont à cœur de mettre leur expertise au service de nos clients mais aussi de leur famille **afin d'accompagner chaque membre dans leurs projets personnels.**

Rendez-vous dès maintenant **en agence** ou sur **ccf.fr**

CCF | BANQUE PATRIMONIALE DEPUIS 1917

CCF - S.A. au capital de 147 000 001 euros, agréée en qualité d'établissement de crédit et de prestataire de services d'investissement, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 315769257 - Siège social: 103 rue de Grenelle - 75007 Paris. Intermédiaire en assurance immatriculé à l'ORIAS sous le numéro 07030162 (www.orias.fr).

d'un continent à l'autre. moyen-orient



Amériques.....	12
Europe	18
Afrique	22
Asie	24
France	26

Gaza. Plus rien n'arrête la soif de sang israélienne

Faisant fi des appels à cesser les combats et des menaces de sanctions européennes, le gouvernement israélien poursuit sa guerre impitoyable dans l'enclave palestinienne, n'épargnant pas les civils, même pas les enfants, victimes de la "phase la plus cruelle" du conflit depuis octobre 2023.

Malgré la levée de boucliers tous azimuts et les menaces de sanctions occidentales, le gouvernement de Benyamin Nétanyahou poursuit de plus belle son offensive à Gaza, multipliant les massacres de civils, préemptant la distribution de l'aide humanitaire et déplaçant encore des dizaines de milliers d'habitants dans l'optique d'une "conquête" de l'enclave palestinienne et de son annexion à plus long terme.

Plus rien ne semble pouvoir arrêter cette machine de guerre et cette soif de sang depuis la relance de la guerre, en mars, et son intensification en mai avec le lancement de l'opération Chars de Gédéon. Comme l'a dénoncé le journal israélien **Ha'aretz** dans un éditorial à la fin de mai, les frappes israéliennes de ces dernières semaines se résument à

un "massacre aveugle", désormais "totalement hors de contrôle".

"Toutes les lignes rouges ont été franchies. [...] Des atrocités sont commises tous les jours à Gaza. Vendredi dernier [23 mai], neuf enfants d'une même famille, tous âgés de moins de 12 ans, ont été tués [...] dans leur maison, à Khan Younès. Leurs parents, Hamdi et Alaa Al-Najjar, sont un couple de médecins qui [...] n'ont aucun lien avec le Hamas", dénonçait le quotidien de gauche.

Désormais, l'armée israélienne "cherche à tuer pour tuer", renchérissait le journal palestinien **Al-Quds** dans son édition du 26 mai. Le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, évoquait quant à lui la "phase la plus cruelle" de la guerre depuis son déclenchement, en octobre 2023.

La tragédie de la famille Al-Najjar, ou encore celle des

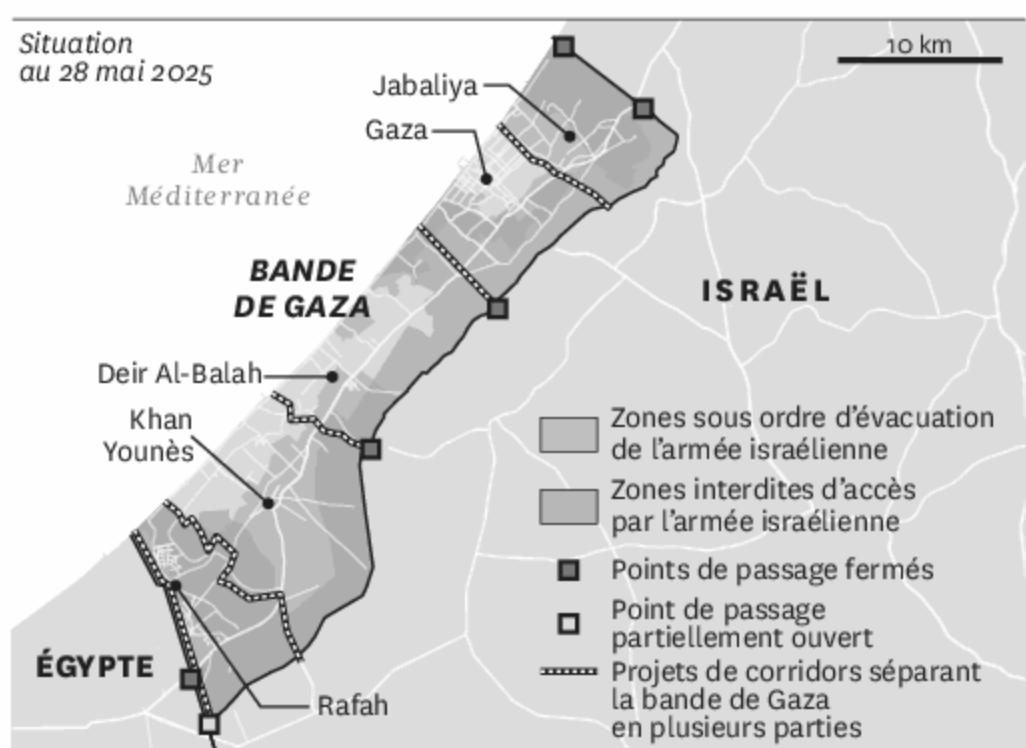
enfants brûlés vifs dans une école de l'ONU visée par un raid israélien (*lire ci-contre*), a fait le tour de la presse internationale et suscité l'effroi et l'émoi ainsi qu'une vague de condamnations internationales sans précédent. L'Espagne, qui accueillait le 25 mai une réunion

d'une vingtaine de pays européens et arabes consacrée à Gaza, a ainsi appelé la communauté internationale à envisager des sanctions.

"Il faut tout faire [...] pour arrêter cette guerre [...] qui n'a plus de but", a martelé le ministre des Affaires étrangères espagnol, appelant à un

embargo commun sur les armes, rapporte le titre allemand **Die Zeit**. Le diplomate a aussi proposé la "suspension immédiate" de l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël ainsi qu'une révision de la liste nationale et européenne des sanctions individuelles qui inclurait des personnalités faisant "barrage à la création d'un État palestinien viable, comme le Premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou", précise le journal espagnol **El País**.

Plus tôt dans la semaine, le Royaume-Uni et la France avaient haussé le ton et ouvert la porte à la prise de "mesures concrètes". La participation de Londres et Paris au groupe multilatéral "montre à quel point le mépris de l'armée israélienne pour le droit international [...] commence à mettre à rude épreuve la patience des plus fidèles alliés [d'Israël]", analysait pour sa part le quotidien madrilène **La Razón**.



✓ Dessin de Pismestrovic,
Autriche.



“C’était l’horreur, il y avait des flammes partout”

Une trentaine de Palestiniens ont été tués le 26 mai dans un bombardement israélien qui a visé une école de la ville de Gaza. La plupart ont été “brûlés vifs”, peut-on lire dans ce reportage très éprouvant.

— Middle East Eye (Londres)

Ilest minuit quand les avions israéliens bombardent et embrasent l’école Fahmi Al-Jarawi, située dans la ville de Gaza. Les familles déplacées qui avaient trouvé refuge dans l’établissement se retrouvent dans un bâtiment en flammes, à l’aube, lundi matin [le 26 mai], cherchant désespérément à délivrer leurs proches, prisonniers du brasier.

La frappe israélienne laisse derrière elle les corps calcinés d’une trentaine de Palestiniens, dont six femmes et dix-huit enfants.

Alaa Talal Abu Odah rapporte que la plupart des personnes hébergées dans l’établissement scolaire, situé dans le quartier d’Al-Daraj, dormaient au moment de l’attaque. “Ceux qui étaient encore debout et qui étaient dans les couloirs ont été brûlés vifs ou soufflés par l’explosion”, témoigne la jeune femme de 37 ans, qui précise que l’établissement converti en abri de fortune a été touché par trois missiles au moins.

“Des familles entières ont été tuées. Les classes étaient pleines de femmes et d’enfants, des gens qui avaient fui [le quartier de] Shuja’iyya et [la ville de] Beit Hanoun. Ils étaient venus s’entasser ici pour se mettre à l’abri, et il ne reste plus d’eux que des cadavres calcinés. Ceux qui avaient pris feu se pressaient contre les fenêtres en hurlant : ‘Au secours, sauvez-nous !’ On n’arrivait pas à casser les murs pour leur venir en aide. Mes frères ont rempli des seaux d’eau et les ont jetés sur les flammes.”

Les secours ont mis énormément de temps à réagir, rapporte Alaa, et ne sont arrivés qu’une heure après le bombardement. “Les gens qui brûlaient sont morts et les enfants qui dormaient dorment pour toujours. Ils étaient allés se

coucher le ventre vide, n’ayant rien à manger”, se désespère-t-elle.

Sac noir dans une main, Mohammed Shaker Al-Masri récupère les restes des victimes éparses au milieu des décombres. “J’ai récupéré ces morceaux en fouillant dans les gravats, et il en reste encore beaucoup. Mon cousin est mort, et on n’a toujours pas pu retrouver [son corps]; tout ce qu’on arrive à récupérer, ce sont des petits bouts”, explique-t-il à Middle East Eye. On ne l’a pas retrouvé, lui, on n’a pu récupérer que sa jambe et ces quelques lambeaux de chair, le reste du corps reste introuvable.”

“C’est un crime prémedité, et le monde reste silencieux.”

Alaa, 37 ans

Le jeune homme de 21 ans se trouvait sous une toile de tente, tandis que la famille de sa tante était logée dans une salle de classe à l’intérieur de l’établissement. Il explique que la déflagration a bloqué les portes de la salle en question. “Comme ils n’ont pas pu s’enfuir, ils ont été brûlés vifs... Tout était noir, on n’y voyait rien. On dormait et, quand on s’est réveillés, tout était en train de brûler autour de nous et le toit s’était écroulé.”

“Il y avait de la chair en charpie et des membres partout”, poursuit Mohammed, qui précise que plusieurs membres de sa famille, dont les enfants de son cousin, ont trouvé la mort pendant l’attaque. “Presque tous les autres sont à l’hôpital à l’heure qu’il est.”

Sous le choc de la mort de ses proches, Alaa raconte que le bombardement n’avait pas été annoncé et qu’il n’y avait pas eu d’ordre d’évacuer. “Cette frappe est lâche”, fustige-t-elle. “Les jeunes

Mais Nétanyahou semble ne rien vouloir entendre. Après un mois particulièrement sanglant, le chef d’état-major israélien a donné l’ordre à ses troupes, le 1^{er} juin, d’élargir l’offensive terrestre, alors que Tsahal avançait dans la région de Khan Younès, dans le sud de la bande de Gaza.

Depuis la fin du cessez-le-feu, le 18 mars, plus de 1300 enfants ont été tués, selon l’Unicef.

En parallèle, les efforts en vue d’un cessez-le-feu ont encore une fois échoué – une énième proposition de trêve, négociée par Washington, ayant été refusée à la fin de mai par le Hamas – alors que le bilan humain continue de s’alourdir. Depuis la fin du cessez-le-feu, le 18 mars, plus de 1300 enfants ont été tués, selon

l’agence de l’ONU pour l’enfance (Unicef). Et depuis le début de la guerre, en octobre 2023, plus de 54000 Palestiniens ont perdu la vie, selon les chiffres des autorités locales à Gaza. “Le temps, c’est du sang !” écrivait récemment un journaliste gazaoui dans **As-Safir Al-Arabi**.

Seule “concession” faite par Benyamin Nétanyahou face à cette forte pression internationale : la levée partielle du siège alimentaire imposé depuis le début de mars. Mais au lieu de faire taire les critiques, le nouveau mécanisme de distribution de l’aide humanitaire les a accentuées. Celle-ci est désormais délivrée au compte-gouttes et par le biais d’une organisation opaque qui serait assujettie à l’État hébreu. Certains y voient une volonté délibérée de “ghettoïsation” et de “déshumanisation”.

— Courrier international

hommes qui étaient encore debout et qui étaient dans les couloirs ont été réduits en bouillie et sont morts, comme mon cousin.”

“Pourquoi est-ce qu’ils bombardent les abris alors qu’ils savent très bien qu’ils vont tuer un maximum de monde ? C’est un crime pré-médité, et le monde reste silencieux.”

Prisonnière des débris. Noura Hamdi Al-Masri fait partie de ceux qui avaient fui Beit Hanoun, se conformant aux ordres de l’armée israélienne. La jeune femme de 19 ans était hébergée avec sa famille dans l’école depuis trois mois, cherchant à échapper aux frappes israéliennes à répétition. Seulement voilà, elle était loin d’être en sécurité, comme le prouve le bombardement de l’établissement, où elle s’est retrouvée prisonnière des débris. “C’était l’horreur, on était coincés dans les décombres et il y avait des flammes partout, on n’avait nulle part où se mettre à l’abri”, relate-t-elle.

Noura confie que la moitié des personnes qui se trouvaient dans l’école étaient encore debout malgré l’heure tardive pour écouter “les nouvelles prometteuses annonçant une trêve et des négociations”. “Et puis, tout à coup, les missiles se sont mis à tomber sur les salles de classe, tuant familles et enfants. La moitié a été tuée, l’autre moitié blessée”, précise-t-elle.

Depuis le début de la guerre à Gaza [au soir des attaques du] 7 octobre 2023, l’armée israélienne a tué plus de 54000 Palestiniens, selon le gouvernement palestinien et les autorités sanitaires. L’intensification de l’offensive israélienne ces dernières semaines n’a fait qu’aggraver la crise humanitaire dans l’enclave assiégée, déjà chancelante.

Alaa évoque le sentiment de désespoir qui règne au sein de la population sur fond de négociations autour d’un cessez-le-feu. “On a fait une croix sur l’optimisme. Quand on entend qu’il y a des négociations en cours, [on] sait que ce qui nous attend, c’est juste des massacres. Depuis qu’on a entendu parler hier de tentatives de reprendre les négociations, les bombardements n’ont pas cessé, c’est continual, et vous ne savez pas d’où ça vient. C’est un anéantissement, un génocide, ni plus ni moins.”

— Maha Hussaini et Mera Aladam, publié le 26 mai



amériques

Etats-Unis. Les espoirs déçus de Curtis Yarvin, l'inspirateur du Doge

L'influent blogueur et ingénieur informaticien néoréactionnaire de la Silicon Valley se montre très critique à l'égard des résultats obtenus par le "département de l'efficacité gouvernementale" qu'a piloté Elon Musk jusqu'au 28 mai. Chantre des "lumières obscures", il en avait pourtant posé le cadre théorique.



—The Washington Post
(Washington)

Avant de devenir la mission d'Elon Musk, démolir la fonction publique fédérale était le rêve de Curtis Yarvin.

Ingénieur informaticien et blogueur de la Silicon Valley appartenant de ses vœux le remplacement de la démocratie américaine par une dictature, Curtis Yarvin a passé plusieurs années à ourdir un plan d'attaque contre ce qu'il appelle la "cathédrale" constituée par le pouvoir et la connivence des élites. Bien avant l'avènement du Doge ["département de l'efficacité gouvernementale"], Yarvin avait imaginé son propre acronyme pour désigner le dégraisseur de la bureaucratie : Rage,

pour "Retire All Government Employees" ["Renvoyer tous les fonctionnaires"].

Bien qu'il affirme n'avoir jamais rencontré Elon Musk, Curtis Yarvin n'en exerce pas moins une influence notable sur le grand projet de sabrage de coûts du Doge. *"Il y a une connivence entre les médias, les universités et le gouvernement fédéral, affirme ainsi un conseiller du Doge. Ces gens-là ont fait main basse sur l'Etat, dont ils se servent à leurs fins pour étendre leur pouvoir. Et ça nous fait très peur. Il faut réduire l'emprise de la 'cathédrale'."*

Ce n'est pas tous les jours qu'un néomonarchiste influe sur l'élaboration de politiques fédérales disruptives via la plateforme Substack. Mais Curtis

Yarvin, 51 ans, ne crie pas victoire pour autant. Il a même la dent étonnamment dure contre le Doge, qu'il compare à un orchestre de chimpanzés s'escrimant à jouer du Wagner. À ses yeux, l'attitude du Doge à l'égard des fonctionnaires fédéraux évoque celle des hommes qui roulent des mécaniques pour cacher leur manque de confiance en eux et font fuir leurs partenaires sexuels potentiels. *"Dans ce que le Doge renvoie de pire, il y a ce côté 'ince' [célibataire involontaire] furibard contre la fille qui refuse de coucher avec lui, souligne Yarvin. Ce n'est pas un gage de puissance."*

Ce cocktail d'analogies empruntées à divers registres est caractéristique de Yarvin, dont les billets – qui décortiquent la

politique américaine en distillant des références à Shakespeare et à Staline comme aux *Aventures de Buckaroo Banzai à travers la 8^e dimension* [film de science-fiction de 1984] – sont désormais une lecture obligée pour l'extrême droite sur Internet. Parmi ses lecteurs les plus en vue figurent le vice-président, J. D. Vance, et deux investisseurs pro-Trump de la Silicon Valley, Marc Andreessen et Peter Thiel.

Historien du conservatisme, Joshua Tait juge surprenant mais pas illogique que Curtis Yarvin affiche des sentiments mêlés quant à la transposition de ses idées dans la pratique. Malgré le portrait lugubre qu'il brossé de la démocratie, Yarvin a toujours eu une vision étonnamment optimiste de ce que l'État fédéral pouvait accomplir. *"Je me demande si ce n'est pas ce côté utopiste qui le met justement en porte-à-faux avec le leitmotiv du Doge, qui est de 'moucher les progressistes'*, observe l'historien. Reste que l'ambivalence de Yarvin "manque parfois de cohérence sur le plan intellectuel".

À l'heure où le Doge met la dernière main à sa mission – laissant derrière lui une fonction publique mutilée mais toujours rétive et des économies loin des 2 000 milliards de dollars [1 700 milliards d'euros] annoncés –, Yarvin porte au moins une part de responsabilité dans ce bilan. Joshua Tait assène : *"Je pense que c'est lui qui est derrière le Doge. Il a passé un temps fou à créer le cadre permettant son avènement."*

Yarvin reconnaît qu'il a eu l'enfance des milieux élitistes de gauche qu'il étrille aujourd'hui. Son père était diplomate. C'est comme ça qu'il a passé des années à l'étranger, avant de terminer sa scolarité dans le Maryland. Petit prodige des mathématiques, il a sauté trois classes avant de sortir diplômé de l'université Brown à 18 ans, en 1992.

Yarvin entame alors un doctorat en informatique à Berkeley, mais quitte rapidement la fac pour rejoindre une entreprise de la tech. En 2002, il crée la plateforme informatique Urbit, mais il faut attendre 2007 pour qu'il trouve sa vraie vocation qui lui vaut aujourd'hui un public

“Il existe des différences innées considérables entre les peuples”

Curtis Yarvin

Bio express

1973 — Naissance de Curtis Yarvin.
1992 — Diplômé en science informatique de l'université Brown (Rhode Island).
2002 — Crée Urbit, une plateforme de serveurs informatiques décentralisée.
2007 — Lance le blog "Unqualified Reservations" ("Réserves sans restriction") sous le pseudonyme de "Mencius Moldbug".
2013 — Cofonde la start-up Tlon avec des financements de Peter Thiel.
2020 — Crée sa page Substack baptisée "Gray Mirror of the Nihilist Prince" ("Le Miroir gris du prince nihiliste").

dévoué, quand il lance le blog "Unqualified Reservations" ["Réserves sans restriction"]. Sous le nom de Mencius Moldbug, un jeu de mots sur *goldbug* [investisseur faisant une fixation sur l'or] et sur un philosophe confucéen de la dynastie Zhou, Yarvin tricote peu à peu une critique radicale de la démocratie progressiste. S'inspirant du concept de mèmes du scientifique Richard Dawkins – des idées qui se font concurrence et se reproduisent selon les lois de la sélection naturelle, à l'image des gènes, quelle que soit la vérité sous-jacente –, Yarvin affirme que le discours égalitaire de la gauche dissimule en fait un idéal intéressé dont la véritable fonction est d'étendre le pouvoir des élites.

Le réseau qui alimente ces idées (les médias, les universités et autres sources d'expertise autoproclamées), c'est la "cathédrale" dont parle Yarvin. Les dirigeants américains se retrouvent dans un état de dépendance dangereuse à l'égard de ces institutions, fustige-t-il, ce qui a pour effet de diluer les responsabilités pour le piètre bilan de l'État fédéral. L'antidote, à ses yeux, est un système qui ne laisserait pas s'échapper le pouvoir, mais le concentrerait au contraire le plus possible – idéalement entre les mains d'une seule et même personne.

"Quand on choisit un 'dictateur bienveillant', toute la difficulté est

de s'assurer qu'il reste bienveillant et de le remplacer par un successeur qui soit tout aussi bienveillant, mais ce n'est pas la quadrature du cercle, écrit Yarvin. C'est ni plus ni moins qu'un problème d'ingénierie."

Ses réflexions sont entrecoupées de diatribes à l'encontre de l'orthodoxie de la "cathédrale", notamment sur la question raciale. Yarvin a souvent évoqué les crimes commis par les minorités ethniques et s'est opposé aux programmes – de l'État fédéral comme du monde de l'entreprise – visant à améliorer la condition des Africains-Américains. Il confie qu'il continue de penser qu'il existe des "différences innées considérables entre les peuples" et "entre les groupes" et que les politiques progressistes ont rarement été propices à l'épanouissement des Noirs américains. Yarvin écrit désormais sous son vrai nom sur sa chaîne Substack baptisée "Gray Mirror of the Nihilist Prince" ["Le Miroir gris du prince nihiliste"].

Le tollé provoqué par ses billets sur la question raciale et la politique lui a valu d'être exclu de colloques de la tech et ses argumentaires ont été réfutés par des universitaires. Mais ses idées n'en trouvent pas moins grâce auprès de puissants personnage-

Recrues. Yarvin a révélé qu'il a suivi la présidentielle de 2016 au domicile de Peter Thiel, une des rares figures de la tech à avoir soutenu la première campagne de Trump. Il a écrit qu'il a "coaché" Thiel, qu'il qualifie d'"esprit éclairé". La société de capital-risque de Thiel a investi 250 000 dollars [220 000 euros] dans Tlon, une start-up montée par Yarvin pour lancer sa plateforme informatique. Parmi les autres investisseurs de la première heure figurent l'un des créateurs de Skype, Jaan Tallinn, et la société de capital-risque pilotée par Andreessen, qui tient Yarvin pour un "ami". Longtemps modéré sur le plan politique, Marc Andreessen est devenu l'année dernière conseiller officieux de Trump, apportant notamment son concours au recrutement des agents du Doge.

Ont également souscrit à la pensée de Yarvin deux protégés de Thiel animés de hautes ambitions politiques : Yarvin → 14



Club Courrier

Chaque mois, découvrez les événements et les avantages réservés aux abonnés de *Courrier international*.



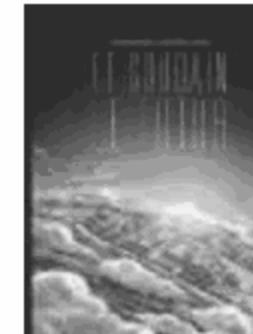
LIVRE

Tentez de remporter un exemplaire de **30 jours dans un igloo au cœur des Pyrénées**, de Patrick Espel, proposé par les éditions Christine Bonneton.



BD

Tentez de remporter un exemplaire d'**Et soudain le futur**, de Mathieu Burniat et Dominique Mermoux, aux éditions Rue de Sèvres.



JEU

Tentez de remporter un exemplaire du jeu de société **Koï-Koï**, distribué par Philibert.



CINÉMA

Recevez un code pour découvrir **Joint Security Area**, de Park Chan-Wook, via Universciné.



BD

Tentez de remporter un exemplaire de **Dred Scott**, **New York 1893**, de Tom Graffin, Jérôme Ropert et Thibault Descamps, proposé par les éditions Grand Angle.



13 ← dit avoir rencontré J. D. Vance et Blake Masters avant qu'ils ne se jettent dans l'arène politique. L'un comme l'autre ont cité Yarvin au cours de leur campagne pour devenir sénateur, faisant référence au Rage, sa proposition de dégraisser la bureaucratie fédérale.

"Il y a ce gars-là, Curtis Yarvin, qui couvre certains de ces sujets", a ainsi commenté J. D. Vance dans un podcast de droite en 2021, avant de prodiguer un conseil au président Trump en prévision d'un hypothétique second mandat : *"Renvoyez tous les bureaucrates de l'échelon intermédiaire, tous les fonctionnaires de l'administration, et remplacez-les par des gens de chez nous."*

Yarvin a souvent montré une certaine ambivalence concernant la diffusion de ses idées, disant douter qu'une refonte de l'État fédéral soit réalisable dans le carcan politique de Washington. Trump, lors de son premier mandat, n'a pris que des *"mesures performatives mineures"*, a-t-il écrit, ne permettant pas de restaurer l'autorité du chef de l'exécutif. Même après la seconde victoire de Trump, Yarvin ne transpirait pas l'enthousiasme.

Influenceur. Le 20 janvier, il semble avoir changé son fusil d'épaule. Pour la seconde investiture de Trump, Yarvin a troqué sa tenue fétiche, blouson de cuir et santiags, pour un smoking, se rendant à plusieurs soirées sélectes à Washington. Il confie qu'il s'est entretenu brièvement avec J. D. Vance au cours d'une soirée organisée dans la villa de Peter Thiel. Il a également déjeuné avec Michael Anton, un haut fonctionnaire du département d'État.

“C'est un secret de Polichinelle que tous les décideurs politiques ont lu Yarvin.”

Un conseiller du Doge

“Lumières obscures”

●●● Si Curtis Yarvin est l'un des idéologues qui ont le plus influencé certaines figures de l'équipe Trump, il n'est pas le seul, soulignait récemment le **Financial Times**. Le journal de Londres brosse ainsi le portrait du philosophe britannique Nick Land. Tous deux en sont venus à incarner *"les figures de proue du mouvement néoréactionnaire [souvent abrégé en NRx], également connu comme Dark Enlightenment"*.

De retour en Californie, il a publié sur Substack des billets élogieux sur les premiers jours du nouveau gouvernement. *"Je crois qu'il est clair que Trump ne donnait pas dans l'hyperbole quand il disait aux progressistes : 'On va vous faire des choses que personne ne vous a faites auparavant'"*, a notamment écrit Yarvin.

Musk s'est lancé à ce moment-là dans sa mission, envoyant ses fidèles sabrer les agences fédérales, siphonner les données des Américains, démanteler des programmes et limoger des milliers de salariés fédéraux. Il a posé ses valises dans l'Eisenhower Executive Office Building, un bâtiment qui jouxte la Maison-Blanche, accompagné de son fils de 4 ans et de sa console de jeux, donnant à voir une image du pouvoir exécutif semblant tout droit sortie de l'esprit de Yarvin. La similitude n'est pas fortuite, selon deux personnes qui ont conseillé le Doge. L'un d'eux confie : *"C'est un secret de Polichinelle que tous les décideurs politiques ont lu Yarvin."*

Ces *"Lumières obscures"* (référence critique à la philosophie des Lumières de la fin du XVII^e siècle) sont un courant de pensée qui prône la fin de la démocratie, de l'égalitarisme et du progressisme. *"Comme Curtis Yarvin, Nick Land pense que l'État idéal devrait fonctionner comme une entreprise"*, explique le **Financial Times** : *"Les résidents ou clients d'un tel État (qui ne sont pas des*

citoyens) n'ont aucun droit, mais ils peuvent aller voir ailleurs." Dans son essai *The Dark Enlightenment* (Imperium Press, 2022, non traduit), Nick Land promeut également un *"dégraissage massif de l'État"*, ajoute le quotidien britannique. Et, contrairement à Curtis Yarvin, lorsque le **Financial Times** lui a demandé s'il était ravi de l'action du Doge d'Elon Musk, Nick Land a répondu : *"Oui, absolument."*

y ait [...] un objectif constructif derrière tout ça."

Il évoque la gestion par le gouvernement de la Fondation nationale pour la science et des Instituts nationaux de la santé, où les gels des financements et les licenciements collectifs ont entraîné le départ de scientifiques de très haut niveau. S'il ne mâche pas ses mots sur certains volets du programme scientifique du gouvernement fédéral, Yarvin estime qu'il aurait été plus judicieux de chercher à gagner la loyauté des chercheurs en leur accordant plus de fonds tout en allégeant les procédures de demande de subventions.

Désaveu. *"Il n'y a rien à gagner à se mettre à dos les scientifiques, argumente-t-il. Au lieu de se battre contre ces gens au motif qu'ils seraient dans le camp de l'ennemi qui vote démocrate, on [devrait plutôt] leur dire : 'Regardez, on a des cookies pour vous.'*" Yarvin adresse la même critique au gouvernement Trump dans son ensemble.

Professeure de philosophie politique à Harvard, Danielle Allen ne sait trop quoi faire de ce désaveu de Yarvin à l'égard des choix de Trump, notamment parce que l'homme est connu pour ses déclarations incohérentes ou contradictoires. À ses yeux, il ne fait *"aucun doute"* que les travaux de Yarvin sont un modèle pour le Doge et que tout problème qui en résulte doit être attribué aux lacunes des théories de Yarvin, et non à leur dénaturation dans leur mise en pratique. Une des faiblesses

de la gouvernance autocratique que Yarvin appelle de ses vœux est qu'*"au bout du compte, elle ne sert pas les intérêts des citoyens"*, analyse Danielle Allen, *c'est ce que nous sommes en train de voir advenir. Donc, s'il s'en plaint, c'est curieux."*

[Début mai], Danielle Allen a participé aux côtés de Yarvin à un débat au Harvard Faculty Club sur les mérites de la démocratie. L'événement était organisé par Passage Press, une maison d'édition qui publie les livres de Yarvin ainsi que d'autres auteurs réactionnaires.

L'ambiance était crispée mais courtoise. Tout en dénonçant la vision de Yarvin, Danielle Allen a reconnu que la démocratie américaine était imparfaite et devait faire peau neuve. Yarvin a concédé qu'il existait de *"vraies choses à sauver"* dans le cloaque de la cathédrale. Après le départ de Danielle Allen, Yarvin a ferrailé avec des détracteurs de gauche qui l'ont asticoté au sujet du Doge, faisant remarquer que l'initiative s'inspirait manifestement du mouvement *"néoréactionnaire"* fondé par Yarvin.

"Je n'ai pas l'impression qu'il pense comme moi", a assuré Yarvin au sujet de Musk. *"Il est en train de réaliser le rêve néoréactionnaire"*, a rétorqué un jeune homme. *"Non, c'est faux"*, a répliqué Yarvin. Ajoutant ensuite : *"Si seulement c'était vrai."*

—Peter Jamison et Elizabeth Dwoskin,
publié le 8 mai



SOURCE

THE WASHINGTON POST

Washington, États-Unis

Quotidien

washingtonpost.com

Le grand quotidien de la capitale américaine et l'un des titres les plus influents de la presse mondiale.

Traditionnellement au centre droit, *The Washington Post* doit sa réputation à son légendaire travail d'enquête dans l'affaire du Watergate, qui entraîna la chute du président Nixon au début des années 1970. Il se distingue aussi par sa couverture très pointue de la vie politique américaine, ses analyses et ses reportages.



Instagram demande une réglementation européenne exigeant la vérification de l'âge et un accord parental sur l'app store.

De nos jours, les ados peuvent télécharger toutes sortes d'applications depuis les app stores, y compris celles qui ne sont pas adaptées à leur âge. Offrir aux parents un meilleur contrôle sur ces téléchargements, directement là où se fait le téléchargement, peut contribuer à renforcer la sécurité des ados en ligne.

En savoir plus : Instagram.com/AccordParental



✓ Un surfeur, à El Paredón, au Guatemala, en mars 2025.
Photo Laura Garcia

—Plaza Pública, extraits
(Guatemala)

Je suis actuellement sur l'une des plages les plus cool du Guatemala : El Paredón", fanfaronne le youtubeur mexicain Luisito Comunica dans une publication TikTok qui a atteint les 438 000 vues.

Lunettes de soleil sur le nez et sourire aux lèvres, l'influenceur, connu pour ses conseils de voyage, a publié une vidéo d'une minute qui fait tout à la fois la promotion des paysages locaux et d'une marque de soda. Derrière lui, sous un ciel bleu azur, on aperçoit un jeune surfeur fouler une plage de sable noir plantée de palmiers. On entend aussi le souffle du vent et le clapotis des vagues.

Voilà un aperçu de ce petit village de la côte pacifique du Guatemala, situé à 130 kilomètres au sud de la capitale. Le jour où Plaza Pública s'y est rendu, on pouvait voir des touristes arpenter les larges rues envahies par le sable et des restaurants alignés sur le front de mer. Mais on y trouvait aussi les décombres d'un ancien hôtel laissé à l'abandon ou encore, pèle-mêle, des ustensiles de cuisine et des planches de surf calcinées.

Quelques jours auparavant, au début du mois de mars 2025, un incendie a ravagé au moins 15 hôtels, maisons et boutiques d'un pâté de maisons de ce petit village. Les flammes ont pu être maîtrisées avec le concours des habitants, des hôteliers, des touristes et de certaines entreprises privées qui ont mis à disposition des citernes d'eau. La municipalité a quant à elle fourni un peu de matériel pour la reconstruction.

Lacunes. L'incendie a révélé une myriade de lacunes structurelles : le manque d'eau et d'entretien des canalisations, l'absence de politique d'aménagement du territoire et de gestion des déchets ou encore le flou qui règne sur les questions de propriété de la terre. Mais, surtout, les flammes ont jeté une lumière crue sur le manque criant de caserne de pompiers.

Les conséquences dévastatrices de cet incendie ont fait l'objet d'un débat national et, pourtant, le petit village n'a rien perdu de son statut de paradis, "en particulier pour les célibataires". C'est ainsi que le décrit Alejandro, un



Guatemala. El Paredón, un paradis en trompe-l'œil

À 130 kilomètres de Guatemala, la capitale du pays éponyme, sur la côte pacifique, El Paredón a connu une croissance touristique spectaculaire. Mais un incendie survenu en mars 2025 en a révélé les nombreuses "lacunes". Le média guatémaltèque Plaza Pública a rencontré dans le village des habitants désespérés.

jeune homme originaire de la ville d'Antigua Guatemala qui a fait le trajet en voiture jusqu'ici pour faire découvrir la plage à son chien. Ici, la vie s'anime à la tombée de la nuit. Tous les jours, on peut voir des centaines de touristes guatémaltèques et étrangers s'asseoir sur la plage pour admirer le coucher de soleil avant de profiter de l'attraction principale du village : sa vie nocturne.

Mais cette façade de divertissement ne suffit pas à occulter les conséquences sociales dramatiques d'une croissance si brusque. L'histoire de ce petit bout de terre a commencé comme un film d'aventures. Francisco Javier Vásquez, 70 ans, est né au Paredón Buena Vista à une époque où le lieu n'était pas encore un village.

Aujourd'hui, il est l'homme le plus connu des habitants et des investisseurs locaux.

Son grand-père a débarqué au début du siècle précédent et, avec l'aide de compagnons armés de machettes, ils ont ouvert un chemin à travers la forêt afin d'installer des campements pour la pêche avant de s'y installer définitivement. Une histoire qui fait écho à la naissance du village de Macondo dans le célèbre roman de Gabriel García Márquez *Cent ans de solitude*. À la différence qu'au dernier chapitre on trouve des soirées électro. "Quand j'étais enfant, on ne me laissait pas sortir seul, parce qu'il y avait des jaguars par ici", se remémore le vieil homme. Francisco

Vásquez a aidé son père à tracer des routes et des sentiers au travers de la dense végétation côtière, à une époque où le seul moyen de transport était le cheval. Rien ne laissait alors présager que cette plage deviendrait un lieu de fête.

La pêche artisanale et l'agriculture ont attiré des Guatémaltèques de tout le pays à El Paredón. Et la famille Vásquez a été l'une des premières à profiter de ces activités. Un statut de pionnière qui lui a permis de s'approprier des terres et d'y cultiver du sésame.

Le premier tournant a eu lieu dans les années 2000, lorsque deux jeunes gens ont découvert cette plage. Ils ont été les premiers à sentir le potentiel des vagues



REPORTAGE

pour faire du surf. Comme s'il était l'historien officiel d'El Paredón, Francisco Vásquez relate comment ces deux jeunes gens ont d'abord installé des petits camps sur la plage puis ont fait venir de plus en plus de surfeurs. La communauté locale a alors commencé à répondre à leurs besoins. Au début, la famille de Francisco Vásquez vendait de la nourriture à l'ombre d'un arbre. Vingt-cinq ans plus tard, elle est propriétaire d'un hôtel-restaurant, d'une quincaillerie et de plusieurs autres commerces. La popularité de sa famille a également aidé Francisco

L'incendie a mis en lumière les failles d'El Paredón et a contraint les autorités locales à s'y intéresser.

Vásquez à devenir maire de la bourgade voisine de La Gomera, une charge qu'il a exercée pendant quatorze ans.

Avec l'explosion du tourisme, le village s'est rapidement adapté aux besoins des visiteurs et on a vu fleurir les hôtels, restaurants, bars, hébergements privés et autres commerces. Mais, malgré une croissance importante, les retombées économiques n'ont pas bénéficié à toute la population. Si les jaguars ont disparu avec le temps, les vagues, elles, sont toujours là. Et le village n'a plus rien du petit centre de commerce qu'il était autrefois. Aujourd'hui, El Paredón est si attractif que le nombre d'hébergements Airbnb a été multiplié par trois. Le tout, érigé sans aucun contrôle.

Quelques jours après l'incendie, à la mi-mars 2025, nous retrouvons Saida Argentina Clara dans un quartier d'El Paredón. Assise sous un soleil de plomb, cette femme de 44 ans a tout perdu. Le feu qui a consumé sa maison s'est ensuite étendu aux constructions mitoyennes jusqu'à atteindre le local où elle et son mari possédaient un restaurant, une école de surf et un atelier de réparation de planches. Ils n'ont pu sauver que quelques babioles. Incertaine de pouvoir un jour reconstruire ce qu'elle et sa famille ont mis des années à créer, Saida laisse couler ses larmes. "Le jour de l'incendie, tous les touristes ont fui de l'autre côté du village. Il paraît qu'un

commerce s'est fait 100 000 quetzals [11450 euros] en une seule nuit", assure-t-elle. À El Paredón, la fête côtoie la désolation. D'un côté du village, on assiste au désespoir de Saida. De l'autre, on peut observer un groupe de touristes étrangers jouer au volley au rythme du reggaeton.

L'incendie a mis en lumière les failles d'El Paredón et a contraint les autorités locales à s'y intéresser. L'Association des propriétaires de bateaux estime qu'à la haute saison le village accueille chaque jour entre 400 et 600 touristes. Des visiteurs nombreux, venus faire la fête dans une localité qui ne compte ni caserne de pompiers ni canalisations efficaces, sans parler du système de traitement des eaux usées.

État défaillant. La pénurie d'eau – due au manque d'entretien des canalisations – a rendu des zones si sèches que la moindre étincelle peut déclencher un incendie et plonger dans la plus grande détresse les habitants qui survivent au jour le jour. Les résidents regrettent également l'absence de politique de traitement des déchets. Pour s'en débarrasser, certains déposent leurs ordures sur un terrain privé où elles séchent au soleil, à la merci du feu.

Juan Carlos, 6 ans, vient s'asseoir sur les genoux de sa mère, Saida. Malgré son air distrait, il prête une oreille attentive aux propos de sa mère pendant l'interview. Il explique qu'il est triste parce que ses deux planches de surf ont brûlé dans l'incendie.

Une personne a écouté le témoignage et la souffrance de cette famille. Il s'agit de Harris Withbeck, directeur de l'Institut



Si les jaguars ont disparu avec le temps, les vagues, elles, sont toujours là.

guatémaltèque du tourisme (Inguat), accompagné ce jour-là d'une délégation venue visiter le village. "Une fois l'urgence immédiate [le feu] maîtrisée, nous avons souhaité tirer profit de cette période pour concevoir un nouveau modèle de gestion touristique ordonné et soutenu par la communauté. Nous sommes convaincus du grand potentiel de développement de destinations telles qu'El Paredón, car le niveau de surf pratiqué est aussi élevé qu'au Salvador, à quelques kilomètres d'ici. Cette évolution doit être portée par les habitants et intégrée à l'environnement local", déclare Harris Withbeck à *Plaza Pública*.

Mais il existe une autre lacune, peut-être la plus grave pour une région aussi attractive pour les investisseurs : aucune politique d'aménagement du territoire n'est prévue pour permettre au village de continuer à se développer.

Alfredo Santos, président de l'Association des propriétaires de bateaux du village, est également garde du corps et chauffeur de Francisco Vásquez. Il vit sur cette plage depuis qu'il est enfant et toute sa vie a tourné autour des évolutions locales. Il raconte comment il perçoit la métamorphose de la communauté. "À El Paredón, on peut dire que la pauvreté n'existe pas. Même les maisons les plus modestes ont un sol en dur, aucun n'est plus en terre battue", témoigne-t-il. Il déplore néanmoins l'absence d'une politique publique qui permettrait d'encastrer cette croissance chaotique et bénéficierait à tout le monde.

"Le développement est permis par l'investissement privé, mais l'État est complètement absent", continue Alfredo Santos en prenant pour preuve les dizaines de projets de construction qui fleurissent dans des zones où les rues ne sont même pas goudronnées. Parmi ces projets, on trouve aussi bien des habitations privées que de nouveaux hôtels, et même un bâtiment en forme de vaisseau de *Star Wars* destiné à accueillir des événements privés. Mais l'entretien des canalisations fait encore défaut. Santos Corrado, 73 ans, est pêcheur, électricien, plombier et ex-président du conseil

communautaire de développement local (Cocode). Il est né dans le village et habite dans une maison au toit de palme sur le bord de la plage. Pour avoir vécu l'expansion d'El Paredón, il est convaincu que le village deviendra un centre urbain incontournable de la côte pacifique du pays.

Terres convoitées. Mais, pour cette raison, les habitants seront confrontés à une menace : celle de perdre leurs terres. "J'ai vu pas mal de gens qui avaient l'intention de s'approprier des terres parce qu'ils ont pressenti qu'ils pourraient faire une belle plus-value. Mais ils en ont été empêchés", explique Santos Corrado.

Francisco Vásquez, ancien maire de La Gomera, raconte également que certaines familles de l'oligarchie guatémaltèque ont tenté de se déclarer propriétaires ancestraux des terres, affirmant qu'ils les avaient reçues à l'époque de la colonisation espagnole. Un argumentaire rejeté en bloc par la population d'El Paredón.

Le jour où les membres de l'Inguat et les autorités parcouraient le village, et alors que Saida et sa famille se démenaient pour reconstruire leur vie, un hôtel du front de mer a fait installer de puissantes enceintes et des projecteurs capables d'éclairer le ciel.

Chaque nuit, la musique, les vibrations des basses, la bière, la fumée de cigarette et les corps en sueur qui dansent forment un écran de fumée qui ferait presque oublier les difficultés de la population. Mais ces dernières ne manquent pas de réapparaître dès que le soleil se lève.

— **Jody García,**
publié le 11 avril

SOURCE

PLAZA PÚBLICA

Guatemala, Guatemala

Quotidien

plazapublica.com.gt

Plaza Pública ("Place publique") est un journal d'information en ligne créé en février 2011 par l'université privée Rafael-Landívar. Spécialisé dans le journalisme d'enquête au service de la lutte contre les inégalités et les droits humains. Il privilégie les formats longs et la narration.

NOTRE SÉLECTION

Pour commander,
scannez le code QR



Ou sinon rendez-vous sur notre site :
<https://boutiquevpc.courrierinternational.com/104-hors-sries>

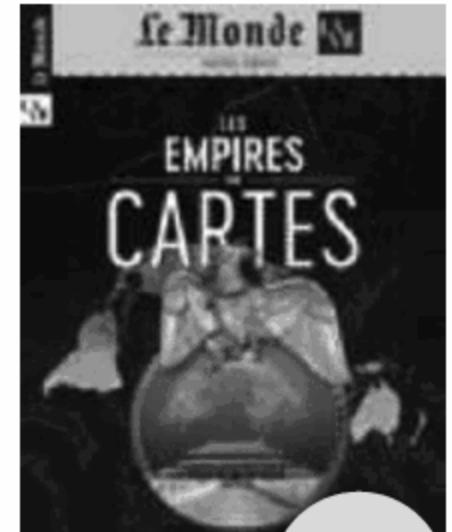


14,90€*

L'Histoire des mythes

Depuis la nuit des temps, l'homme invente des histoires pour expliquer l'origine de l'univers et le sens de sa vie sur terre. Cette nouvelle édition entièrement revue, actualisée, conte les rêves, les peurs et les espoirs de l'humanité.

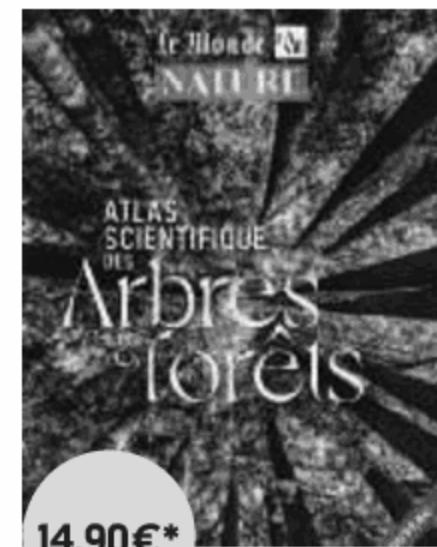
14,90€



Les Empires en cartes

De l'époque mésopotamienne à aujourd'hui, ce hors-série déroule en cartes le film des empires et des impérialismes, pour mieux comprendre le monde actuel et inventer notre futur.

14,90€*



14,90€*

L'Eau et les océans en cartes par Atlas scientifique des arbres et Forêts

Et si une connaissance plus pointue des arbres et de l'écosystème des forêts permettait de mieux en prendre soin? Tel est l'objectif de cet atlas, riche en cartes, infographies et photos.

Offre valable en France métropolitaine jusqu'au 31 décembre 2025, dans la limite des stocks disponibles.

* Frais de port en sus en fonction du produit.

Réception chez vous environ une semaine après la prise en compte de votre commande.

Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : <https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>



Bosnie-Herzégovine. L'État où le chaos règne en maître

Le mandat d'arrêt émis contre Milorad Dodik, président de la République serbe de Bosnie, et le blocage des institutions centrales illustrent l'état dans lequel se trouve aujourd'hui le pays.

—Vreme, extraits (Belgrade)

Empêtrée dans ses contradictions, la Bosnie-Herzégovine marque le 30^e anniversaire des accords de Dayton. À la veille de l'événement, Milorad Dodik, l'homme fort des Serbes de Bosnie, appelle à revenir à l'esprit d'origine de Dayton, tout en œuvrant au démantèlement des institutions judiciaires de l'État commun et à l'adoption d'une nouvelle Constitution de l'entité serbe prévoyant des alliances militaires avec la Serbie et la Hongrie.

Il prône aussi la suppression de la fonction de haut représentant international, chargé de superviser les accords de paix. Celui-ci a le pouvoir d'imposer ou d'annuler des lois et de révoquer les fonctionnaires. En cause : la condamnation [de Dodik] à

un an de prison et l'interdiction d'exercer la fonction de président de la République serbe de Bosnie [Republika Srpska, RS] pour non-respect de l'autorité de Christian Schmidt, actuel haut représentant.

Milorad Dodik s'efforce de persuader l'opinion publique nationale et internationale qu'en s'attaquant à l'*"actuelle version de Dayton"* il sauve la Bosnie-Herzégovine. Il qualifie sa condamnation de *"persécution politique"*. Toutefois, personne ne veut plus lui parler, du moins en public.

Sale travail. D'autant qu'il est sous le coup d'un mandat d'arrêt du parquet de Bosnie-Herzégovine, émis en mars pour atteinte à l'ordre constitutionnel, tout comme ses bras droits Nenad Stevandic, chef de son parti, l'Alliance des sociaux-démocrates indépendants (SNSD),

et Radovan Viskovic, Premier ministre de la RS. Les agences de sécurité et la police censées les arrêter prient pour ne pas avoir à le faire. Aussi Dodik voyage-t-il sans que personne le dérange. À croire qu'elles espèrent que l'Eufor [la force déployée par l'Union européenne] fasse le *"sale travail"* ou qu'Interpol émette un mandat d'arrêt international contre Dodik [la Hongrie et la Serbie s'y opposent]. *"En fait, c'est l'État qui suit Dodik"*, résume Sead Numanovic, rédacteur en chef du site Politicki.ba, à Sarajevo.

Dans la Fédération de Bosnie-Herzégovine [croato-bosniaque, ou croato-musulmane], l'autre entité constituant la Bosnie-Herzégovine, une partie des dirigeants politiques critiquent Milorad Dodik pour son manque de respect envers les institutions, mais évitent de l'évincer

du pouvoir au niveau de l'État central. Dragan Covic, l'homme fort des Croates bosniens et chef de leur principal parti, HDZ BiH, bloque toutes les tentatives visant à évincer le SNSD de Dodik du Conseil des ministres.

Consignes. Au sein de la RS, l'opposition s'est donné pour mission de faire tomber Dodik. Une mission qui s'avère presque impossible, en raison du blocus du SNSD et du parti croate de Covic, ainsi que du danger que l'opposition ne soit perçue comme traîtresse et manipulée par l'étranger. Selon certaines rumeurs, cette opposition suit cependant les consignes de la Serbie et finit par sauver Dodik à chaque fois qu'il est sur le point de perdre le pouvoir au Parlement de l'entité, à Banja Luka. Tout cela pour protéger *"les intérêts nationaux serbes"*.

La communauté internationale, qui surveille toujours le fonctionnement du système juridique et politique de la Bosnie-Herzégovine, laisse les institutions nationales résoudre leurs problèmes. Elle espère ne pas avoir jeté en vain les millions d'euros de ses contribuables dans des institutions *"libres de toute influence politique"*, mais en réalité ni libres ni fonctionnelles.

Ce n'est pas un secret, les leaders des partis au pouvoir en Bosnie-Herzégovine placent des militants fidèles à des postes de dirigeants [dans l'appareil d'État]. L'exemple de Darko Culum, directeur de la Sipa, l'agence d'enquête et de protection de l'État, est parlant. Il fut parmi les premiers fonctionnaires de la RS à répondre à l'ordre, donné par Milorad Dodik à la suite de sa condamnation, de quitter cette agence de l'État central. Mais le Conseil des ministres

✓ Milorad Dodik. Dessin de A. L. paru dans Klix, Sarajevo.

n'ayant pas relevé Culum de ses fonctions, il est toujours à la tête de l'institution, bien qu'il en soit absent depuis trois mois.

Le ministère de la Sécurité de Bosnie-Herzégovine n'a plus de chef depuis janvier, le ministre sortant, Nenad Nesic, étant en détention provisoire. Si Nesic n'avait pas démissionné de son propre chef, il aurait pu reprendre son poste de ministre après cinq mois de prison. Nebojsa Vukanovic, membre de l'opposition de la RS, a été proposé à ce poste. Cependant, la présidente du Conseil des ministres, la Croate bosnienne Borjana Kristo (HDZ BiH), a empêché sa nomination en *"omettant"* de l'approuver dans le délai légal de quinze jours.

Tandis que la coalition bosniaque à Sarajevo appelle le haut représentant à débloquer la nomination du ministre de la Sécurité,

Dragan Covic soutient la thèse de Dodik : *"Schmidt, n'ayant pas été confirmé [dans ses fonctions de haut représentant] par le Conseil de sécurité des Nations unies (en raison du veto russe), ne peut rien imposer."* Le SNSD et le HDZ BiH œuvrent ensemble contre Christian Schmidt, considérant son rôle comme une *"ingérence grossière"* et une *"Violation"* de l'ordre constitutionnel – ce qui, de toute évidence, est exactement ce que font ces deux partis.

La Bosnie-Herzégovine reste dans une zone grise. Au nom de la paix et de la stabilité dans le pays et dans la région, une partie de la communauté internationale continue d'avaler des couleuvres tout en évoquant les valeurs européennes. En fait, elle soutient ainsi la violation des lois, la corruption et les pressions sur la liberté des médias.

—Tanja Topic,
publié le 21 mai



Les accords de Dayton

••• Négociés en novembre 1995 sur la base militaire américaine de Wright-Patterson, dans l'Ohio, et signés le 14 décembre à Paris, les accords de Dayton ont mis fin à quatre ans de guerre en Bosnie-Herzégovine, dont le bilan humain s'est élevé à près de 100 000 victimes. Ces accords ont entériné la partition de la Bosnie-Herzégovine en deux entités : la République serbe de Bosnie (Republika Srpska), qui occupe 49 % du territoire, et la Fédération de Bosnie-et-Herzégovine, appelée aussi "Fédération croato-bosniaque", qui s'étale sur 51 % du pays et est divisée en dix cantons. Chaque entité et chaque canton dispose de son Parlement.

Les affaires de l'État central, qui siège à Sarajevo, sont gérées par la présidence collective, composée d'un représentant de chaque peuple constitutif – les Bosniaques (musulmans), les Croates et les Serbes –, qui prend à tour de rôle la tête de cette institution pour une période de huit mois, et par l'Assemblée parlementaire, formée de la Chambre des représentants et de la Chambre des peuples. Cependant, le bureau du haut représentant de la communauté internationale en Bosnie-Herzégovine, créé par les accords, constitue la plus haute autorité politique du pays. L'Allemand Christian Schmidt, actuel haut représentant, doit veiller à l'application des accords de Dayton et rendre compte chaque semestre à l'ONU.

ALLEMAGNE

Merz bouleverse la politique étrangère de Berlin

Le chancelier est très actif sur le plan géopolitique – et notamment sur la question de la guerre en Ukraine. Il pourrait s'imposer comme l'un des dirigeants les plus influents de la scène européenne.



—Die Welt, extraits (Berlin)

En ce [26 mai], le déplacement du chef du gouvernement allemand sur l'Aura, fleuve qui passe par la ville de Turku, en Finlande, a été des plus discrets. À bord d'un bateau touristique rouge et blanc, Friedrich Merz et ses homologues nordiques se sont retrouvés pour dîner. Mais, sur place, l'ambiance a soudain été très sérieuse. Ses collègues des États riverains de la Baltique lui ont décrit les incursions quotidiennes de la Russie dans la région : violations du territoire souverain, menaces sur les réseaux énergétiques, la Russie ne cesse de les agresser.

Merz n'avait peut-être pas besoin qu'on lui inflige cette nouvelle leçon, mais elle l'a conforté quant au cap qui semble être celui de son début de mandat. À savoir que, si Friedrich Merz a peut-être fait le contraire de ce qu'il avait promis pendant la campagne électorale dans les domaines de la finance et du budget, en matière de politique étrangère, il fait ce qu'il a dit qu'il ferait, et il va même au-delà.

Ces dernières semaines, c'est en ce qui concerne les dépenses liées à la défense que cette réorientation a été la plus nette. À la mi-mai, le ministre des Affaires étrangères, Johann Wadephul, a annoncé que l'Allemagne comptait soutenir le plan des États-Unis [pour l'avenir de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (Otan)] et augmenter à 5 % la part du produit intérieur brut consacrée à la défense, ce qui a d'abord semblé laisser Merz sceptique. Mais quelques jours plus tard, après une discussion au téléphone avec Donald Trump, le chancelier a aussi approuvé cette exigence. De façon certes un peu différente, car il a mis l'accent sur la nécessité d'en attribuer une portion essentielle aux infrastructures.

Voir un chancelier allemand prendre l'initiative dans le domaine du budget de la défense à la veille d'un sommet de l'Otan et inciter d'autres États à faire de même, comme cela a été le cas en Finlande, c'est une première pour ce nouveau gouvernement fédéral sous la férule de Merz.

Certaines de ces évolutions s'expriment avant tout par des

changements dans la rhétorique. Friedrich Merz a encore donné un exemple [le 26 mai], avant que l'avion du gouvernement ne s'envole en direction de Turku. Il a levé les limites de portée sur les armes et missiles de croisière livrés à l'Ukraine. "Cela veut dire que maintenant l'Ukraine peut aussi se défendre en attaquant par exemple des positions militaires en Russie. Ce qu'elle ne pouvait pas il y a encore quelque temps", a-t-il déclaré lors du forum européen [organisé par le média allemand] WDR, à l'occasion de Re:publica, la foire numérique de Berlin.

Vigoureux soutien. Cette mesure n'a peut-être en elle-même rien de novateur, mais, par le simple fait qu'il la formule, Merz bouleverse la politique. Soudain, l'Allemagne se présente comme un pays prêt à montrer la voie sur la question de la politique de sécurité en Europe et qui, au besoin, prendra de nouvelles décisions en accord avec la Grande-Bretagne, la Pologne et la France pour ce qui est du soutien à l'Ukraine.

Merz est conscient de l'effet de sa nouvelle rhétorique. Par rapport à son prédécesseur [le social-démocrate Olaf Scholz], le chancelier se contente de remarques simples, mais au niveau international, en adoptant ce cap et en l'illustrant par des paroles claires, il peut compter sur une grande bienveillance. En France, c'est un Emmanuel Macron amical qui l'accueille; en Pologne, même les divergences de vues sur la question de la politique migratoire sont promptement oubliées – dorénavant, la priorité, c'est l'Ukraine.

En Finlande aussi, lors de sa rencontre avec ses homologues, Merz a pu compter sur un vigoureux soutien. L'Allemagne qu'il décrivait, en tant que chef de l'opposition, comme un pays faible et en crise devient subitement, dans son discours en tant que chancelier, un pilier de la sécurité européenne. Cette attente, Merz veut y répondre. Dans ces moments-là, il constate avec bonheur que l'Allemagne est bien plus forte qu'il ne cessait de le prétendre avant de prendre ses fonctions.

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre son durcissement vis-à-vis du gouvernement israélien, à cause de la situation des droits humains à Gaza. Il n'ignore pas que tout un front

✓ Olaf Scholz et Friedrich Merz
Sur les missiles : Kiev. Dessin de Burkhard Mohr paru dans la Frankfurter Allgemeine Zeitung, Francfort.

s'est formé en Europe face aux dernières attaques d'Israël à Gaza. Merz sait qu'il lui faut accentuer la pression officielle sur le gouvernement de Benyamin Nétanyahou, ne serait-ce que pour des raisons de crédibilité en Europe. C'est toutefois lui qui a choisi de le faire de manière aussi démonstrative.

À la veille de la réunion de la coalition, le premier véritable événement de politique intérieure du nouveau gouvernement, Friedrich Merz a en tout cas pris les devants. Il s'est efforcé de tirer un trait sur la faiblesse de son prédécesseur en agissant à un rythme à couper le souffle. Peut-être faut-il aussi y voir un moyen de rassembler ses forces, afin de relever les défis qui l'attendent dans le domaine de la politique intérieure.

—Gordon Repinski,
publié le 27 mai



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Et soudain, la guerre a fait irruption en Sibérie

"Tout en filmant le spectacle sur leurs portables, les habitants des régions reculées de Russie avaient peine à y croire", décrit Adrian Blomfield dans The Daily Telegraph.

Dimanche 1^{er} juin, une attaque de drones ukrainienne aussi audacieuse qu'ambitieuse a détruit, selon Kiev, une quarantaine de bombardiers russes.

L'Ukraine envoie par ce biais un message tant à ses alliés occidentaux qu'au Kremlin. Plongé dans l'embarras, Moscou risque de réagir brutalement. **Un article à lire en intégralité sur notre site.**



INFO . ÉCO . CULTURE . MUSIQUE

**L'ART DE BIEN
COMMENCER LA JOURNÉE.**

**7H / 9H
LA MATINALE
AVEC
DAVID ABIKER**



PORTUGAL

“Personne n’imaginait que Chega allait gagner à Setúbal”

Pendant des décennies, ce bastion communiste a voté à gauche. À la suite de la désindustrialisation, il s'est massivement tourné vers le parti d'extrême droite lors des législatives du 18 mai.



—Público (Lisbonne)

Joaquim Alfredo Batatinha, 73 ans, a passé sept ans à faire la guerre en Angola [qui a opposé le Portugal à des rébellions indépendantistes de 1961 à 1975]. Il est fier d'être ancien combattant et considère que c'est cela qui lui vaut d'être “très bien traité” au Centre de bien-être social des retraités et personnes âgées de Setúbal. Il y déjeune plusieurs fois par semaine et va y chercher son dîner. Le dîner, c'est “une petite soupe, un verre d'eau et regarder la télévision”. Chemise à rayures sous un gilet de tricot grenat, Joaquim Batatinha est prêt à expliquer ce qu'il a poussé à voter Chega en 2024 et aux élections [législatives] de mai. “J'en ai marre, sacrément marre de voir le PS [gauche] et le PSD [droite], le PSD et le PS au gouvernement. C'est ça qui va secouer toute cette bande. La voilà, ma réponse : j'ai voté Chega parce que j'en avais ras le bol.”

La fin d'un régime

●●● C'est officiel depuis le 28 mai, jour de dépouillement du vote des Portugais de l'étranger pour les élections législatives : Chega est le nouveau leader de l'opposition au Portugal. Le parti de droite radicale populiste, lancé il y a seulement six ans, a réussi à porter son nombre de députés à 60, soit deux de plus que le Parti socialiste portugais. L'Alliance démocrate emmenée par le Premier ministre de droite modérée, Luís Montenegro, en compte, elle, 91. “Le régime des cinquante dernières années, dans lequel les deux grands partis [le Parti social-démocrate et le Parti socialiste portugais] détenaient le pouvoir sur le pays et avaient chacun un droit de veto sur les grandes décisions, a pris fin mercredi, avec l'ascension de Chega, deuxième force au Parlement”, prévient le **Correio da Manhã**.

à Chega et espère d'abord “que sa santé s'améliorera”.

C'est Lídia Graça, 80 ans, une bénévoile, militante de longue date du Parti communiste portugais (PCP), qui lui sert ses repas. “Malheureusement, Chega a gagné à Setúbal et a beaucoup progressé dans le reste du pays”, déplore-t-elle. Elle ne voit qu'une raison pour laquelle une municipalité qui était entre les mains de la CDU – la coalition du PCP avec le Parti écologiste – sans interruption depuis 2001 a donné la victoire à la droite populiste radicale. “Cette jeunesse n'a pas connu la misère d'avant. Il y a eu un moment où il n'y avait que des tentes ici. J'ai la carte du parti depuis très jeune”, confie-t-elle une fois le service terminé. Elle s'assoit, mais est toujours en tablier. “Je n'imaginais pas que Chega allait gagner, personne ne l'imaginait ici”, ajoute-t-elle en secouant la tête.

Déception totale. Joaquim Batatinha n'a pas pensé à ça, il n'a pas dressé de scénarios. D'autres personnes qui ont voté Chega sont convaincues comme lui qu'André Ventura [fondateur et leader du parti] “n'est pas en haut, mais qu'il est le seul à pouvoir secouer tout ça”. Le vote de Batatinha est l'expression d'une “déception totale” vis-à-vis du PSD et de l'alternance perpétuelle entre celui-ci et le PS à la tête du gouvernement. “Sur les immigrés, je suis d'accord avec lui [André Ventura], ajoute Batatinha. Sur la sécurité, je suis d'accord avec lui. Sur la santé, j'espère qu'il aura les capacités et la sagesse pour résoudre le problème du Service national de santé, bien que j'aie des médecins dans ma famille.



on voit apparaître un Ventura qui brandit la bannière de l'anticorruption”, explique-t-il. Setúbal était un bastion de la lutte ouvrière et l'Alentejo un bastion des luttes du secteur agricole, rappelle-t-il. Les Portugais ont cessé de travailler dans l'agriculture et se sentent menacés par les immigrés. “Les gens votent pour le parti qui est contre.” Cependant, “Ventura rencontre un soutien” même chez les immigrés et dans la communauté gitane, souligne-t-il. Non loin de l'association Largo da Fonte Nova, Cauê Gomes, 30 ans, transporte sur l'épaule le seau rempli à ras bord de gravats qu'un collègue lui descend avec une corde depuis la fenêtre du premier étage.

Cauê Gomes est brésilien, il a quitté Rio Grande do Sul pour venir au Portugal à la recherche d'une “vie meilleure” en mars 2024. Il attend son permis de séjour et n'a pas le droit de vote mais adhère au discours anti-immigration de Chega. “Je suis bolsonariste”, confirme-t-il en souriant. “Le Portugal ouvre ses portes aux personnes qui veulent changer de vie. Je n'ai rien contre quelque nationalité que ce soit. Je ne veux pas déranger les Portugais, juste avoir une vie meilleure. Mais ce que je vois, c'est scandaleux : il y a des gens qui viennent au Portugal juste pour avoir des papiers”, déclare-t-il. Il travaille à son compte dans le bâtiment, comme au Brésil ; ici, il fournit ses services à un entrepreneur portugais. “Je paie tout et je fais mon travail honnêtement. Il y a beaucoup de gens qui n'aiment pas faire ce que je fais.” Il parle des Portugais.

—Ana Dias Cordeiro,
publié le 20 mai

SOURCE

PÚBLICO
Lisbonne, Portugal
Quotidien, 10 380 ex. (2023)
publico.pt

Lancé en mars 1990, “Public” s'est très vite imposé dans la grisaille de la presse portugaise par son originalité et sa modernité. S'inspirant des grands quotidiens européens, il propose une information de qualité sur le monde. Il édite chaque semaine différents suppléments.



afrique

Tanzanie. Une présidente qui sème la terreur

L'élection surprise de Samia Suluhu Hassan avait redonné de l'espoir à tout un peuple. Quatre ans après, elle orchestre une répression féroce contre ses opposants, à quelques mois d'un nouveau scrutin.



—The Continent
(Johannesburg)

Le mois dernier, le jour de la mort du pape François, le membre le plus éminent du clergé catholique de Tanzanie se trouvait entre la vie et la mort à l'hôpital Aga Khan de Dar Es-Salaam. Le père Charles Kitima, secrétaire général de la Conférence épiscopale de Tanzanie, avait été victime la veille d'une violente agression.

L'incident s'est produit tard dans la soirée, dans l'enceinte du siège de l'Église catholique de Tanzanie, où réside le père Kitima. Les assaillants ne se sont pas fait connaître,

mais il est clair qu'ils avaient l'intention de causer de graves blessures : selon des sources qui se sont entretenues avec *The Continent*, le prêtre a été brutallement frappé à la tête avec un objet contondant.

D'après *The Chanzo*, une publication locale, l'agression a eu lieu quelques heures après la diffusion d'un enregistrement du religieux, devenu viral sur les réseaux sociaux, dans lequel il dénonçait le "désordre" qui règne à l'approche de l'élection présidentielle. Le père Kitima est toujours à l'hôpital. La police a arrêté un suspect en relation avec cette attaque, et a confirmé à *The Continent* que l'enquête se poursuivait.

Cette agression s'inscrit dans une tendance inquiétante. Ces derniers mois, les enlèvements, les attaques, les interpellations et les meurtres se sont multipliés en Tanzanie. Il semble que les victimes aient toutes une chose en commun : il s'agit d'opposants ou de critiques du gouvernement de la présidente Samia Suluhu Hassan, qui se présente à sa propre succession au mois d'octobre prochain.

Escalade de violence. Cette campagne d'intimidation est si grossière que, le 8 mai, le Parlement européen a voté une résolution qui dénonce "*l'escalade de la répression en Tanzanie, les arrestations arbitraires, et le harcèlement contre l'opposition, les défenseurs des droits humains, les militants LGBTQI, les journalistes et les organisations de la société civile*" et appelle à enquêter indépendamment sur les violences policières et les disparitions.

Dans un communiqué, le ministère des Affaires étrangères tanzanien a rejeté les conclusions du Parlement européen, laissant entendre qu'elles étaient fondées sur des "*informations fragmentaires ou partisanes*" qui "*donnent une image biaisée de la situation sur le terrain*".

En ce moment, il est particulièrement dangereux d'être associé à Chadema, le plus grand parti de l'opposition, dont le dirigeant, Tundu Lissu, a été arrêté en avril alors qu'il prenait la parole pendant un rassemblement à Songea. Il a été inculpé de deux chefs d'accusation, dont la trahison – possible de la peine capitale – pour avoir prétendument incité la population à perturber la prochaine élection. Le jour où Tundu Lissu a été inculpé, plusieurs de ses partisans ont été interpellés, passés à tabac et blessés alors qu'ils tentaient de marcher sur le tribunal de Kisutu.

Lors d'un autre incident, qui a eu lieu à Mbeya à la fin de la semaine du 8 mai, Mpaluka Nyagali, un membre bien connu du parti, surnommé "Mdude", a été enlevé à son domicile en pleine nuit. Il est toujours porté disparu. Des informations circulent sur l'enlèvement ou l'arrestation d'autres représentants du parti, parfois avec la participation présumée d'agents de la sécurité de l'État.

"*Personne n'est en sécurité dans ce pays*", a déclaré Boniface Mwabukusi, président de l'ordre des avocats, en réaction à l'enlèvement de Mdude. Selon lui, ce sont des policiers qui ont agressé Mdude avant de le kidnapper. "*Ce nouvel incident préoccupant ne fait que renforcer les inquiétudes grandissantes liées à la sécurité.*"

Le responsable de la police tanzanienne, Camillus Wambura, s'est refusé à tout commentaire. Autre incident qui a choqué le pays : l'enlèvement et le meurtre d'Ali Mohamed Kibao, membre du secrétariat national de Chadema, en septembre dernier. Enlevé après avoir été contraint sous la menace de descendre d'un bus, son corps sans vie a été découvert le lendemain portant des traces de torture et de brûlures à l'acide.

La présidente Samia a succédé à John Magufuli après la mort de celui-ci, en 2021, alors qu'elle était vice-présidente. Elle avait tout de suite pris le contre-pied des positions de son prédécesseur, qui niait l'existence du Covid, ce qui lui avait valu une grande popularité. Sous son mandat, le pays a connu l'une des croissances économiques les plus impressionnantes d'Afrique (la croissance du PIB était de 5,7% en 2024, selon la Banque africaine de développement, et devrait dépasser ce chiffre cette année).

Mais plusieurs scandales de corruption à grande échelle ont donné le sentiment que cette croissance ne profitait qu'à certains privilégiés, tandis que la démocratie était de plus en plus fragilisée sous sa présidence. Dans son indice annuel des libertés



ANALYSE

↳ Dessin de Gado paru dans *The Continent*, Johannesburg.

L'heure tourne pour Tundu Lissu

●●● Face à la justice, lundi 2 juin, Tundu Lissu est apparu le poing levé, vêtu de son habituel tee-shirt portant l'inscription "*Pas de réformes, pas d'élection*", narre *The Citizen*. Le leader du Parti pour la démocratie et le progrès (Chadema) et principale figure de l'opposition en Tanzanie comparaissait devant le tribunal de première instance de Kisutu. Il est notamment accusé de "trahison" – possible de la peine de mort – pour avoir tenté d'inciter à "*bloquer les élections*" d'octobre. Le procès a été ajourné et devrait reprendre le 16 juin. Mais avec le scrutin qui approche, l'heure tourne pour Lissu, 57 ans. Arrêté en avril, il a depuis effectué deux comparutions éclair devant le tribunal. En marge de l'une d'elles, plusieurs de ses soutiens avaient été arrêtés. Certains affirment avoir été torturés. Chadema a d'ores et déjà été exclu du scrutin d'octobre par la Commission électorale. Ses cadres avaient refusé de signer un nouveau "code de conduite électoral".

inquiétudes pourraient ainsi expliquer la répression contre le parti d'opposition et la récente décision de la commission électorale d'exclure Chadema de cette élection. La commission a déclaré, pour justifier sa décision, que le parti avait refusé de signer le code de bonne conduite électoral (Chadema avait en effet déclaré qu'il boycotterait l'élection tant qu'il n'y aurait pas de réformes électorales sérieuses).

Selon une analyse publiée par l'Institut d'études de sécurité (ISS), un groupe de réflexion installé en Afrique du Sud, les problèmes de la Tanzanie sont symptomatiques d'une tendance régionale inquiétante. "*La démocratie se porte mal en Afrique de l'Est, et son état est en train de s'aggraver. Lorsque la présidente Samia Suluhu Hassan a succédé à l'autoritaire John Magufuli, en 2021, ses premières réformes politiques ont suscité l'espoir d'un changement. Mais aujourd'hui, elle fait apparemment marche arrière.*" —

Publié le 10 mai



Courrier international

récompensé par le prix Relay de la meilleure couverture



Le prix Relay & SEPM des magazines de l'année 2025, organisé par Relay et le Syndicat des éditeurs de la presse magazine, distingue les initiatives les plus marquantes de la presse magazine. Cette année, *Courrier international* a eu l'honneur de recevoir le **Prix de la meilleure couverture** à l'issue d'un vote du public.

Parue en octobre 2024, la une récompensée, **“Procès Pelicot : une résonance mondiale”**, se penche sur le retentissement international du procès des viols de Mazan. Elle est signée Anna Resmini.

Ce prix distingue “la couverture la plus efficace et la plus forte, celle qui n'aura pu échapper à personne”. Il salue la force visuelle et conceptuelle de cette illustration, sa créativité ainsi que son impact en kiosque.

Les lecteurs ont été invités à voter entre le 6 mars et le 6 avril 2025 pour l'une des six unes

présélectionnées. Plus de 20 000 personnes ont participé à l'élection de la couverture jugée la plus marquante.

C'est une grande fierté pour nos équipes éditoriales et artistiques, et une belle reconnaissance de notre travail collectif. Semaine après semaine, nous nous efforçons de proposer une information exigeante, à travers des articles de la presse étrangère traduits, édités et mis en images avec autant de soin que d'engagement.

Merci à vous, lecteurs et lectrices, de votre fidélité et de votre soutien.

Toute l'équipe de *Courrier international*



—The New York Times,
extraits (New York)

Ce n'était qu'une simple observation lancée pendant une session parlementaire des plus ordinaires, mais pour Harini Amarasuriya, Première ministre du Sri Lanka, ces propos ont marqué un tournant. Elle s'est alors rendu compte que son pays, ruiné il n'y a pas si longtemps par des hommes forts et des politiques populistes, était fin prêt à voir évoluer la condition des femmes.

L'auteur de cette remarque (un collègue "pas spécialement féministe", selon elle) avait signalé que la nation insulaire ne pourrait pas intégrer davantage les femmes au marché du travail tant qu'elle ne reconnaîtrait pas officiellement "*l'économie du care*", qui correspond au travail des soins et de l'accompagnement [essentiellement assuré par les femmes]. Harini Amarasuriya confie le "*grand bonheur*" qui a été le sien quand elle a entendu dans la bouche d'un membre du gouvernement ce terme longtemps confiné aux seules sphères militantes et associatives féministes. "Je me suis dit : 'Enfin! Toutes ces années de lutte ont payé'", se rappelle-t-elle en riant, lors d'un entretien dans son bureau de Colombo [capitale économique et principal centre politique du pays], en décembre.

[Plus de] deux ans après le soulèvement populaire de 2022, qui a chassé la dynastie politique [des Rajapaksa], dont la gestion calamiteuse avait ruiné le pays, le Sri Lanka est en passe de se réinventer. La colère a laissé place à une volonté de changement, plus calme mais non moins déterminée. Les deux élections, présidentielle [en septembre] et législatives [en novembre], de l'année dernière ont eu raison de l'ancienne caste dirigeante, au pouvoir depuis des décennies. Une alliance politique de gauche [le National People's Power (NPP)] a été élue sur la promesse d'une société plus égalitaire. Et ce renouveau démocratique offre de nouvelles perspectives aux femmes sri-lankaises.

Les femmes ont été une force motrice du mouvement social qui a poussé le président [Gotabaya Rajapaksa] à fuir le pays, en juillet 2022. Assumant le travail domestique, elles ont été les



Sri Lanka. Les femmes au cœur du renouveau démocratique

Gouverné par une Première ministre, le pays affiche sa volonté de changement après le soulèvement populaire de 2022 et une grave crise économique. La coalition de gauche au pouvoir cherche à favoriser l'engagement des femmes pour bâtir une société plus égalitaire.

premières touchées quand le pays s'est retrouvé à court d'argent et de carburant. Leur colère les a donc fait descendre massivement dans la rue.

Aujourd'hui, les femmes jouent un rôle central dans la mise en place de garde-fous pour protéger le pays des caprices d'hommes autoritaires. Elles mènent aussi un travail de fond pour construire, lentement mais sûrement, une culture politique qui leur offre la même place qu'aux hommes. D'autant qu'elles représentent

Le nombre de députées a doublé. Malgré cela, elles ne représentent que 10 % des parlementaires.

56 % du corps électoral et ont largement contribué à la victoire du NPP [qui ne disposait auparavant que de trois sièges au Parlement].

Anura Kumara Dissanayake, chef du parti et aujourd'hui président du pays, a une longue carrière en politique. Il a nommé Harini Amarasuriya, sociologue et militante, à la primature. En Asie de l'Est, elle est la toute première femme à occuper un tel poste sans être ni la femme ni la fille du dirigeant au pouvoir.

Harini Amarasuriya défend depuis longtemps l'idée que, pour arriver à une société plus égalitaire, il faudra rendre les milieux du pouvoir moins hostiles aux femmes. Elle veut donc insuffler une "*sensibilité féministe*" dans la prise de décision

politique. Le nouveau gouvernement a engagé le débat à propos de l'égalité salariale et de l'amélioration des conditions de travail des femmes. Il espère faire entrer plus de femmes sur le marché du travail, pour les faire passer de 33 % à 50 % de la population active. Il redouble également d'efforts pour s'assurer que les femmes s'engagent en politique à long terme.

Dessins. C'est un "*changement dans la façon même de concevoir l'exercice du pouvoir et l'autorité*", affirme la Première ministre. Parmi ses premières mesures, le gouvernement a mis fin à la "*culture VIP*" en politique : fini les longs cortèges, les larges dispositifs de sécurité et les somptueuses demeures mises à la disposition

des ministres. Le président a fortement réduit le nombre de personnes qui l'accompagnent à chaque déplacement, et un calme olympien règne dans les bureaux de la primature – qui grouillaient auparavant de l'activité de centaines de collaborateurs – puisque Harini Amarasuriya n'est entourée que d'une douzaine de personnes. Des dessins envoyés par des écoliers sont exposés dans le hall menant à son bureau et à l'intérieur de celui-ci. L'un d'eux la représente cheveux bouclés, vêtue d'un sari bleu. Il est adressé à "tata Harini Amarasuriya", suivi des mots : "Que Bouddha vous bénisse."

Mais, pour Harini Amarasuriya, le vrai test sera l'économie. Si celle-ci s'est déjà stabilisée, bien aidée par la reprise du tourisme et la réduction des dépenses publiques mirobolantes (qui n'avaient cessé d'augmenter ces dernières décennies), le pays n'est pas encore tiré d'affaire.

Kaveesha Maduwanthi, 18 ans, travaille dans une usine textile. Elle espère que les dirigeants du pays trouveront un moyen de relancer la croissance économique. Elle gagne environ 100 dollars [88 euros] par mois et son mari, maçon, touche à peu près la même chose quand le travail ne manque pas. La moitié du salaire de Kaveesha Maduwanthi part dans l'achat de lait pour bébé destiné à sa fille, qui a eu 1 an en janvier. Par ailleurs, le couple paie les frais de nourriture et

← La députée Samanmalee Gunasinghe participe à l'inauguration d'un comité local de femmes dans la banlieue de Colombo, le 30 décembre 2024. Photo Gabriela Bashkar/The New York Times

de santé de leurs parents, qui gardent l'enfant quand ils sont au travail. "Nous n'avons pas besoin que le gouvernement nous nourrisse, nous nous débrouillons très bien tout seuls, assure la jeune femme. Ce qu'il nous faut, c'est un pays où nous pourrions gagner un peu plus d'argent pour notre fille, par exemple pour lui offrir des boucles d'oreilles en or pour son premier anniversaire."

Avant la dernière élection présidentielle, le NPP a passé deux ans à essayer de mobiliser les femmes comme Kaveesha Maduwanthi. Harini Amarasuriya et d'autres responsables politiques misaient

sur le fait qu'elles se mobiliseraient en masse si quelqu'un s'empêtrait de leurs problématiques pour les défendre au Parlement.

Après avoir gagné l'élection présidentielle, le parti a obtenu la majorité absolue au Parlement. Dans de nombreuses circonscriptions, les candidates ont été élues haut la main. Harini Amarasuriya, qui s'était présentée à Colombo, a battu le record de voix détenu jusque-là par Mahinda Rajapaksa, ancien président et Premier ministre, héros de guerre [c'est sous sa présidence que l'armée a écrasé la guérilla séparatiste des Tigres tamouls, en 2009, mettant fin à un conflit qui durait depuis 1983], mais aussi frère aîné de Gotabaya Rajapaksa, le président évincé en 2022.

Les larges victoires de nombreuses candidates ont brisé le mythe selon lequel les femmes ne pouvaient pas gagner en politique, triomphant-t-elle. Son parti a collecté des fonds de manière centralisée, puis a veillé à les redistribuer

à parts égales entre les candidats et les candidates. Le nombre de députées a doublé. Malgré cela, il reste du chemin à parcourir : elles ne représentent que 10 % des parlementaires, et il n'y a que deux femmes parmi les 21 ministres. Harini Amarasuriya et d'autres dirigeantes se disent déçues, mais rappellent que l'inclusion des femmes en politique n'est pas qu'une question de chiffres. La Première ministre ajoute qu'il s'agit d'un "*processus continu*" visant à influencer la prise de décision politique.

Plus visibles. Le parti s'est engagé à impliquer davantage les femmes en politique, avec des postes à responsabilités, notamment à l'échelle locale. L'objectif est que les dirigeantes soient plus nombreuses et plus visibles, afin de briser le plafond de verre qui empêche les femmes d'accéder à des postes de premier plan. Selon Saroja Savithri Paulraj, ministre des Questions féminines, le parti

a instauré des comités de femmes dans 13 000 des 14 000 circonscriptions de *grama niladhari*, la plus petite subdivision administrative au Sri Lanka.

Un dimanche après-midi, un nouveau comité était inauguré dans la banlieue de Colombo. Les organisateurs avaient fait du porte-à-porte et créé des groupes WhatsApp. Une centaine de personnes sont arrivées au compte-gouttes et se sont assises sur des chaises en plastique dans la cour d'une maison. Samanmalee Gunasinghe, députée locale, a pris la parole. "Jusque-là, nous faisions de la figuration en politique, dénonce-t-elle. Les élus prenaient nos voix et nous laissaient dans la galère, seules avec nos enfants." Mais aujourd'hui, assure-t-elle, les comités de femmes ont créé un espace où elles peuvent "crier toutes ensemble" pour se faire entendre.

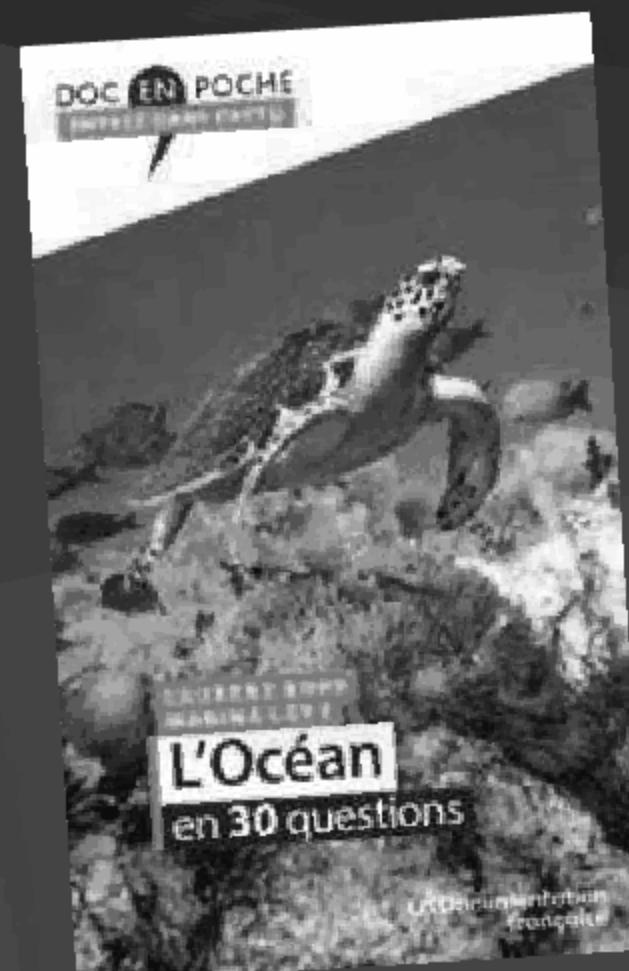
—Mujib Mashal et Pamodi Waravita, publié le 4 février



Cet article est à retrouver dans notre hors-série **Femmes, le combat continue**, en vente chez votre marchand de journaux et sur notre site. Devant le retour du masculinisme, partout les femmes se mobilisent et font entendre leurs voix. Reportages, analyses et témoignages traduits de la presse étrangère.

Parlons Océan Son avenir est en jeu... et le nôtre en dépend !

Alors qu'il représente 71 % de la surface de la terre, l'Océan joue un rôle majeur dans nos vies : il régule le climat, produit l'oxygène que nous respirons, abrite une biodiversité unique, et fait circuler une grande partie des ressources et marchandises mondiales... Pourtant, l'Océan est en danger : pollution, surexploitation, réchauffement, montées des eaux... Et si notre avenir se jouait au fond des mers ? En 30 questions-réponses, cet ouvrage rédigé par les meilleurs spécialistes du sujet, constitue une passionnante initiation aux enjeux liés à l'Océan.



Mai 2025

104 pages
9,90 € papier / 6,99 € numérique

PORTEZ UN AUTRE REGARD SUR LES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX AVEC LA COLLECTION



Ouvrages disponibles en librairie et sur Vie-publique.fr

La Documentation française



france

Nouvelle-Calédonie. Le nickel, ce "métal du diable" qui ravage l'archipel

Indispensable à la fabrication des batteries, le nickel, abondant sur le territoire, est maudit par les Kanaks, qui subissent les dégâts environnementaux et économiques d'une exploitation sans limites.

—de Volkskrant
(Amsterdam)

Les bottes d'Isabelle Goa (57 ans) s'enfoncent dans la boue spongieuse des mangroves d'Oundjo. Penchée en avant, elle progresse lentement vers les vagues du Pacifique, qui viennent s'écraser au loin contre la côte rocheuse. Tous les quelques mètres, elle plonge un bâton dans la vase. Le ressac et le bruit de la terre humide la ramènent à son enfance, à l'époque où sa mère lui apprenait à attraper des crabes, des poissons et des coquillages pour le dîner.

"Les mangroves, c'est notre garde-manger, notre inépuisable potager", se félicite-t-elle tout en marchant. "Mais regarde un peu ce désastre", ajoute-t-elle d'emblée en désignant la boue rouge qui colle à ses bottes. Les broussailles se retirent pour faire place à une étendue brune, vaste comme dix terrains de football. "On appelle ça la zone morte. La terre est rougie par les minerais. Tous les arbres sont morts. Et tout ça, c'est à cause de cette machine meurtrière, là-bas un peu plus loin. C'est un monstre."

Ce "monstre", c'est l'usine métallurgique de la mine de nickel de

Koniambô [dite mine KNS], dans le nord-ouest de la Nouvelle-Calédonie. De loin, elle évoque une cathédrale industrielle faite de tuyaux et de cheminées qui s'élève au-dessus des mangroves. Sortie de terre il y a onze ans au bord d'un lagon d'un bleu azur classé au patrimoine mondial de l'Unesco pour sa richesse corallienne, l'usine permet de traiter et d'exporter en un temps record des quantités gigantesques de nickel vers un marché mondial dont la faim est impossible à assouvir.

Île au trésor. Après l'Indonésie, les Philippines et la Russie, la Nouvelle-Calédonie est le quatrième producteur mondial de nickel – une filière stratégique à l'heure de la transition verte. Selon l'Institut de relations internationales et stratégiques, la demande mondiale de nickel devrait augmenter de 75 % d'ici à 2040. Un boom dû à la transition énergétique, censée tourner la page des énergies fossiles et, par la même occasion, de la pollution massive qu'elles représentent et des violations des droits humains qu'elles favorisent.



REPORTAGE

Résistant à la corrosion et recyclable, le nickel est utilisé depuis longtemps dans la fabrication de l'acier inoxydable, mais c'est aussi un matériau clé pour l'industrie "verte". Il constitue le "N" des batteries NMC (nickel-manganèse-cobalt) des voitures électriques. Les constructeurs

automobiles européens et américains préfèrent pour l'instant les batteries NMC à la variante LFP sans nickel, car elles sont plus denses en énergie et donc plus compactes et plus rapides à charger. Ce que le charbon fut au XIX^e siècle, et le pétrole au XX^e, le nickel, le cobalt, le lithium et les terres rares le sont au XXI^e : les piliers de la révolution industrielle, la troisième. *"Au cours des trente prochaines années, nous aurons besoin de plus de minerais que l'humanité n'a pu en extraire en soixante-dix mille ans"*, écrivait en 2018 le journaliste Guillaume Pitron dans *La Guerre des métaux rares*. Le journaliste y démontre que la quête d'un modèle de croissance plus "*propre*" pourrait paradoxalement entraîner un impact écologique plus lourd encore que l'exploitation pétrolière.

De nombreux militants écologistes et acteurs de l'industrie voient dans la Nouvelle-Calédonie, véritable île au trésor, une préfiguration des conséquences dévastatrices pour la nature et pour l'homme de la ruée vers les métaux dits "moins rares", comme le nickel, également indispensables à la transition énergétique.

"Rouler à l'électrique ? Non merci, je ne suis pas convaincu. Si vous voulez vraiment protéger l'environnement, déplacez-vous à pied", lance Jean-Christophe Ponga, ingénieur sur le site minier, en observant le paysage lunaire qui s'étend sous ses yeux, dévasté par les pelleteuses et bulldozers de son entreprise, dans le nord-ouest de l'île.

"N'achetez pas de voiture électrique", renchérit Glenn Bernanos, barbe grisonnante et short de rigueur pour un militant écologiste. Il travaille pour l'association Environord, qui suit de près les conséquences de

l'activité minière sur l'archipel. D'où nous sommes, il pointe du doigt une autre montagne, décapitée par l'exploitation du nickel. De profonds sillons parcourent le mont Poindas, comme un corps taillé couvert de cicatrices.

Le père de Glenn était lui-même chauffeur de camion dans cette mine. Aujourd'hui, son fils tient l'industrie pour responsable, non seulement de la destruction des reliefs, mais aussi de la pollution des rivières et du lagon par les métaux lourds, et de la contamination de l'air par les particules fines.

L'énergie qui alimente les trois usines de l'île, nécessaires à l'extraction du nickel, provient encore du charbon. Résultat : la Nouvelle-Calédonie (270 000 habitants) figurait parmi les cinq plus gros émetteurs de CO₂ par habitant au monde en 2023 (source : Emissions Database for Global Atmospheric Research). *"Si on veut vraiment une économie verte, il va falloir réapprendre à monter à cheval"*, ironise Bernanos. *"La révolution verte a peut-être du sens si l'on regarde uniquement la réduction des émissions par rapport aux énergies fossiles. Mais cette industrie rase des montagnes*



L'archipel est considéré comme l'un des hauts lieux de biodiversité de la planète.



Isabelle Goa cherche des crabes au milieu des mangroves d'Oundjo. Depuis l'arrivée de l'usine de traitement de la mine de nickel de Koniambo, ils se font rares. Photo Sven Torfinn

presque le ramasser à la main. Cette ressource est longtemps restée intacte, jusqu'à l'arrivée des Français, qui annexent l'île en 1853. Dans les décennies qui suivent la découverte des premiers gisements de nickel, les populations autochtones kanaks sont déplacées de force vers des réserves du Nord et de l'Est. Un siècle plus tard, plus de 300 mines sont en activité sur l'île, et l'industrie attire des foules d'expatriés venus de métropole ou d'Asie.

"On appelle le nickel le métal du diable", déplore Roch Wamytan, chef coutumier kanak indépendantiste et ancien président du Congrès de Nouvelle-Calédonie. Depuis son bureau, il observe l'usine métallurgique de la Société Le Nickel à Nouméa, première des trois usines de l'archipel. Ses ancêtres, raconte-t-il, ont été chassés de leurs terres à la fin du XIX^e siècle pour faire place à l'industrie. *"Nous n'avions pas d'armes pour nous défendre. Si elle tombe entre de mauvaises mains, cette richesse se transforme en malédiction."*

Révoltés par les injustices découlant de l'industrialisation, les Kanaks, peuple autochtone de Nouvelle-Calédonie, s'engagent dans un conflit armé avec les descendants des colons français dans les années 1980. Des accords politiques sont finalement conclus au cours de la décennie qui suit, promettant aux Kanaks une plus grande part des revenus du nickel. De cette volonté naîtront, en 2010, l'usine du Sud à Goro, et en 2013, la mine KNS, détenue à 51 % par la province Nord kanak.

Les problèmes ne se font toutefois pas attendre. Des eaux usées chargées de métaux lourds s'infiltreront dans les ruisseaux et rivières autour des sites miniers. Le plus grave incident survient en 2014, lorsque plus de 100 000 litres d'eau contaminée et hautement toxique s'échappent de la mine de Goro. Des milliers de poissons meurent. La colère gronde chez les Kanaks, pêcheurs

ou agriculteurs. L'exploitation est interrompue pendant un mois. Le propriétaire de l'époque, le géant brésilien Vale, chiffre les pertes à 30 millions de dollars.

Les protestations violentes se reproduisent par vagues régulières, comme en 2020, après une rumeur sur la possible revente de la mine de Goro au sulfureux investisseur Trafigura. Et en mai dernier encore, lors de manifestations contre un projet de réforme de la Constitution visant à accorder le droit de vote aux Français vivant depuis plus de dix ans sur l'île. Bilan : plus de 1 milliard d'euros de dégâts, 13 morts. Après des affrontements avec de jeunes Kanaks armés, la police française coupe l'accès au sud de l'île.

Concurrence déloyale. *"Sans le nickel, les Français ne seraient pas ici. Ils ne nous persécuteraient pas, ne tueraient pas nos enfants"*, lance Anne-Marianne Ipere. Venue déposer des fleurs au cimetière de Nouméa, elle se recueille en silence. Son neveu a été abattu par la police française, avec un ami, lors d'émeutes dans le quartier très sensible de Saint-Louis. Pour elle, la responsabilité est claire : *"C'est l'industrie du nickel qui est en cause. On n'en veut plus. Elle pollue nos rivières,*

"Sans le nickel, les Français ne seraient pas ici. Ils ne nous persécuteraient pas."

**Anne-Marianne Ipere,
HABITANTE DE L'ARCHIPEL**

tandis que l'argent, lui, part ailleurs. Vous avez déjà vu un Kanak riche ? Moi, j'en connais pas."

Le constructeur américain Tesla, dirigé par Elon Musk, avait investi en 2021 dans la mine de Goro, espérant s'assurer un approvisionnement direct en nickel. Le groupe s'est finalement retiré après les troubles. Idem pour le géant suisse Glencore, actionnaire minoritaire de la mine KNS dans le Nord, qui a quitté le navire en 2024. Depuis août, la mine est à l'arrêt.

Alexandre Rousseau, vice-président et porte-parole de la mine KNS, rejette la faute sur la concurrence déloyale des exploitations de nickel en Indonésie. Celles-ci ne seraient pas soumises aux normes environnementales et sociales en vigueur dans ce territoire français d'outre-mer. *"La concurrence avec l'Indonésie est féroce. Leurs coûts en énergie, en main-d'œuvre et en taxes environnementales sont bien plus bas que les nôtres. Ils cassent littéralement le marché partout dans le monde."* L'Indonésie produit tant de

nickel que le marché mondial en est aujourd'hui saturé. Le cours actuel [en mai 2025], autour de 15 000 dollars la tonne, ne représente même pas le tiers du prix record atteint en 2007 (52 000 dollars la tonne). À ce tarif-là, la faillite menace la dernière usine métallurgique encore en activité en Nouvelle-Calédonie. Ce serait un coup fatal pour l'économie de l'île, dont les exportations sont composées à 90 % de nickel.

Glenn Bernanos, notre militant écologiste, escalade un éperon rocheux. Depuis la crête, il surplombe l'arrière d'une mine de la côte ouest, qui alimente encore la seule usine active de l'île. En contrebas, les camions filent vers le port. Bernanos désigne une nappe de fange rougeâtre qui s'écoule lentement vers les eaux turquoises du lagon. *"On aurait dû réfléchir à tout ça avant de lancer les voitures électriques sur le marché. On est allés trop vite, sans mesurer les conséquences."*

Pollution, érosion, tensions sociales... Les griefs ici rappellent à s'y méprendre ceux des régions productrices de pétrole. *"Les grands investisseurs ne pensent qu'à leur profit. Le reste, ils s'en moquent. C'est la même logique prédatrice qui règne partout dans le monde."*

Bram Vermeulen,
publié le 18 décembre 2024

Chronologie

ENTRE PARIS ET NOUMÉA, DES NÉGOCIATIONS ARDUES

13 mai 2024 — Début des émeutes en réaction au projet d'élargissement du corps électoral, qui feront 14 morts, des centaines de blessés et au moins 2 milliards d'euros de dégâts.

13 novembre 2024 — Yaël Braun-Pivet et Gérard Larcher, respectivement présidente de l'Assemblée nationale et président du Sénat, effectuent une visite à Nouméa pour promouvoir le dialogue.

4 février 2025 — Manuel Valls, nouveau ministre des Outre-mer, relance les discussions entre l'État et les forces politiques néo-calédoniennes sur l'avenir d'une

"souveraineté de la Nouvelle-Calédonie avec la France".

29 mars-1^{er} avril 2025 — Discussions à Nouméa pilotées par Manuel Valls sur une *"loi fondamentale"* de Nouvelle-Calédonie qui aboutissent à la signature d'un prêt garanti par l'État de 1 milliard d'euros pour la reconstruction.

5-8 mai 2025 — Échec du 4^e round de négociations entre loyalistes et indépendantistes sur le statut de la Nouvelle-Calédonie, mené sous l'égide du ministre des Outre-mer.

27 mai 2025 — L'Élysée annonce inviter les *"parties prenantes de la Nouvelle-Calédonie"* à la mi-juin à Paris *"en vue de parvenir à un accord partagé sur l'avenir de l'archipel".*

entières, pulvérise la biodiversité. Nos îles se meurent, il ne nous restera bientôt plus qu'un gros caillou percé de trous béants."

La richesse du Gondwana. Situé à plus de 1 300 kilomètres à l'est de l'Australie, l'archipel de la Nouvelle-Calédonie est pourtant considéré comme l'un des hauts lieux de biodiversité de la planète. Près de 76 % des espèces végétales qui y poussent sont endémiques, introuvables ailleurs. Cette richesse exceptionnelle s'explique par l'histoire géologique de l'île, née du morcellement du supercontinent Gondwana, celui-là même dont sont issues l'Australie et la Nouvelle-Zélande. La roche y est gorgée de chrome et de nickel, qui recouvre à lui seul près d'un tiers de la surface terrestre de la Grande Terre. Le minerai affleure, on pourrait

ILS REFONT LA FRANCE Anaïs BOUTON

Tous les vendredis de 19h15 à 20h00 | Disponible en podcast



En partenariat avec

Courrier international

RTL VIVRENSEMBLE

6
FRANCE 24

AIDE À MOURIR

Une loi “très en deçà du modèle belge”

La loi qui vient d'être adoptée par l'Assemblée nationale est-elle une petite révolution ou une timide avancée ? La presse belge et néerlandaise, notamment, souligne les limites du texte français.



À près plusieurs mois de discussions parlementaires et des années de débat public, les députés français ont adopté le 27 mai (avec 305 voix pour et 199 contre) la loi introduisant un droit à une aide à mourir. “Pour la France autrefois si catholique, cette décision est une petite révolution”, commente le quotidien autrichien **Der Standard**. Le texte, amendé de multiples fois, doit permettre aux patients majeurs, français ou résidant en France, atteints d'une “affection grave et incurable, qui engage le pronostic vital, en phase avancée ou terminale” et présentant une “souffrance physique ou psychologique liée à cette affection qui est soit réfractaire aux traitements, soit insupportable selon la personne” de “recourir à une substance létale”.

La proposition de loi du député centriste Olivier Falorni, qui reprenait directement le projet de

loi du gouvernement interrompu par la dissolution de l'Assemblée, était soutenue par les élus de gauche et du centre, bien que les partis n'aient donné aucune consigne de vote. Mais si la droite et l'extrême droite étaient globalement opposées au texte, les Français n'étaient eux pas si divisés, note le journal autrichien. En effet, alors qu’“aujourd’hui seuls 30 % d’entre eux se disent catholiques”, 92 % – selon le dernier sondage Ifop, paru en mai 2024 – étaient favorables à “la possibilité de mettre fin aux souffrances chroniques d’une personne avec un suicide assisté”, rapporte-t-il.

Le vote solennel du 27 mai, avant que le texte ne poursuive son parcours législatif au Sénat, était “présenté comme un moment historique”, écrit **Le Soir**. Mais en dépit de l'enthousiasme de certains, le journal belge ne peut que noter le retard du texte français



REVUE
DE PRESSE

qui “restera très en deçà du modèle belge”, introduit il y a de cela vingt-trois ans.

Bien que le texte constitue une avancée par rapport à la loi Claeys-Leonetti de 2005 – qui ne prévoit qu'une “sédation profonde et prolongée du patient en toute fin de vie”, rappelle le quotidien bruxellois –, il demeure loin d'être aussi permissif qu'outre-Quiévrain. “Tant et si bien que des patients français pourraient bien franchir encore la frontière pour venir chercher au plat pays le ‘soin ultime’”, estime la correspondante à Paris du Soir, Joëlle Meskens. Même dans la terminologie, les responsables politiques semblent avoir été frioleux, note-t-elle. “Le mot d’‘euthanasie’ n'est d'ailleurs même pas prononcé.”

Si la Belgique fait partie des pays les plus avancés d'Europe sur cette question de l'aide à mourir, c'est aussi le cas des Pays-Bas. **NRC Handelsblad** note qu'il s'agit d’“un jour important en France”, laboutissement d'un débat public qui remonte aux années 1970 dans l'Hexagone et qui fait aujourd'hui consensus dans la société. “Mais jusqu'à présent, l'influence des médecins conservateurs et l'inertie politique avaient empêché l'adoption d'une loi”, analyse-t-il.

Mais tout comme sa consœur belge, la correspondante néerlandaise Floor Bouma ne peut que souligner “une différence notable” du texte français avec les législations belge et néerlandaise : “Il ne concerne ni les mineurs, ni les personnes atteintes de troubles psychiques graves.”

La journaliste du quotidien établi à Amsterdam ne s'étonne cependant pas du retard qu'a pris la France, un pays où “les chefs religieux interviennent dans les médias pour alerter du risque de ‘rupture anthropologique’”, écrit-elle, et où feu le pape François avait “personnellement déconseillé à Macron de légaliser l'euthanasie”.

Quant aux critiques de l'opposition, qui craint une explosion des décès due à une loi trop permissive, la correspondante batave souligne que, logiquement, “dans un pays où l'euthanasie est légalisée, le nombre de morts par euthanasie augmente nécessairement”, sans pour autant que cela n'augure une épidémie de suicides.

— Courrier international

DISSOLUTION

Un an après, leçon retenue ?

Pour ce correspondant suisse à Paris du *Temps*, la dissolution reste “incompréhensible”. La vie politique n'étant plus que “consensus forcé”.

COURRIER INTERNATIONAL : Le 9 juin 2025, cela fera un an qu'Emmanuel Macron a prononcé la dissolution de l'Assemblée nationale. Quelle a été votre réaction à ce moment-là ?

PAUL ACKERMANN : J'étais au QG de Raphaël Glucksmann pour la soirée de résultats des élections européennes et tout le monde a été pris par surprise, les socialistes n'étaient vraiment pas contents. Sur le moment, il était difficile d'analyser cette décision, car si elle était logique d'un point de vue démocratique au vu de la défaite du camp présidentiel, la logique d'Emmanuel Macron était incompréhensible.

Je me souviens que les six mois qui ont suivi, l'Élysée, sans doute très soucieux de son image hors de France, n'a cessé de solliciter les correspondants étrangers pour tenter d'expliquer cette décision. Il a fini par arrêter, à peu près au moment où Macron a lui-même reconnu son erreur.

Que retenez-vous de cette décision aujourd'hui ?

Un an plus tard, je peux toujours dire que celle-ci était incompréhensible et politiquement très mauvaise pour Macron. Mais au bout du compte, depuis l'éviction de Michel Barnier, en décembre 2024, il commence à mieux s'en sortir. Barnier a joué un rôle de fusible, et on a l'impression que les politiques ont compris qu'il était dangereux de jouer avec les institutions. Macron s'arrange plutôt bien de cette stabilité relative, de la proximité politique avec François Bayrou et de la marge de manœuvre dont il dispose à l'international, que ce soit avec

✓ Dessin de Côté paru dans **Le Soleil**, Québec.

Trump, Gaza ou l'Ukraine. Il reprend un petit peu une place qu'il avait perdue.

Cependant, son attitude ces dernières semaines m'interroge un peu. On le voit tenter de remettre la main sur la scène intérieure. On se demande s'il a finalement appris la leçon. Qu'il impose ses vues de la sorte irait véritablement à l'encontre du résultat des élections, que son camp a nettement perdu. Il donne l'impression d'avoir repris de l'assurance, mais il risquerait d'en abuser ainsi.

Les responsables politiques français ont-ils appris quelque chose de cette nouvelle donne à l'Assemblée ?

Pendant les six premiers mois, jusqu'à la chute de Barnier, c'était assez effrayant de voir à quel point les responsables politiques français étaient incapables de la moindre raison de consensus. Tout n'était qu'une question électoraliste, et pour LFI [La France insoumise] et le RN [Rassemblement national], c'était la stratégie du chaos pour essayer d'obtenir une majorité future à l'Assemblée nationale.

Depuis, de nombreuses concessions politiques ont été faites, pas forcément par esprit de consensus, mais probablement parce que les derniers sondages indiquent que les Français ne veulent pas d'une nouvelle censure. Les parlementaires ont fini par se rendre compte qu'ils ne pouvaient pas continuer dans le chaos.

On voit mal comment les prochaines élections pourraient donner une majorité écrasante à qui que ce soit, et donc cette expérience de consensus forcé aura peut-être délivré quelques leçons. On ne pourra plus dire qu'on ne sait pas faire.

Court-on le risque d'une seconde dissolution ?

Il n'est pas possible de faire un pronostic parfait, mais ce serait totalement incompréhensible. Macron a reconnu lui-même que c'était une erreur, la situation actuelle est moins bloquante qu'elle n'a pu l'être. Ce qui pourrait éventuellement le pousser à le faire, ce serait une nouvelle censure.

— Propos recueillis par Courrier international

COSTA RICA UN FABULEUX VOYAGE AU CŒUR DE LA BIODIVERSITÉ

Forêts denses. Cascades vertigineuses. Littoraux enchanteurs. Avec 26 % de son territoire classé zone protégée¹, le Costa Rica se distingue par la splendeur de ses paysages, où tourisme rime avec durabilité dans ce pays précurseur en la matière.

L'APPEL DE LA NATURE

Découvrir le Costa Rica, c'est être invité au sein d'une nature onirique qui abrite 6,5 %¹ de la biodiversité mondiale. Ce pays d'Amérique centrale redouble d'initiatives pour préserver ses écosystèmes terrestre et marin : un programme de conservation marine avec la Nasa pour contrôler la prolifération d'algues nuisibles sur la côte Pacifique, une extension des zones marines protégées, des campagnes de sensibilisation au respect de la faune et de la flore, des législations pour la protection et le bien-être des animaux sauvages...

De l'ouest à l'est, de l'océan Pacifique à la mer des Caraïbes, on traverse cette richesse protégée en suivant le rythme de la nature, le

son des oiseaux et le nom de ce pays prend tout son sens. On débute le voyage par le Parc National Santa Rosa, dans la province du Guanacaste, dont la forêt tropicale sèche abrite des singes hurleurs, des capucins à face blanche, des cerfs de Virginie ou encore des reptiles et des amphibiens. Sur ses plages, on observe discrètement la vie silencieuse des tortues de mer. En se dirigeant vers le sud-est, on s'aventure ensuite dans la forêt de nuages de Monteverde en parcourant les ponts suspendus en surplomb de la canopée nébuleuse dont la flore luxuriante est en partie endémique. Toujours dans la direction de la capitale, San José, on termine par une escale rafraîchissante auprès de la cascade monumentale de Toro Amarillo, dans la région montagneuse de Bajos del Toro.

SE TROUVER AU PLUS PRÈS DU VIVANT GRÂCE AU SPORT (SANS LE DÉRANGER)

Que l'on soit surfeur aguerri ou flâneur contemplatif, la géographie contrastée du Costa Rica permet la pratique de nombreuses activités sportives dans des paysages préservés. Surf à Tamarindo, Jaco et Pavones - plages célèbres pour leurs vagues exceptionnelles et constantes. Randonnée dans le parc national du Volcan Arenal pour admirer les coulées de lave solidifiées, les rivières et les cascades. Trek au parc national de Corcovado où

l'on peut avoir la chance d'apercevoir des jaguars, des tapirs et des singes. Plongée sous-marine autour des îles Catalina. Escalade sur les formations rocheuses dans la région de Turrialba et dans le parc national de Rincón de la Vieja. Cyclisme sur les sentiers du parc national du volcan Poás. Chaque sport offre la possibilité de parcourir une nature époustouflante, tout en minimisant son empreinte écologique.

UNE AUTRE VISION DU TOURISME

Au Costa Rica, l'hospitalité se conjugue avec responsabilité. Avec une certification pour un tourisme durable (CST) et une adhésion en 2025 à l'initiative *Hotel Sustainability Basics*, l'écotourisme s'est imposé dans le pays comme un modèle d'accueil respectueux de l'environnement et des communautés. Lors de la 19^e réunion de la Commission du Tourisme et de la Durabilité de l'ONU en septembre 2024, le Costa Rica a montré une fois de plus son engagement et sa position avant-gardiste, en promouvant l'éducation comme pilier du tourisme durable, via son intégration dans les programmes scolaires. En tant qu'acteur majeur dans la reconnaissance de l'urgence climatique et la mise en place de solutions efficaces, le pays continue son investissement dans les trois dimensions de la durabilité : sociale, économique et environnementale.

¹ Source : Costa Rica Tourism (<https://fcvisitcostarica.com/>)

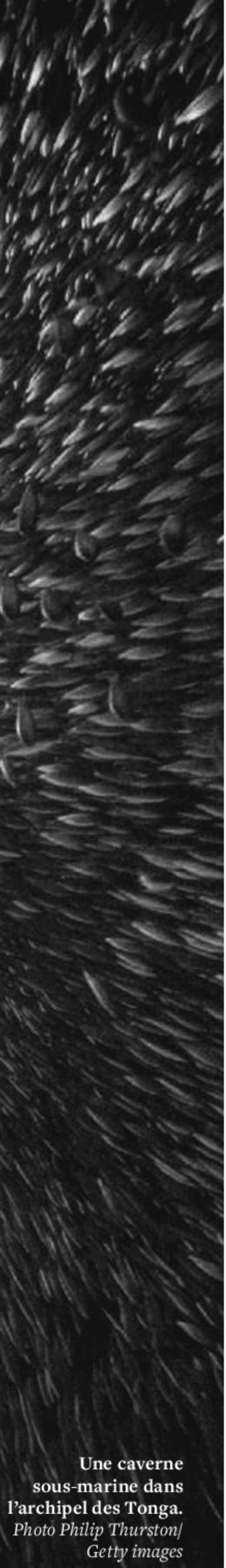


à la une

À L'ASSAUT DES GRANDS FONDS

Manganèse, cuivre, zinc, cobalt... Les grands fonds recèlent des réserves de minéraux nécessaires à la transition énergétique. Du moins le suppose-t-on, car la majeure partie de ces surfaces est encore terra incognita. Peu importe : l'enjeu est trop grand, estiment certains. Donald Trump a ainsi signé à la fin d'avril un décret qui prépare les États-Unis à aller exploiter les fonds marins, y compris dans les eaux internationales comme le Pacifique. Au risque de détruire des écosystèmes essentiels à la survie de la planète. C'est ce sujet que nous avons choisi de traiter en écho à la troisième Conférence des Nations unies sur l'océan (Unoc 3), qui se tient du 9 au 13 juin à Nice.





Une caverne sous-marine dans l'archipel des Tonga.
Photo Philip Thurston/
Getty images

Contexte

193 ÉTATS À NICE

Du 9 au 13 juin se déroule, à Nice, la troisième Conférence des Nations unies sur l'océan (Unoc 3), coorganisée par la France et le Costa Rica. Après New York en 2017 et Lisbonne en 2022, cet événement qui rassemble 193 pays membres, des ONG et des représentants de la société civile a vocation à "accélérer l'action et [à] mobiliser tous les acteurs pour conserver et utiliser durablement l'océan", ce qui correspond à l'objectif de développement durable n° 14, défini par l'Organisation des Nations unies. Il y sera notamment question de pêche, de pollution marine ou encore d'acidification des océans. La mobilisation de financements pour "exploiter de manière durable les océans" devrait faire l'objet d'une attention particulière.

Néanmoins, des ONG s'inquiètent de l'état d'avancement des discussions en amont de l'Unoc. "Le troisième projet de déclaration, censé être le dernier, ne contient pas les mesures clés nécessaires pour garantir que l'océan se rétablisse après des décennies d'abus et puisse résister aux impacts du changement climatique mondial", alertait Greenpeace le 22 mai.

La Norvège, une pionnière pleine d'expérience

Le pays pourrait devenir le premier à ouvrir ses eaux à l'exploitation minière. Dans le passé, scientifiques, industriels et gouvernement sont parvenus à y travailler ensemble pour réguler les secteurs du pétrole et de la pêche. Oslo saura-t-il s'appuyer sur ces exemples ?

—Smithsonian Magazine (Washington)

Sur la dorsale de Gakkel, au large des côtes norvégiennes, de la roche en fusion jaillit des profondeurs de la Terre entre des plaques tectoniques en mouvement. Dans l'obscurité, des fumeurs noirs abritent des écosystèmes uniques. Des espèces endémiques de longues annélides et de minuscules crustacés broutent des tapis bactériens et ondulent dans des champs de vers tubicoles chimiosynthétiques géants, qui poussent comme une herbe épaisse. Des bancs serrés d'éponges s'agrippent aux sommets et aux flancs de montagnes sous-marines. Et, au beau milieu de toute cette vie, des minéraux se développent lentement, pendant des millénaires, sous la forme de dépôts de sulfure et de croûtes de manganèse.

Ce sont des minéraux nécessaires à la transition énergétique écologique à l'échelle planétaire – le cuivre, le zinc et le cobalt. En janvier 2024, la Norvège a surpris le monde entier en annonçant qu'elle prévoyait d'ouvrir ses eaux à la prospection minière en grande profondeur; c'est le premier pays à prendre une telle décision. [En décembre de la même année, le gouvernement norvégien décidait finalement de suspendre ce projet pour un an.]

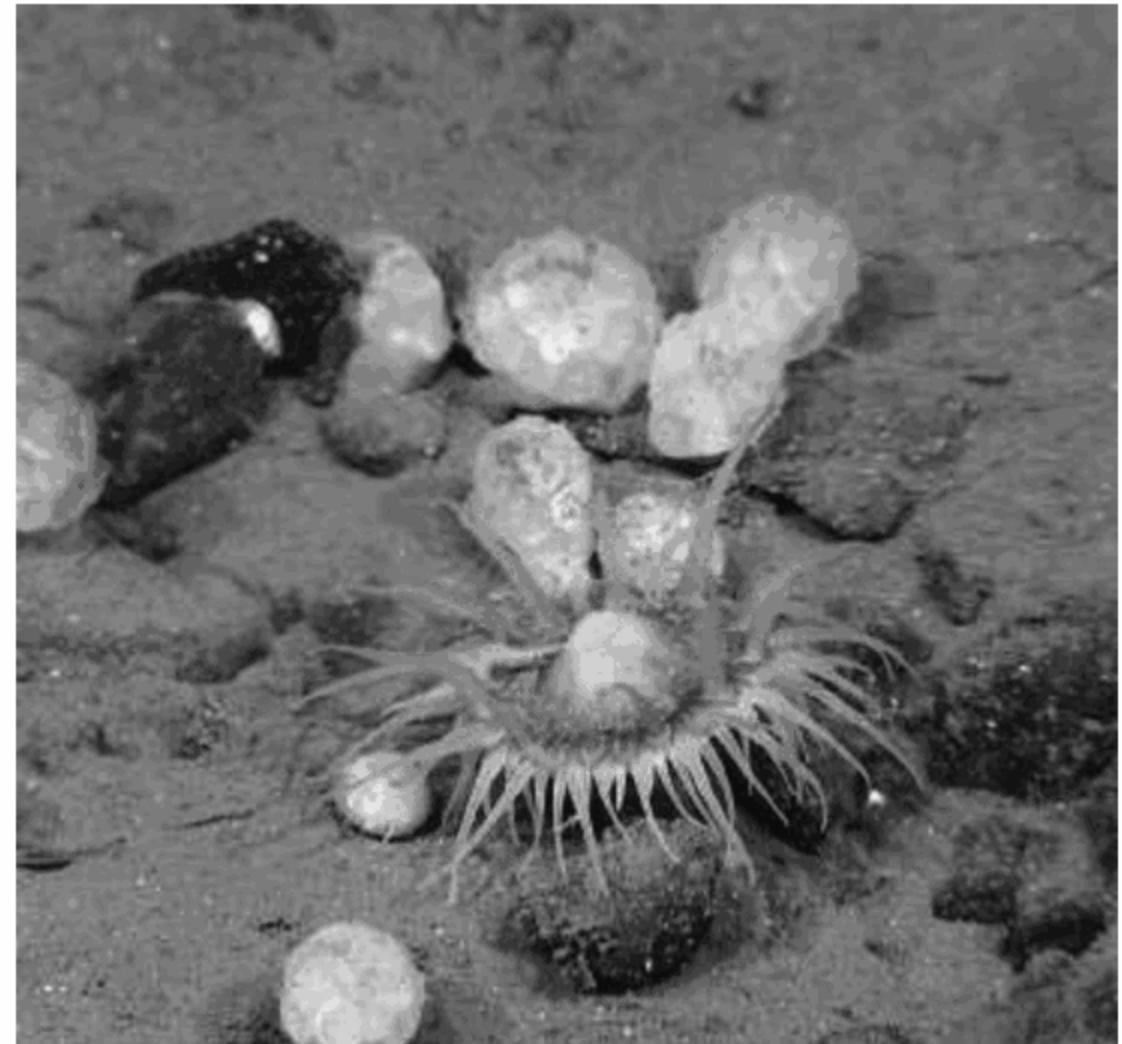
Manque de données. Si tout se passe comme prévu, dès 2026, des concessions seront attribuées à des entreprises qui pourront commencer à identifier les dépôts de minéraux. Une décision prématurée, estiment des scientifiques qui ont passé des décennies à cartographier et à étudier la géologie et l'écologie des fonds marins norvégiens et de la dorsale de Gakkel – ils ne disposent toujours pas des données essentielles sur la zone qui serait exploitée. L'Institut de recherche marine (IMR) du gouvernement norvégien a lui-même accusé les autorités d'Oslo d'avoir extrapolé les données collectées dans une région réduite à la zone, nettement plus vaste, qui est aujourd'hui ciblée.

"Ce que nous avons dit, c'est que nous manquons d'informations", commente Rebecca Ross, écologue de l'IMR qui travaille sur Mareano, l'initiative norvégienne de cartographie des grands fonds. Selon elle, la décision repose uniquement sur la géologie de la région. Quand des navires de recherche pénètrent dans une nouvelle zone, ils commencent par réaliser des scans de haute

résolution des fonds marins et par prélever des échantillons géologiques. Mais les recherches biologiques et écologiques, plus complexes, sont difficiles et ont souvent lieu plus tard – ce qui est le cas dans la partie de la dorsale où doivent se dérouler les travaux de prospection. D'après Rebecca Ross, il est certain que la zone abrite des écosystèmes marins vulnérables qui seraient affectés par la pollution lumineuse et sonore ainsi que par les nuages de sédiments soulevés par l'extraction. L'IMR calcule qu'il faudrait une dizaine d'années pour glaner les connaissances manquantes sur la région concernée.

On assiste au même conflit, avec une étude scientifique partielle, mal comprise et utilisée pour justifier l'extraction de ressources, dans le Pacifique [dans la zone de Clarion-Clipperton], où des projets pilotes sont déjà lancés dans les eaux internationales. Des années plus tôt, des scientifiques financés par le secteur minier y avaient exploré les fonds marins et avaient découvert à la fois des minéraux de valeur et de nouvelles formes de vie. "Je me souviens qu'ils étaient partagés, parce qu'ils avaient compris qu'ils étaient en train de préparer le terrain à une future exploitation, à de futures extractions, et en même temps ils en apprenaient énormément sur les environnements des grands fonds, explique Claire Armstrong, économiste spécialiste des ressources naturelles de l'université de Tromsø. C'est donc un vrai numéro d'équilibrisme." → 32





31 ← Les recherches dans les grands fonds sont difficiles – elles nécessitent de coûteux et longs voyages ainsi que des équipements spécialisés, et elles sont souvent planifiées des années à l'avance. Il n'est pas rare que les scientifiques travaillent pour l'industrie – le pétrole, la pêche, les mines – et pour le gouvernement dans l'espoir d'avoir accès au fond marin plus rapidement, et avec un meilleur matériel. Mais cette relation entre la science et les industriels peut entraîner des conflits d'intérêts.

Mareano, qui existe depuis vingt ans et a pour objectif de cartographier la géologie et l'écologie des fonds marins de tout un pays, est un des projets les plus ambitieux et les plus méthodiques au monde. Il a été développé à partir d'un pacte des Nations unies qui autorise les pays à étendre leurs eaux territoriales jusqu'aux limites de leur plateforme continentale. Depuis les années 1980, les États se livrent ainsi à une course pour cartographier les fonds marins internationaux. Ce sont les priorités des gouvernements en matière de ressources qui déterminent où se déploient les navires de recherche, afin d'étudier les possibilités dans le domaine du pétrole, du gaz, de l'énergie éolienne et de la pêche. L'écologue Rebecca Ross est consciente qu'en participant elle rend possible l'extraction de ressources, parfois aux dépens d'écosystèmes marins. Mais si les écologues ne s'impliquaient pas dans ces campagnes, qui collecteraient les données nécessaires pour évaluer précisément l'impact environnemental de l'exploitation ?

Il n'est pas toujours facile de répondre aux questions sur la collaboration entre les scientifiques et l'industrie, d'autant que les deux parties n'ont pas les mêmes objectifs. Mais l'histoire de la Norvège est un exemple instructif, qui montre comment les chercheurs peuvent travailler avec des universités, des spécialistes de l'environnement employés par des industriels et le gouvernement pour trouver un moyen de

progresser qui soit à même de satisfaire tout le monde. Alors que le projet d'extraction minière dans les grands fonds est en passe de devenir réalité, pour les chercheurs, il serait judicieux que les autorités norvégiennes s'intéressent à leur propre passé.

En 1982, le géologue Martin Hovland était embarqué à bord d'un navire de recherche appartenant à Statoil (de nos jours Equinor), une compagnie pétrolière norvégienne. Alors qu'il scrutait l'écran du sonar, il a repéré quelque chose d'étrange – un relief de 45 mètres de large qui se dressait à 15 mètres au-dessus du sol plan des fonds marins. “Là, j'ai dit : ‘Arrêtez, arrêtez, arrêtez le bateau, il faut qu'on trouve ce que c'est que ce truc', raconte-t-il. Alors, nous avons pris une foreuse et nous l'avons envoyée jusqu'à la structure, à 280 mètres de profondeur. Et quand elle est remontée, elle était couverte de

Depuis les années 1980, les États se livrent à une course pour cartographier les fonds marins internationaux.

boue, et les débris qu'elle avait forés sont tombés sur le plancher en acier avec un bruit de verre.” Décontenancé, Martin Hovland a fait mettre à l'eau un des premiers modèles de véhicule sous-marin téléopéré (ROV) et a pris la toute première photo en couleur d'un récif corallien d'eau froide – un écosystème rare, mais les scientifiques savent désormais qu'on le trouve partout en mer de Norvège.

Au cours des dix années qui ont suivi, le géologue a bénéficié d'un accès constant aux profondeurs, ce qui lui a donné la possibilité exceptionnelle de collecter des données sur ces récifs, souvent en collaboration – avec

« Les forêts de coraux à fond dur (ici en Norvège) sont souvent constituées de coraux cornés, qui forment des habitats pour les poissons, les ophiures et les petits crustacés.

↑ Une ascidie *Kukenthalia borealis*, vertébré primitif qui filtre les particules alimentaires présentes dans l'eau.
Photos Mareano/
Institute of Marine Research

l'autorisation de Statoil – avec des chercheurs universitaires et du gouvernement qui, à terre, étaient jaloux du ROV de Statoil, dit-il. Le fait de travailler pour l'industrie pétrolière lui a valu d'être méprisé et snobé par ses pairs.

Puis, en 1991, il s'est heurté à un véritable problème. Un projet de gazoduc sur la plateforme continentale norvégienne devait traverser un récif magnifique. Les ingénieurs voulaient démarrer les travaux comme prévu. Hovland a regimbé. Il se souvient de leur avoir dit : « Si vous aviez vu ce récif corallien sur terre, vous auriez été éblouis. C'est comme si on était dans un aquarium; comme si on entrait dans le jardin d'Éden. » Un échantillon de *Lophelia pertusa*, une espèce de coraux, qu'il avait prélevé était vieux de 8600 ans – il avait commencé à pousser peu de temps après l'arrivée des premiers humains en Norvège.

Ces récifs n'étaient peut-être pas encore protégés par la loi, a affirmé Martin Hovland à ses supérieurs, mais, dès que le public aurait eu vent de leur existence, des réglementations seraient fort probablement mises en place. Et plus tard, devant le tribunal de l'opinion publique, Statoil serait jugé pour les avoir détruits. Alors, en dépit du risque d'une hausse des coûts, l'entreprise a modifié le parcours du gazoduc afin d'éviter le récif. Martin Hovland a même réussi à la convaincre de suivre les directives qu'il avait rédigées sur la protection des coraux, et qui incluaient des visites régulières pour les surveiller.

Collaboration. Tandis que Martin Hovland jonglait entre son poste dans le secteur pétrolier et l'étude des coraux d'eau froide, la popularité du chalutage de fond explosait en Norvège. Grâce à des chaluts “rock hopper” à roues, les navires de pêche étaient capables de tirer des filets sur des terrains rocheux, en rasant le fond marin et en attrapant tous les poissons – et d'autres formes de vie – dans leur sillage. Les petits patrons de pêche côtiers ont très vite

compris que quelque chose n'allait pas : près des récifs coralliens d'eau froide où ils avaient coutume de pêcher depuis longtemps, leurs filets maillants (qui flottent dans l'eau comme d'immenses filets de volley sous-marins) et leurs palangres (de longues lignes traînées par les bateaux et équipées d'hameçons) remontaient vides. "Ils se sont aperçus que les chaluts de fond étaient passés par là, sur certains des récifs coralliens d'eau froide de la région, rapporte Claire Armstrong, l'économiste. Et ils l'ont signalé à l'Institut de recherche marine."

La collaboration entre les scientifiques et l'industrie de la pêche est plus ancienne que l'État norvégien indépendant [la Norvège s'est séparée de la Suède en 1905], signale Mats Ingulstad, historien de l'Université norvégienne des sciences et de la technologie. En 1904, des recherches financées par le gouvernement ont abouti à une interdiction de la chasse à la baleine quand les biologistes ont découvert que les cétacés refoulaient les poissons vers les pêcheries du littoral.

Dans ce cas précis, les écologues de l'IMR spécialistes des grands fonds soupçonnaient déjà les opérations de chalutage d'endommager les récifs, mais ils n'étaient pas en mesure de le prouver – ils ne savaient même pas où se trouvaient la plupart des récifs. Ils ont donc fait équipe avec les pêcheurs côtiers. Ceux-ci ont aidé

Dès les années 1870, l'expédition de recherche [océanographique] du HMS Challenger avait découvert des nodules polymétalliques.

les chercheurs à repérer les emplacements des récifs et, au moins une fois, ils ont pris la mer pour retrouver les coraux broyés à l'aide d'un ROV emprunté à Statoil et à Martin Hovland. "C'est dans le cadre de ce processus qu'ils ont pris ces images marquantes du corail ratissé, elles sont passées à la télévision nationale en Norvège, et elles ont fait du bruit", décrit Claire Armstrong. Le public norvégien était encore sous le coup des superbes vues des coraux diffusées par Martin Hovland – les scientifiques savaient que le spectacle des récifs en ruine toucherait la corde sensible.

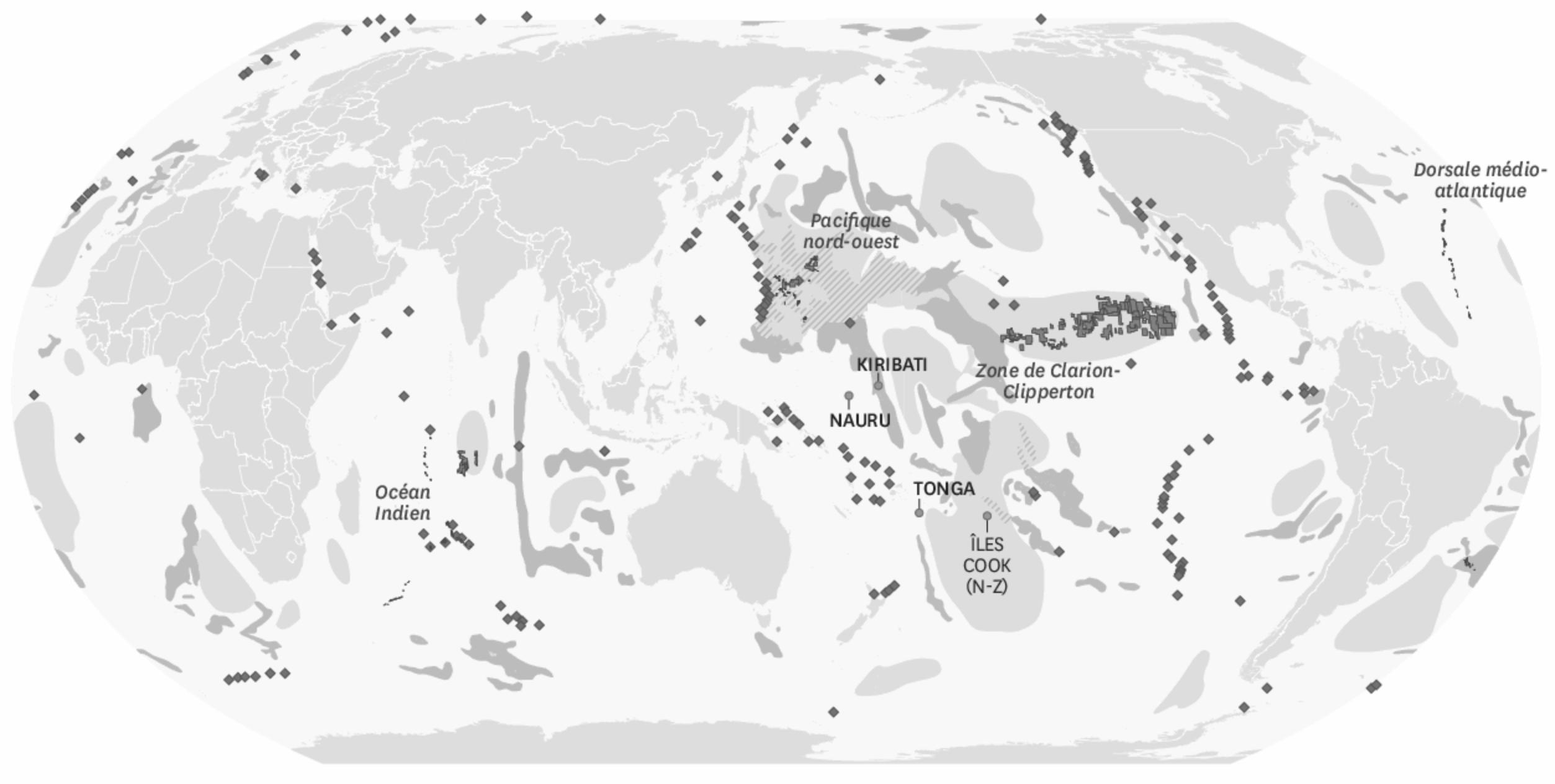
Sous la pression de l'opinion publique, le Parlement norvégien a interdit toute activité de pêche dans les zones des principaux récifs au bout de seulement neuf mois de débats. Grâce à la technologie de suivi par satellite, développée à peu près au même moment, il a été possible de faire appliquer cette interdiction. Et le secteur du chalutage a soutenu la législation. Comme

les compagnies pétrolières, "les entreprises de la pêche industrielle ont clairement compris qu'elles se retrouveraient du mauvais côté de l'histoire si elles s'y opposaient", assure Claire Armstrong.

Sous-marin soviétique. L'idée d'extraire des minerais dans les grands fonds n'a rien de nouveau. Dès les années 1870, l'expédition de recherche du HMS *Challenger* avait découvert des nodules polymétalliques – ces masses de métal qui sont l'objet des opérations minières actuelles dans le Pacifique. Près d'un siècle plus tard, les scientifiques ont identifié les premiers monts hydrothermaux et les énormes dépôts de sulfures qui en résultent. À peu près à cette époque, l'idée, partie des États-Unis, que l'océan contenait des ressources infinies en minéraux s'est répandue dans le monde entier, rappelle Mats Ingulstad, qui travaille sur un projet pluridisciplinaire pour étudier l'extraction minière dans les fonds marins.

À cause de la guerre de Corée [de 1950 à 1953], il y avait une forte demande en minéraux. Confronté à une pénurie des métaux nécessaires à l'effort de guerre, Washington a considérablement investi dans des opérations minières sur terre. Dans le même temps, pour couvrir une mission secrète visant à récupérer un sous-marin nucléaire soviétique englouti, la CIA a → 34

Minérais : les fonds marins scrutés de près



Gisements potentiels

(x) nombre de contrats d'exploration

Croûte riche en cobalt (5)

Nodules polymétalliques (19)

Sulfures polymétalliques (7)

Zones d'exploration

SOURCES : US GEOLOGICAL SURVEY, "THE GUARDIAN", AUTORITÉ INTERNATIONALE DES FONDS MARINS.

33 ← inventé une histoire, aussi tapageuse que fausse, où il était question d'un test d' extraction en haute mer financé par le milliardaire et inventeur Howard Hughes. Soudain, poursuit Mats Ingulstad, on s'est mis à croire que les mines en profondeur étaient pour demain. Certains ont avancé que l'ordre économique mondial serait bouleversé en fonction de qui contrôlerait les minerais sous-marins.

"L'idée que l'océan est riche en ressources, qu'il apporte, fondamentalement, des solutions aux problèmes contemporains et aux déficits de la surface, s'inscrit dans une trajectoire historique plus ancienne en Norvège et ailleurs dans le monde, analyse Mats Ingulstad. Quand on est à court de nourriture, on prend la mer, et on pêche. Quand on est à court de minerais, l'océan nous en fournira."

Mais, aussi subitement qu'il s'était manifesté, cet intérêt s'est dissipé tandis que les prix des minerais chutaient. Les investissements américains dans les mines étrangères avaient été couronnés de succès, à tel point que les réserves fédérales de minerais étaient pleines à craquer et que le gouvernement a dû vendre son excédent. Puis, au début des années 2000, quand la Chine a fait son entrée sur le marché mondial et que les prix des minerais se sont de nouveau envolés, les scientifiques norvégiens qui cartographiaient la dorsale de Gakkel y ont découvert des fumeurs noirs. Depuis, les médias et le secteur ont donné naissance à ce que Mats Ingulstad définit comme une "*image vraiment exagérée*" des avantages économiques et dans le domaine de la sécurité, qui n'attendaient que d'être récoltés dans la dorsale – un "*trésor au fond de la mer*" accessible, au risque de détruire potentiellement un écosystème unique.

Régions vulnérables. Comme le dit le dicton, la politique norvégienne est un "*troll à plusieurs têtes*". Des politiciens pensent que l'extraction est une question de sécurité européenne; d'autres, que c'est un nouveau secteur pour les emplois sur le littoral alors que le déclin du pétrole et du gaz est inévitable. Il y a si longtemps que l'exploitation de mines dans les grands fonds est censée arriver "bientôt" que les universités ont formé une génération de chercheurs spécialisés, dont certains travaillent aujourd'hui dans l'industrie, précise Mats Ingulstad. Les technologies et les outils essentiels sont bien développés, ils attendent sur des étagères. À ce stade, l' extraction est techniquement possible – reste à savoir si la société et le gouvernement la toléreront.

Après avoir annoncé qu'elle prévoyait de proposer des concessions pour les étapes initiales de l'exploration des gisements de minerais sous-marins au début de 2025, la Norvège a ouvert une période de consultation publique – l'occasion pour les scientifiques d'identifier les régions vulnérables qu'il faudrait exclure de tout projet d'exploitation, comme les monts hydrothermaux. Ce qui a suscité des critiques de la part des chercheurs – pour commencer, on ne dispose pas encore des données nécessaires pour identifier où se trouvent les écosystèmes vulnérables. Pour se livrer à une évaluation de l'écologie, il faut procéder à une surveillance

99,99%

C'EST LA PROPORTION DES FONDS OCÉANIQUES

qui n'ont jamais été observés par l'œil humain, selon une étude parue dans **Science Advances** le 7 mai. Réalisées lors de plongées en mer profonde avec des submersibles habités ou robotisés, "les observations visuelles sont essentielles pour l'étude des fonds marins", explique **Cosmos**. Elles "apportent un contexte géographique aux échantillons qui y sont collectés, permettent d'étudier les comportements et les interactions de la vie marine", écrivent les chercheurs. En outre, ces derniers soulignent que la plupart des plongées se concentrent dans les mêmes zones géographiques, et donc qu'on en sait encore très peu sur les mystères des abysses.

exhaustive en vidéo avec des ROV et au prélèvement d'échantillons physiques. Ensuite, les scientifiques peinent déjà à établir si un événement hydrothermal donné est actif – quand ils sont dormants, il est impossible de prédire quand ils vont se réactiver, et ce phénomène s'étend sur une échelle de temps que les chercheurs ne comprennent pas encore. L'approche adoptée a exaspéré les scientifiques : on exigeait d'eux qu'ils prouvent pourquoi il *ne fallait pas* exploiter des zones précises d'une région immense, sans les données dont ils avaient besoin.

L'exploration n'est pas synonyme d'exploitation commerciale. Une fois que les entreprises ont repéré des minerais dans les fonds marins, un autre vote parlementaire est requis, suivi d'analyses environnementales poussées, avant qu'une extraction à grande échelle soit autorisée. L'implication et le financement du secteur sont peut-être la seule solution pour obtenir un investissement important dans la cartographie des grands fonds et les études sur l'impact que les nuages de sédiments provoqués par les travaux miniers pourraient avoir sur les écosystèmes – des études que le gouvernement exigerait probablement avant de donner son feu vert à l'extraction. Les autorités ont encore largement le temps d'appuyer sur le frein. Mais si l'on en juge par le passé de l'extraction pétrolière, qui a elle aussi connu une phase exploratoire, dès que les entreprises auront investi pour dénicher des endroits propices à l'exploitation, le gouvernement autorisera sans doute les opérations minières au niveau commercial, prévient l'historien Mats Ingulstad.

Toutefois, en décembre 2024, la Norvège a surpris le monde entier quand elle a annulé le processus d'octroi de concessions pour la phase d'exploration minière, le Parti socialiste de gauche ayant bloqué le budget du pays et

À ce stade, l' extraction minière est techniquement possible – reste à savoir si la société et le gouvernement la toléreront.

SOURCE
SMITHSONIAN MAGAZINE
Washington, États-Unis
Mensuel
smithsonianmag.com
Magazine culturel
mâtiné d'histoire
naturelle et d'écologie,
c'est l'émanation du
Smithsonian Institute,
une entité publique
fondée à Washington
et rassemblant
notamment 16 musées
et divers centres
de recherche
internationaux.
Le magazine paraît
pour la première fois
en 1970. La publication
se définit comme
"non partisane".



manifesté son opposition globale à l'exploitation des grands fonds marins. La levée de boucliers des scientifiques, les actions en justice et la couverture médiatique internationale de la décision norvégienne d'exploiter les grands fonds ont vraisemblablement pesé sur la décision d'Oslo, comme cela avait été le cas pour les industries du pétrole et de la pêche et les coraux d'eau froide. Pour l'heure, la décision définitive quant à l'ouverture des eaux norvégiennes à l'exploitation minière est reportée – du moins jusqu'aux prochaines élections. De par son histoire, la Norvège a cependant l'expérience nécessaire pour permettre aux chercheurs de l'industrie, du gouvernement et des universités de collaborer afin de prendre une décision éclairée sur l'exploitation minière des grands fonds marins. Oslo sera ainsi à même de statuer sur la nécessité réelle de cette dernière et, le cas échéant, sur les moyens éventuels de procéder à une extraction durable.

Rebecca Ross, l'écologue de l'IMR, soutient que les données collectées par les scientifiques sont cruciales pour le débat public et la prise de décision, peu importe qui en supporte le coût financier. "Si [l'exploitation] est inévitable, nous pouvons au moins la réglementer et en partie surveiller ce qui va se passer à l'avenir, considère-t-elle. C'est une question de durabilité, aussi bien pour l'industrie que pour la biodiversité."

— Christian Elliott,
publié le 21 avril



Les îles du Pacifique sont divisées

La majorité des États insulaires du Pacifique en réfère au principe de précaution et se range derrière l'Autorité internationale des fonds marins. Mais quelques-uns veulent déjà se lancer dans la course.

Nous n'attendons rien de la réglementation des océans. Nous voulons nous assurer que si l'exploitation minière des fonds marins se fait pour de bon, elle se fera sans porter atteinte à l'environnement." C'est ainsi que Teburoro Tito, représentant des Kiribati auprès des Nations unies, justifie la position de son gouvernement, dans *Pacific Beat*, un podcast du réseau audiovisuel public d'Australie **ABC**. Cet État insulaire autorise l'exploration de ses grands fonds marins et est à la recherche de partenaires pour le faire. Il est l'un des pays exerçant des droits sur la zone Clarion-Clipperton (ZCC), une vaste région d'eaux internationales du Pacifique réglementée par l'Autorité

internationale des fonds marins (AIFM). Et comme la ZCC est supposée regorger de minerais utiles notamment à la fabrication des batteries électriques, elle fait l'objet de toutes les convoitises. À l'heure actuelle, personne sur la planète n'a commencé à exploiter les minerais des fonds marins, mais cela pourrait survenir dans les prochaines années. En mars, "le ministre de la Pêche et des Ressources marines des Kiribati a dit s'être entretenu avec l'ambassadeur de Chine afin de 'réfléchir à d'éventuelles collaborations en matière d'exploitation durable des ressources des grands fonds marins'", rapportait à cette période **BenarNews**, un site d'information affilié à **Radio Free Asia**. Ces pourparlers



← L'État insulaire des Kiribati autorise l'exploration de ses grands fonds marins et est à la recherche de partenaires pour le faire. Photo Josh Haner/The New York Times

faisaient suite à la fin de l'accord qui liait Marawa, une entreprise publique des Kiribati, à la société cotée au Nasdaq The Metals Company (TMC), lui accordant des droits d'exploration sur une zone de 74 990 km². Les retours sur investissements se seraient montrés moins intéressants que dans des zones avoisinantes, selon Gerard Barron, directeur général de TMC. L'entreprise dispose en effet d'accords d'exploration avec le royaume de Tonga et la république de Nauru, d'autres États du Pacifique ayant des droits sur la ZCC.

En mai, la Nouvelle-Calédonie a interdit l'exploitation pour cinquante ans sur l'ensemble de sa zone maritime, "une mesure rare et radicale".

Un mois avant ses discussions avec les Kiribati, "la Chine [avait] signé des accords de coopération sur l'exploitation minière en eaux profondes avec les îles Cook, un archipel semi-autonome situé dans le Pacifique Sud, au grand dam de leur partenaire historique, la Nouvelle-Zélande", note de son côté la chaîne de radio néo-zélandaise **RNZ**. Cet archipel de quinze îles posséderait des nodules polymétalliques en abondance, à l'intérieur même de sa zone économique exclusive, ce qui signifie que l'accord de l'AIFM n'est pas nécessaire pour l'explorer.

Hormis les îles Kiribati, Cook, Tonga et Nauru, toutes les autres nations insulaires du Pacifique sont loin d'être prêtes à exploiter les fonds marins. En mai, la Nouvelle-Calédonie a même interdit l'exploitation pour cinquante ans sur l'ensemble de sa zone maritime. "Une mesure rare et radicale qui place le territoire français du Pacifique parmi les zones d'exploration les plus restreintes des eaux de la planète", écrit le site du magazine australien **National Indigenous Times**.

D'autres pays, comme les Fidji, le Vanuatu ou les îles Marshall, ont appelé à adopter "un principe de précaution" à l'égard de l'exploitation minière des grands fonds, du moins jusqu'à ce qu'un accord soit trouvé au sein de l'AIFM sur des mesures environnementales contraintes et sur un code minier, rapportait **RNZ** en 2024. Reste que certains pays n'ont pas l'intention de se plier à cette instance de l'ONU. C'est le cas des États-Unis notamment. Non seulement le pays n'en est pas membre, mais en avril son président, Donald Trump, a signé un décret permettant d'accorder des permis d'exploration des fonds marins sur "un territoire allant bien au-delà du plateau continental extérieur", c'est-à-dire jusque dans les eaux internationales. "Un nouveau problème se dessine, souligne **The Diplomat**, l'accès aux minerais stratégiques des fonds marins est une nouvelle composante de la guerre d'influence géopolitique entre la Chine et les États-Unis, et Washington pourrait enfreindre le droit international pour arriver à ses fins."

— Courrier international

Contrepoint

Cette activité destructrice n'est pas la seule option

●●● “Les profondeurs océaniques jouent un rôle essentiel dans le cycle de carbone et nous avons peu d'informations sur les conséquences que pourrait avoir l'activité minière [sous-marine] sur ce cycle. Mais certains sont profondément préoccupés par ces effets”, explique au magazine **Yale Environment 360** Jeff Watters, vice-président de l'ONG Ocean Conservancy, spécialisée dans la préservation des écosystèmes marins. Ce qui est sûr c'est que cette activité polluante aura des répercussions sur la biodiversité, qui s'ajouteront aux ravages du chalutage. “L'objectif [de ce dernier] est de pêcher des poissons. Les dégâts causés aux fonds marins sont donc des dommages collatéraux. Mais dans l'exploitation minière des fonds marins, on essaie littéralement d'extraire les minéraux du sol océanique et de les prélever de manière intentionnelle et méthodique”, relève-t-il, rappelant que cette activité n'est pas la seule option pour répondre à notre féroce appétit économique de minéraux. Investir pour favoriser le recyclage de ces matériaux en est une autre, moins nocive pour la planète.

Repères

Des cicatrices toujours visibles

●●● En 1970, le plateau de Blake, dans l'océan Atlantique, servait de zone d'essai pour la première exploitation minière expérimentale en eaux profondes. En 2024, **The Post and Courier**, le plus ancien quotidien des États-Unis, racontait la surprise ressentie par les chercheurs qui venaient d'en voir les stigmates. Une étude parue fin mars dans **Nature**, portant sur une zone d'extraction de nodules polymétalliques dans le Pacifique en 1979, observe la même chose : quarante-quatre ans plus tard, les traces des engins ressemblent toujours à ce qu'elles étaient au moment de leur création. “Là où sont passées les machines, plusieurs populations animales sont toujours amoindries, mais nous y avons observé les premiers signes de rétablissement biologique”, assure Daniel Jones, qui a piloté les travaux.

SOURCE**THE ECONOMIST**

Londres, Royaume-Uni
Hebdomadaire
economist.com

Grande institution de la presse britannique, *The Economist*, fondé en 1843 par un chapelier écossais, est la bible de tous ceux qui s'intéressent à l'actualité internationale.

Ouvertement libéral, il défend généralement le libre-échange, la mondialisation, l'immigration et le libéralisme culturel. Il est imprimé dans six pays, et 85 % de ses ventes se font à l'extérieur du Royaume-Uni.



L'ONU doit encadrer cette course incontrôlée

Si l'organisme des Nations unies régissant l'exploitation minière des grands fonds adopte une réglementation autorisant la récolte de nodules métalliques, elle pourra mieux l'encadrer, soutient ce magazine libéral.

—**The Economist**, extraits (Londres)

Aviron 5000 mètres de profondeur sous l'océan Pacifique se trouve un véritable trésor : 270 millions de tonnes de nickel et 44 millions de tonnes de cobalt. Ces métaux s'y sont accumulés petit à petit pendant des millions d'années, formant des concrétions métalliques appelées “nodules”. Ces gros galets reposent sur une zone de 4,5 millions de kilomètres carrés, dite de “Clarion-Clipperton” (ZCC), située à 800 kilomètres au sud-est d'Hawaï, et peuvent être récoltés à l'aide d'un robot qui fonctionne à la fois comme une moissonneuse-batteuse et un aspirateur. Ces métaux pourraient jouer un rôle essentiel dans la transition énergétique consistant à sortir des combustibles fossiles : ils fournissent en effet les ressources nécessaires pour y parvenir

sur le long terme, tout en offrant une solution de remplacement à l'extraction terrestre du cobalt et du nickel, dont les conséquences humaines et environnementales sont désastreuses.

En 1994, l'Autorité internationale des fonds marins (AIFM) a été mise en place sous l'égide de l'ONU afin de superviser la gestion des grands fonds dans les eaux internationales “pour le bénéfice de l'humanité”. Sa réglementation sert de référence pour d'autres territoires encore inexplorés, comme la Lune. L'AIFM était censée encadrer une exploitation modérée et raisonnée de ces nodules, mais, sous la pression des écologistes, elle s'est plutôt transformée en une instance bloquant toute exploitation.

Code minier. Le 25 avril, le président Donald Trump a signé un décret destiné à préparer l'émission de “permis d'exploitation commerciale” des fonds marins, y compris dans les eaux internationales, comme le Pacifique. Une manière de désavouer purement et simplement l'AIFM. The Metals Company (TMC), qui détient une concession dans la zone Clarion-Clipperton grâce au soutien de l'État insulaire de Nauru, est en tête de file de cette exploitation des grands fonds marins.

Les écologistes sont déterminés à protéger à tout prix les organismes uniques qui peuplent la ZCC, les abysses étant l'un des derniers endroits de la planète à ne pas avoir encore été exploités par l'homme. Trump se soucie probablement autant de toutes ces créatures exotiques que de l'autorité de l'ONU : la seule chose qui lui importe, c'est de

sécuriser les approvisionnements américains en métaux stratégiques. Pourtant, même d'un point de vue environnemental, il n'a pas tout à fait tort de s'intéresser à ces nodules.

Le ramassage des minerais dans les grands fonds océaniques serait en effet plus respectueux de l'environnement que l'exploitation minière terrestre. Il dégage moins de CO₂ et est moins préjudiciable aux espèces rares et à leurs précieux habitats. Une chose est sûre, même si vous n'êtes pas d'accord avec ces arguments, plus l'AIFM tarde à établir des règles pour encadrer la collecte des nodules pour le bénéfice de tous,

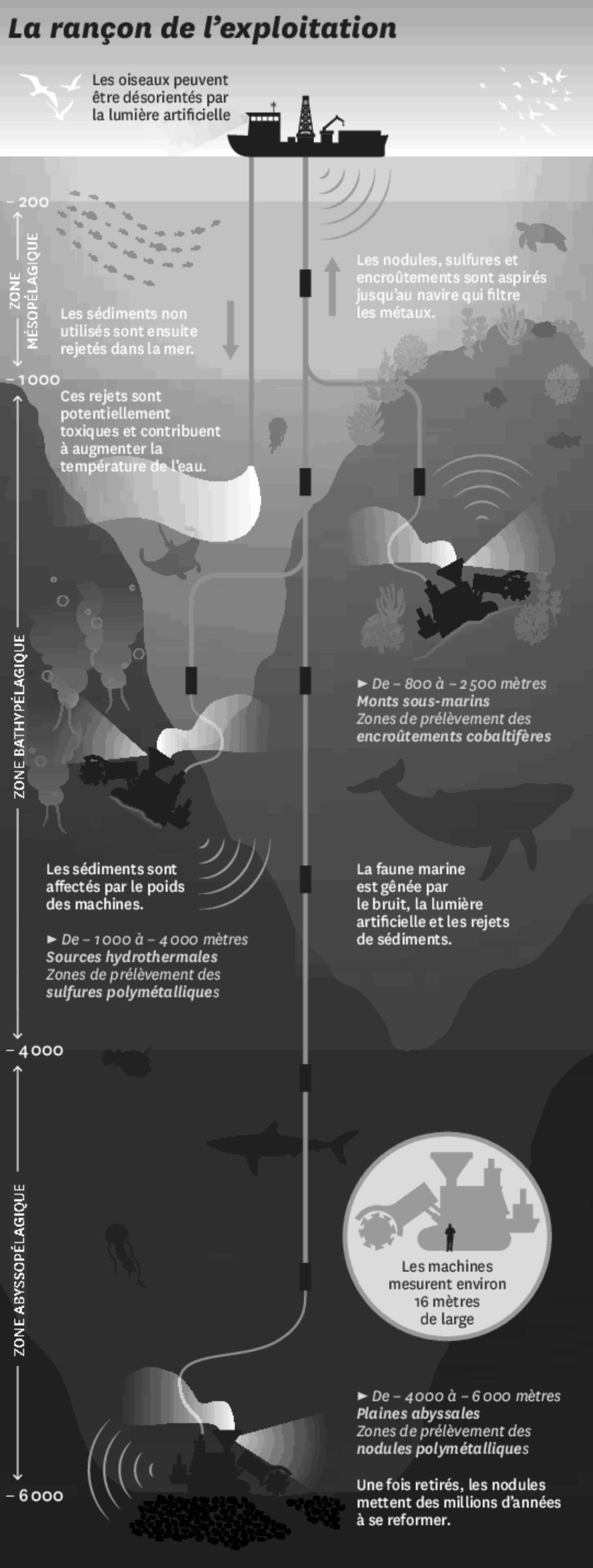
plus le risque est grand que d'autres pays suivent l'exemple de Trump et passent à l'action sans l'approbation de l'agence. Cela pourrait déclencher une ruée sauvage vers l'exploitation de cet écosystème que les écologistes cherchent à protéger.

Lorsque l'AIFM se réunira en Jamaïque en juillet, certains de ses membres comme la France, la Norvège, le Canada et le Royaume-Uni, tous intéressés par l'exploitation minière des fonds marins, devraient trouver un compromis et parvenir à se mettre d'accord sur un code minier. Ce ne sera pas parfait, et de nombreux écologistes s'y opposeront, mais cela permettra de démarquer l'exploitation dans de meilleures conditions que si la course incontrôlée vers les fonds marins lancée par Trump restait la norme.

Contrairement à l'exploitation minière dans des pays comme la République démocratique du Congo, l'activité dans les fonds marins est relativement simple à surveiller. N'importe quel scientifique disposant de quelques millions de dollars peut envoyer une caméra pour vérifier que l'écosystème n'est pas trop perturbé. À mesure que l'exploitation des grands fonds progressera, elle générera des données que les membres de l'AIFM pourront utiliser pour ajuster leurs règles. Par ailleurs, si l'AIFM autorise la collecte des nodules à des fins commerciales, alors les États-Unis seront contraints de se soumettre au droit international.

Selon Leticia Carvalho, océanographe brésilienne et nouvelle directrice de l'AIFM, l'organisation conserve “la juridiction exclusive” sur les fonds marins internationaux. Cependant, si l'Autorité et ses membres souhaitent exercer une quelconque influence, il est temps pour eux de cesser de se comporter comme des empêcheurs de tourner en rond.—

Publié le 1^{er} mai

**À voir****David Attenborough remonte au front**

●●● “Lors de la diffusion il y a huit ans de Planète bleue II, de David Attenborough, le retentissement avait été immense, se souvient **The Guardian**. Au point, disait-on, que la série documentaire avait déclenché une vraie révolution des usages du plastique. Aujourd’hui, un nouveau film sort, porté par l’espoir que le plus célèbre naturaliste du monde réussisse le même exploit face à d’autres pratiques destructrices de l’environnement, que sir David accuse de ‘vider nos océans de la vie.’”

Sorti dans son pays le 8 mai, le jour où le Britannique fêtait ses 99 ans, *L’Appel de l’océan* dénonce notamment les dégâts catastrophiques provoqués par les méthodes de chalutage profond de la pêche industrielle. Le film sera visible en France le dimanche 8 juin sur National Geographic et sur Disney+, alors que sera célébrée la Journée mondiale de l’océan. Le lendemain s’ouvrira à Nice la troisième Conférence des Nations unies sur l’océan, un sommet sur lequel le documentaire

souhaite précisément “braquer les projecteurs”, ajoute le journal britannique. “Alors qu’il aura bientôt passé cent ans sur cette planète, Attenborough entend faire comprendre aux spectateurs que c’est des océans, qui couvrent 70 % de la Terre, que nous devrions nous préoccuper le plus”, ajoute le *Guardian*. Et selon le vieil homme, si “l’heure est grave”, tout n’est pourtant pas perdu.

“Dans la plupart des habitats marins, les écosystèmes peuvent se reconstituer très rapidement si on leur donne le temps et la place nécessaires, et souvent bien plus vite que sur terre, pour des zones de taille équivalente”, déclare David Attenborough dans un entretien accordé à l’hebdomadaire britannique

The New Statesman. Mais dans les grands fonds, prévient-il, c’est plus long, “car les organismes s’y développent beaucoup plus lentement et vivent aussi plus longtemps, ce qui ralentit leur processus de rétablissement.”

**DANS NOS ARCHIVES**

courrierinternational.com



●●● L’univers marin a plusieurs fois fait la une de *Courrier international* ces dernières années. Le dossier intitulé “**La course aux océans**”, dans le n°1653, daté du 7 juillet 2022,

alertait déjà sur les ravages provoqués par les activités humaines, de l’extraction minière dans les grands fonds à la pêche industrielle, en passant par le transport maritime. Le magazine britannique **New Scientist** y appelait de ses vœux la mise en place d’une réglementation internationale – qui n’est toujours pas avvenue.

●●● Au cours de l’été 2023, lorsque les températures de surface ont battu des records inquiétants dans l’Atlantique nord et la Méditerranée, le n°1712, daté du 24 août, titrait “**La fièvre des océans**”. Un long article du quotidien

espagnol **El País** rappelait en quoi ce phénomène relève d’un cercle vicieux : le climat déréglé détraque les océans, ce qui bouleverse ensuite encore plus le climat.



●●● Par ailleurs, “**L’océan, sanctuaire ou el dorado?**” quatrième série du podcast *Six pieds sur Terre*, coproduit par *Courrier international* et l’AFD, a été mis en ligne en avril 2022. Dans le premier épisode, “Plongeon dans les grands fonds”, le biologiste italien Roberto Danovaro détaillait les enjeux de l’exploration

des abysses. Un podcast à réécouter sur notre site.



trans- versales. sciences



sciences



✓ Dessin d'Alex paru dans
La Liberté, Fribourg.

“C'est toute la montagne qui dégringole”

Environnement. Les dégâts provoqués par l'effondrement du glacier du Birch, en Suisse, stupéfient même les glaciologues. Les habitants de Blatten, qui ont tout perdu, pensent déjà à reconstruire leur village.

—The Guardian, extraits
(Londres)

Depuis des semaines, l'épée de Damoclès était suspendue au-dessus du village : 9 millions de tonnes de roche en équilibre précaire sur une plaque de glace séculaire. Un morceau du sommet du Petit Nesthorn [dans les Alpes bernoises, en Suisse,] s'était effondré, et les éboulis, à peine retenus par le glacier, semblaient presque planer sur les rues désertes et silencieuses de Blatten. Sous la pression, la glace gémissait.

Mercredi 28 mai après-midi, en un instant, le glacier a cédé. Une masse colossale de glace et de roche a dévalé dans la vallée en contrebas, rayant de la carte ce village vieux de plus de huit cents ans. “Blatten a été emporté. Rasé, éradiqué, détruit, réduit à néant, déclarait le surlendemain, le maire, Matthias Bellwald. Il ne resterien. Pour le dire simplement, pour Blatten, c'est ground zero.” La quasi-totalité des 300 habitants du village avait été évacuée une

semaine auparavant. Un homme de 64 ans est porté disparu.

L'effondrement qui a enseveli Blatten est d'une ampleur presque sans précédent dans les Alpes suisses. Mais, partout dans le monde, les glaciers et le pergélisol fondent et deviennent instables. Avec eux, c'est le sol, jusque-là solidifié par le gel, qui s'érode et s'effondre. Des lacs glaciaires débordent, des rivières de glace gelées depuis des millions d'années se désagrégent, reculent et se chargent de débris. Ces structures, mélanges de roche et de glace, ont, dans un monde qui se réchauffe à grande vitesse, des comportements imprévisibles. Lorsqu'elles s'écroulent, elles libèrent des torrents d'eau, de roche et de glace qui anéantissent tout sur leur passage.

Craquements. “Ce que vous voyez ici se passe partout dans le monde”, insiste Jan Beutel, ingénieur en informatique spécialisé dans la surveillance sismique des systèmes montagneux, mais aussi alpiniste et fin connaisseur

des massifs autour de Blatten. Voilà des semaines qu'il gardait un œil sur le glacier du Birch et qu'il l'écoutait craquer et gronder grâce à un suivi en direct par streaming.

“Il y en aura d'autres, c'est certain. Et cela fera des dégâts, aux infrastructures, aux moyens de subsistance, aux entreprises, poursuit-il. Toutes les régions montagneuses sont concernées. Les masses glaciaires reculent. La couverture neigeuse permanente diminue au fil des années et le pergélisol connaît un dégel partout dans le monde.”

Aux premières loges. Stéphane Genoud, qui vit à Anniviers, non loin de Blatten, s'affaire à débarrasser son terrain encombré d'arbres tombés – les troncs se sont cassés après une année inhabituelle, marquée par des précipitations neigeuses brutales et irrégulières. La catastrophe de Blatten est le dernier épisode en date, et le plus spectaculaire, d'une série de bouleversements qui, de son vivant, ont changé la face de ces vallées. “Le changement est très rapide, constate-t-il. Nous avons de moins en moins de neige, tous les glaciers reculent, la glace qui consolidait la roche fond. Certains itinéraires d'altitude ne sont plus accessibles.”

Il en est convaincu, l'effondrement du glacier du Birch n'est qu'une partie d'un phénomène beaucoup plus large de désintégration, sous l'effet de l'accélération du réchauffement. “Avec le changement climatique, c'est toute la montagne qui dégringole. Nous sommes aux premières loges, nous sommes directement touchés.”

Et même pour qui a consacré sa vie à la surveillance des glaciers, ces effondrements cataclysmiques, brutaux, sont un choc. “Je suis stupéfait par ces glaciers qui se sont écroulés et se sont détachés ces dernières années dans différentes régions du monde”, reconnaît Andrew Mackintosh, glaciologue et professeur des sciences de la Terre à l'université Monash, à Melbourne, en Australie. “Ce ne sont pas des phénomènes auxquels je m'attendais, en particulier des cas comme celui-ci, où ce sont des glaciers entiers qui se détachent et déferlent dans la vallée.”

Attribuer l'effondrement du glacier du Birch au changement climatique n'est pas encore possible. Les études d'attribution

pour les phénomènes climatiques extrêmes peuvent prendre des semaines ou des mois, et c'est encore plus long quand s'y ajoutent des glissements de terrain, à cause de l'ensemble des facteurs complexes à prendre en compte. Mais établir avec certitude un lien de cause à effet a finalement peu d'importance, assure Andrew Mackintosh : il est clair que la crise climatique est déjà en train de déstabiliser les environnements alpins et de transformer des écosystèmes entiers.

“La fonte du pergélisol – la glace contenue dans le sol des hautes montagnes, qui soude littéralement les sommets alpins – entraîne une instabilité, et les pentes montagneuses peuvent parfois s’effondrer sous leur propre poids”, poursuit-il. Dans les glaciers dits “tempérés”, cela peut créer une sorte de boucle de rétroaction : la couverture rocheuse qui recouvre le glacier du Birch a accéléré sa fonte. “Ces processus créent des conditions

“Je suis stupéfait par tous ces glaciers qui se sont écroulés ces dernières années.”

Andrew Mackintosh,
GLACIOLOGUE

où une avalanche catastrophique de roche, de glace et de neige est possible, avec des conséquences dévastatrices.”

Pour le moment, l'instabilité du site empêche d'y accéder. Le monceau de débris qui le recouvre est traversé d'écoulements d'eau. Le glissement de terrain a en effet formé un barrage naturel sur la Lonza, la rivière qui court dans la vallée, et les autorités régionales redoutent “le déclenchement de laves torrentielles si la rivière venait à déborder”. Depuis quelques jours, l'eau commence à s'écouler plus librement.

La petite communauté très soudée des habitants espère reconstruire le village – la vallée sans Blatten est “inconcevable”, assure Matthias Bellwald. Mais où et quand pourra-t-on reconstruire ? Pour l'instant, ajoute le maire, tout ce qui reste de Blatten est invisible, conservé dans le cœur de ses habitants. “Nous portons son souvenir tous les jours avec nous et nous en prenons soin.”

Tess McClure,
publié le 1^{er} juin

Un électrochoc ?

Face à la multiplication des catastrophes naturelles, il faut avoir le courage d'envisager le déplacement des populations menacées, affirme ce quotidien suisse.

—Le Temps (Genève)

A peine une catastrophe survient-elle que la phrase est répétée, tel un credo : “Nous allons reconstruire.” Dans le Lötschental [grande vallée du canton du Valais], il n'a fallu que quelques heures après que la montagne a recouvert le village de Blatten pour que les autorités promettent un avenir à la population. Ce message d'espoir est nécessaire dans de telles situations, pour ne pas se résigner, pour démontrer que la vie continue, malgré tout. Mais, profondément humain, ce réflexe empreint d'émotion ne cache-t-il pas aussi une part de déni ?

Depuis des décennies, l'homme n'a cessé de dompter la nature, pour étendre son emprise, pour s'offrir la liberté de vivre là où il le désire, allant jusqu'à oublier les réalités topographiques et climatiques du territoire. Il endigue les fleuves, construit des paravalanches, crée des digues de protection ou tisse d'énormes filets de métal pour retenir les blocs de roche qui se détachent de la montagne.

Avec ces solutions artificielles, il se rêve en maître des éléments. Ces dernières ne suffisent pas ? Que diable ! L'opération est répétée de manière plus importante. Les ouvrages de protection sont toujours plus grands, plus hauts, plus forts... jusqu'à ce qu'un événement vienne prouver qu'ils

étaient finalement trop petits. Et bis repetita.

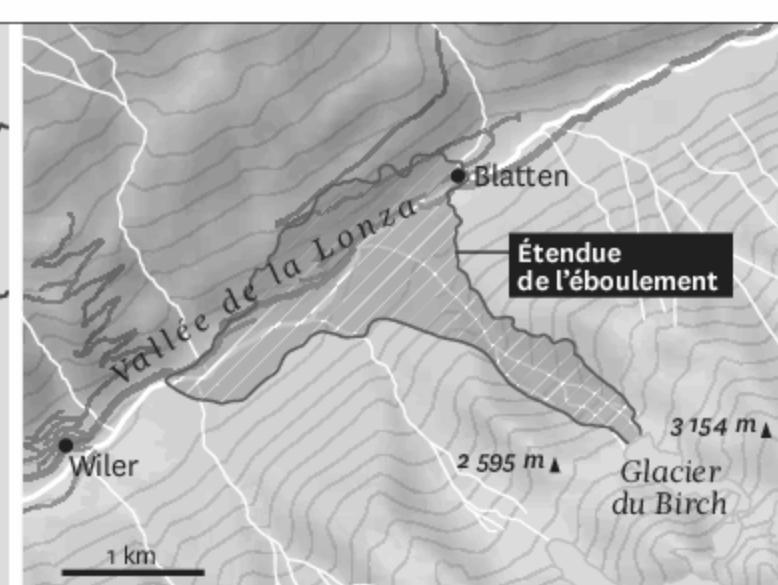
Mais ce combat contre la nature ne peut être éternel. Les catastrophes qui se répètent de plus en plus fréquemment dans un monde marqué par le changement climatique sont autant de tristes rappels que nous ne luttons pas à armes égales. Que les éléments sont toujours plus forts. Et, désormais, plus imprévisibles. La catastrophe qui a rayé le petit village bucolique de Blatten en est la preuve. Elle doit servir d'électrochoc : il est temps d'accepter la faiblesse de l'homme face à la nature et de réfléchir différemment.

Idée radicale. Les réponses ingénieriales proposées jusqu'à aujourd'hui ont atteint leurs limites. Il faut changer de paradigme. Jusqu'à décider l'abandon de certaines régions fortement confrontées aux dangers naturels ? L'idée serait radicale, mais la réflexion doit avoir lieu. Les professionnels du domaine mais aussi et surtout les politiques doivent avoir le courage d'affronter la réalité pour trouver de nouvelles solutions, qui ne sont pas faites de béton. Pour que l'avenir que l'on promet aux habitants de Blatten – et qu'ils méritent – ne s'écrive pas au conditionnel, sur le même territoire, en attendant que la terrible tragédie se répète.

—Grégoire Baur,
publié le 1^{er} juin



ÉDITO



SOURCE : IMAGE SATELLITE MAXAR TECHNOLOGIES

Les vallées alpines se fragilisent

Le réchauffement climatique a probablement contribué à l'effondrement du glacier du Birch.

Les images captées par les webcams, les hélicoptères et les drones, mercredi 28 mai dans le Valais, en Suisse, laissent sans voix. En se rompant, le glacier du Birch a provoqué une avalanche qui a décapé les parois abruptes, entraînant avec elle rochers et coulées de boue. En contrebas, le village de Blatten a été presque entièrement enseveli. Il avait été évacué neuf jours plus tôt, quand des fissures étaient apparues dans la glace de cet édifice alpin surveillé de près depuis longtemps. “Au sommet du Petit Nesthorn, à environ 3300 mètres d'altitude, une fissure a déstabilisé des millions de mètres cubes de roches”, décrivait le journal suisse **Le Temps** la veille de l'événement.

“Alors que ces éboulements rocheux isolent le glacier de la chaleur et ralentissaient sa fonte, leur poids a fait bouger la glace – et ce déplacement s'est accéléré de manière spectaculaire il y a quelques semaines”, explique l'agence AP, reprise par **The Washington Post**. Si l'écroulement du glacier était attendu, la date et l'ampleur de l'événement n'étaient pas connues. “Des événements comme celui de Blatten – qui relèvent d'un enchaînement de plusieurs facteurs – sont

extrêmement rares, et il n'est donc pas facile de prévoir ce qui va se passer avec précision”, fait remarquer dans **New Scientist** Mylène Jacquemart, spécialisée dans les risques naturels à l'École polytechnique fédérale de Zurich, en Suisse. L'hebdomadaire ajoute que “l'effondrement du glacier a provoqué un tremblement de terre de magnitude 3,1 sur l'échelle de Richter”.

Surtout, prévient **Le Temps**, “en barrant le lit de la rivière [Lonza], l'éboulement qui a anéanti Blatten a engendré un lac dont les eaux montent rapidement”. “Personne ne sait exactement comment se comportera ce barrage de gravats très hétérogène”, insiste le journal.

Tout le monde s'interroge sur le rôle qu'a joué le réchauffement climatique d'origine anthropique dans cet événement spectaculaire. Aurait-il été possible sans ? “Probablement”, répond Mylène Jacquemart. Plusieurs experts interrogés par les médias estiment néanmoins que

la fonte de la couche de sol toujours gelée au sommet du Petit Nesthorn, due à la hausse des températures atmosphériques, a pu contribuer à former la fissure qui a déstabilisé les millions de mètres cubes de roches.

Mais la question fondamentale en matière de gestion des risques est de savoir s'il y a une évolution significative dans la fréquence à laquelle ce genre d'aléa se produit. “Nous ne voyons pas encore de changement clair pour des événements de cette ampleur”, précise Mylène Jacquemart. En revanche, une étude parue en novembre suggère que, dans les Alpes, le changement climatique augmente la fréquence des petites chutes de pierres et des glissements de terrain. La fonte des glaciers peut provoquer des chutes de blocs, des avalanches de roches et de glace et des coulées de débris dans les vallées en contrebas.

Par ailleurs, selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), les Alpes se réchauffent deux fois plus vite que la moyenne mondiale. En 2022 et 2023, les glaciers suisses ont perdu 10 % de leur volume, soit autant qu'entre 1960 et 1990. Voilà qui laisse penser que les vallées alpines subiront encore les effets du réchauffement.

—Courrier international

ÉCOLOGIE



Les murs antimigrants séparent aussi les bêtes

Biodiversité. Les barrières frontalières empêchent aussi la faune sauvage de passer. Au risque de provoquer ou d'accélérer un appauvrissement génétique.



—The Guardian (Londres)

Longtemps, les lynx ont vagabondé sans entrave dans les 1 420 km² de la forêt primaire de Białowieża. Mais en 2022, leur territoire s'est brutalement retrouvé coupé en deux, quand la Pologne a fait construire un mur de 186 kilomètres de long à sa frontière avec la Biélorussie pour empêcher les réfugiés et les migrants de pénétrer dans l'Union européenne. Depuis, quinze lynx sont coincés côté polonais, et cette population est condamnée à l'appauvrissement génétique.

La barrière de 5,5 mètres de haut, rehaussée de barbelés et de caméras, a également morcelé les populations de bisons, de loups et d'élan. Pour mesurer les effets de cette séparation, une équipe de chercheurs a étudié dix sites disséminés le long de la frontière, arpentant des portions de clôture à la recherche de présence humaine ou animale.

Et le constat est étonnant. «Je n'aurais jamais cru que les répercussions seraient si nombreuses», confie Katarzyna Nowak, de l'Institut de recherche sur les mammifères de l'Académie polonaise des sciences, première autrice de l'étude. Il y aurait aujourd'hui 74 murs frontaliers dans le monde, contre à peine 6 en 1989. Et ce n'est pas fini.

Dans une seconde étude publiée en février, un autre chercheur plaide pour la

création de «couloirs de paix écologique». Car tandis que les frontières se font de plus en plus hermétiques, les hommes et les animaux sont de plus en plus nombreux à devoir quitter leur terre natale à cause du dérèglement climatique. «L'avenir est inquiétant à bien des égards», note Stuart Butchart, directeur du département des sciences de BirdLife International [qui œuvre à la protection des oiseaux]. C'est un phénomène d'envergure mondiale, qui va continuer à prendre de l'ampleur.»

Blessures. D'après ses recherches, les barrières frontalières empiètent sur le territoire de plus de 700 espèces de mammifères dans le monde : léopards, tigres et guépards, notamment, mais aussi le saïga, une antilope eurasiatique menacée de disparition. Son étude a recensé plus de 32 000 kilomètres de frontières sécurisées dont les murs et barrières sont susceptibles d'entrainer un morcellement des habitats, des blessures, un appauvrissement génétique, et de perturber les flux migratoires.

À lui seul, le mur entre les États-Unis et le Mexique – celui dont la présence est la plus lourde de conséquences parmi tous les cas étudiés – scinde le territoire de 120 mammifères. Les chevêchettes [des petites chouettes], qui ne s'éloignent jamais trop du sol par mesure de sécurité, ne volent pas suffisamment haut pour le franchir; le nombre de pumas et de coatis

– sortes de rats laveurs endémiques d'Amérique latine – a chuté dans la région. Sans oublier le mouflon canadien, qui risque de devenir une espèce «zombie» [condamnée à l'extinction], car ses populations se fragilisent de façon inquiétante sur le plan génétique et ne peuvent plus migrer suffisamment loin pour échapper au réchauffement climatique.

L'étude de la frontière entre la Pologne et la Biélorussie a par ailleurs démontré que les animaux gardaient leurs distances avec le mur, car ils en avaient peur. Malgré la richesse de l'habitat forestier alentour, «nous n'avons observé que très peu de signes de présence animale le long de la frontière», constate Katarzyna Nowak. En un peu plus d'un an, les 36 caméras des chercheurs n'ont capturé que deux images de lynx. De manière générale, les hommes étaient plus nombreux que les animaux à l'image.

Fouilleurs de poubelles. Les enregistrements audio ont quant à eux révélé que les sons d'origine humaine – passages de véhicules, musique, aboiements, coups de feu – pénétraient jusqu'à une distance de 250 mètres dans la forêt, classée au patrimoine de l'Unesco. À ces perturbations vient s'ajouter la présence de déchets, qui attirent les chiens, les chats et autres fouilleurs de poubelles. La chercheuse explique : «Cela crée une zone de contact anormale entre l'homme et les animaux sauvages, mais aussi entre animaux sauvages et domestiques.»

Pour ne rien arranger, l'étude de la flore locale porte à croire que certaines espèces invasives pourraient survivre dans cette «bande inondée de soleil au milieu de la forêt», selon Katarzyna Nowak, qui redoute de voir la forêt elle-même se scinder en deux parties distinctes.

Les régions frontalières comme la forêt de Białowieża comptent parfois parmi les plus grandes réserves de biodiversité d'un continent. C'est le cas notamment des Alpes dinariques – désormais tailladées par la barrière séparant la Slovénie de la Croatie –, qui abritent l'une des plus importantes populations d'ours bruns et de loups d'Europe.

Les lynx de la région risquent de présenter de hauts niveaux de consanguinité, et le déploiement de cette frontière physique «pourrait être la goutte d'eau qui fera basculer cette population dans la spirale de l'extinction», alerte les chercheurs. Les enjeux sont similaires à l'interface entre la Chine et la Mongolie, dont les plus de 4 600 kilomètres de frontière sont presque intégralement fermés. Là-bas, c'est l'hémione [âne sauvage d'Asie] dont les déplacements sont bloqués.

Même si ces barrières venaient à tomber, les animaux n'adapteraient pas leurs parcours migratoires du jour au lendemain.

D'après des travaux de recherche, les cerfs élaphes ne traversent toujours pas la zone où se dressait autrefois le «rideau de fer» entre la République tchèque et l'ex-Allemagne de l'Ouest, bien que la clôture électrique qui sépare les deux pays ait été abattue [il y a plus de trente-cinq ans]. Aucun des spécimens étudiés n'avait pourtant jamais connu cette barrière – ces cerfs ont une espérance de vie de quinze ans.

À partir d'un état des lieux publié début 2025, des chercheurs ont formulé quatre recommandations pour réduire les répercussions négatives des frontières physiques : ménager des interstices dans la clôture, réduire les perturbations sonores et lumineuses, éviter les fils barbelés concertina [avec des lames de rasoir] qui font des ravages chez les animaux et développer la coopération transfrontalière.

Pour soulager la pression sur la faune, la communauté scientifique plaide pour l'aménagement de petits espaces dans les clôtures, par lesquels les animaux pourraient se frayer un chemin. Ils s'appuient notamment sur l'exemple du mur entre les États-Unis et le Mexique. Long de plus de 1 100 kilomètres, sur les quelque 32 000 kilomètres de frontière, il traverse l'archipel Madrean, un ensemble d'îlots montagneux recouverts de forêts qui

Dans le monde, les barrières frontalières empiètent sur le territoire de plus de 700 espèces de mammifères.

abrite une grande diversité de mammifères, de reptiles et de fourmis sans commune mesure aux États-Unis.

Une équipe de chercheurs s'est intéressée à treize points de passage pour animaux répartis sur un peu moins de 130 kilomètres le long de cette frontière – soit environ un tous les 10 kilomètres –, dont chacun fait environ la dimension d'une feuille A4. Ils ont rassemblé et analysé plus de 12 000 vidéos d'animaux à proximité de ces passages. Bilan : si les cerfs, les ours, les loups et les antilopes d'Amérique se retrouvent tous bloqués par le mur, les coyotes, les pécari – sortes de sangliers locaux –, les blaireaux et même certains pumas de petite taille parviennent à se faufiler. «Nous avons été surpris de voir autant d'animaux utiliser ces espaces», raconte Eamon Harrity, directeur des programmes de préservation de la faune au sein de la Sky Island Alliance [qui œuvre pour la protection de l'archipel] et premier auteur de l'étude. «Il faut en aménager davantage. Il faudrait un passage tous les 500 mètres – minimum.»

—Phoebe Weston,
publié le 28 avril

✓ Dessin d'Ares,
Cuba.



Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

Il était une fois Spock, Vador, Harry, Frodon

Elles comptent des millions de fans. Analyse comparée des sagas les plus populaires de ces dernières décennies.

	Star Trek	Star Wars	Harry Potter	Le Seigneur des anneaux
Devise	"Longue vie et prospérité"	QUE LA FORCE SOIT AVEC TOI	"Ne chatouillez jamais un dragon qui dort"	"Un anneau pour les gouverner tous, un anneau pour les trouver, un anneau pour les amener tous et dans les ténèbres les lier"
Lancement	1966 Première série	1977 Premier film	1997 Premier tome	1937 <i>Le Hobbit</i> 1954 <i>Le Seigneur des anneaux</i> Volumes 1 et 2
Films	13	12 (3 trilogies et 3 films dérivés : <i>The Clone Wars</i> , <i>Rogue One</i> et <i>Solo</i>)	11 (8 Harry Potter et 3 Animaux fantastiques)	8 (trilogie du <i>Seigneur des anneaux</i> , trilogie du <i>Hobbit</i> , 2 films d'animation)
Séries	12 (49 saisons et 940 épisodes)	9 (24 saisons et 401 épisodes)	✗ Prévue pour 2026, en cours de production par HBO	1 (2 saisons et 16 épisodes)
Voyage dans le temps	Portail temporel	✗	Retourneur de temps d'Hermione	✗
Cape	✗			
Vaisseau spatial			✗	✗
Épée				
Figurines Lego	✗			
Moyen de locomotion	Moteur à distortion	Voyage dans l'hyperespace	Poudre de cheminette	Voyage à dos d'aigle
Langue inventée	Klingon	Shyyriwook	Fourchelang	Elfique (ici, du sindarin transcrit en alphabet tengwar)

SOURCES : LONGUE EXPÉRIENCE PERSONNELLE DES ŒUVRES CITÉES (FILMS, SÉRIES, LIVRES, JOUETS), THE-NUMBERS.COM, WIKIPÉDIA

DIE ZEIT. Cette infographie est un extrait de celle publiée dans l'édition du 30 avril, peu avant la journée mondiale de *Star Wars*, le 4 mai. Les fans de la saga intergalactique ont choisi cette date car, en anglais, "4 mai" se prononce *May, the fourth*, presque

comme le début de la devise des jedis "*May the force be with you*", "Que la force soit avec toi". Organisée sous forme de tableau, cette infographie permet de résumer et de comparer en un clin d'œil quatre sagas particulièrement populaires.

360



MAGAZINE

Des sites à écouter • Culture.....	47
Ils font danser l'espagnol • Littérature.....	48
Un aristocrate russe en Floride • Histoire	50

Réparer la trame de leur vie

Dans le nord de l'Inde, son pays natal, Spandita Malik est allée à la rencontre de femmes, pour la plupart survivantes de violences conjugales. Entremêlant broderie et photographie, elle les aide à se réapproprier leur histoire.





Chaque photographie porte le nom de la personne dont elle présente le portrait.

↔ Zayada Bhegam,
2025.

↔ Noshad Bee, 2023.
Photos Spandita Malik

Avant, mon travail contenait une colère très frontale. Au fil des ans, en travaillant avec ces femmes, j'ai fini par comprendre que résister pouvait aussi passer par la douceur, par le fait de prendre soin les unes des autres, d'aimer et de guérir ensemble", confie Spandita Malik. Depuis juin 2022, cette photographe indienne sillonne les États du Punjab, du Rajasthan et de l'Uttar Pradesh, dans le nord de l'Inde, à la rencontre de femmes aidées par des associations dans lesquelles elle est bénévole et qui luttent notamment contre les violences conjugales, sexistes et sexuelles.

Pour questionner "la banalisation de la violence à l'encontre des femmes", elle a discuté avec nombre d'entre elles, avant de les prendre en photo. Sa série *Jali - Meshes of Resistance* ("Les mailles de la résistance") donne à voir des portraits intimistes, fruits d'un travail collaboratif. Chaque personne photographiée est invitée "à prendre la pose qu'elle souhaite et à placer les objets désirés dans le cadre". Puis Spandita Malik, ancienne étudiante en stylisme, imprime chaque portrait sur un tissu traditionnel, le *khaddar*, et invite les femmes à broder dessus ce qu'elles souhaitent. "Une manière de guérir" pour certaines survivantes de violences conjugales.

"Mais c'est aussi plus profond que cela." Car, lors de ses études aux États-Unis, "où même les débats décoloniaux et féministes sont abordés à travers un prisme occidental", Spandita Malik se met à interroger les représentations stéréotypées des Indiens qui ont été héritées de la période coloniale britannique, et les "biais inconscients" que cela a créés chez elle. "Quand on pense à une photographie de l'Inde viennent souvent en tête des images très contrastées de gens très pauvres, représentés de manière exotique, et c'est entourée de telles images que j'ai grandi, je les porte dans mon inconscient et je voulais m'en défaire, m'en éloigner."

Contre "cette esthétique coloniale", elle décide de "partager le pouvoir" avec les femmes afin que celles-ci, d'objet, deviennent sujet. Un renversement qui passe aussi par la couleur, éclatante, en opposition au noir et blanc des images d'archives. "La couleur m'a toujours accompagnée : quand j'étais enfant, je portais des vêtements très vifs et, pour avoir suivi une formation dans la mode, il allait de soi que ma photographie allait être très colorée."

— Courrier international

La photographe

Née en 1995, **SPANDITA MALIK** a grandi près de New Delhi. Après des études de mode en Inde, elle s'envole vers les États-Unis pour un master de photographie. Désormais établie à New York, elle retourne fréquemment dans son pays natal pour y explorer des thématiques sociopolitiques, et en particulier la place des femmes dans la société et les violences fondées sur le genre. Ses photographies, publiées dans divers magazines, ont aussi été exposées dans plusieurs institutions de par le monde, comme la Sharjah Art Foundation, aux Émirats arabes unis, ou le Kemper Museum of Contemporary Art et le Halsey Institute of Contemporary Art, aux États-Unis.



↗ De gauche à droite :
Heena, 2025.
Arifa Bano, 2023.
Pooja, 2023.

→ De gauche à droite :
Radha, 2021.
Ranjeet Kaur, 2023.
Photos Spandita Malik





ABONNEZ-VOUS À COURRIER INTERNATIONAL

Illustrations : © Véronique Cottin



11,55 € / mois
au lieu de ~~21,10 €~~ sans engagement.
Je remplis le mandat Sepa ci-dessous.

OU



139 € pour 1 AN
(soit ~~52 n°s~~) au lieu de ~~253 €~~.
Je règle par chèque bancaire
à l'ordre de Courrier international.

45%*
de réduction



Le magazine papier
livré chaque semaine.



L'accès au site Internet en illimité
sur tous les supports numériques.

+ SIMPLE

+ RAPIDE



Abonnez-vous directement sur le site Internet :
<https://abo.courrierinternational.com/2025/auto2>
et profitez immédiatement de vos contenus numériques.

OU FLASHEZ
CE CODE QR



BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner à : Courrier international – Service abonnements – A2100 – 62066 Arras Cedex 9

J'INDIQUE MES COORDONNÉES

RCO25BAo21

MONSIEUR MADAME

NOM :

PRÉNOM :

ADRESSE :

CP :

VILLE :

E-MAIL :

J'accepte de recevoir les offres commerciales de Courrier international.
 J'accepte de recevoir les offres commerciales des partenaires de Courrier international.

JE CHOISIS L'OFFRE EN PRÉLÈVEMENT, JE REMPLIS LE MANDAT ET JE JOINS UN RIB

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez Courrier international SA à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de Courrier International SA. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER

Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :

RÉFÉRENCE UNIQUE DU MANDAT (RUM)

Sera rempli
par Courrier international.
PAIEMENT RÉPÉTITIF

Fait à :
Le :

Signature obligatoire

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

IBAN – Numéro d'identification international du compte bancaire
BIC – Code international d'identification de votre banque

Note : Vous acceptez que le prélèvement soit effectué à l'installation de votre abonnement. Vos droits concernant le prélèvement sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de portabilité, de limitation des traitements, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Pour toute réclamation : www.cnil.fr

JE CHOISIS L'OFFRE 1 AN, JE JOINS UN CHÈQUE

Organisme créancier :
Courrier international
ICS : FR11ZZZ396542
67-69, av. Pierre-Mendès-France
75013 Paris

culture.

—The Times, extraits (Londres)

Le monde regorge de livres, de magazines, d'émissions de télévision et de posts sur les réseaux sociaux qui contiennent des images de sites du patrimoine. Mais en cette ère obsédée par le visuel, il peut être utile de ne pas oublier que si l'espèce humaine a la chance d'avoir des yeux, elle a aussi des oreilles. Ce que l'on entend peut se révéler aussi mémorable que ce que l'on voit. Paysages, bâtiments, métiers, cérémonies, événements sportifs, tout cela peut être identifié par une signature sonore distinctive.

C'est l'idée à l'origine de Sonic Heritage [“Patrimoine sonore”], une collection de 270 enregistrements de sites du patrimoine mondial de l'Unesco et d'exemples de “patrimoine intangible” (comme des danses populaires ou des arts traditionnels), qui vient d'être inaugurée. Il est difficile d'exprimer en mots à quel point ces tableaux sonores sont évocateurs – que ce soit le clapotis de l'eau autour des gondoles vénitiennes, le glas de la puissante cloche de 15 tonnes de la cathédrale de Tallinn, en Estonie, l'impressionnante résonance à l'intérieur du Taj Mahal, les croassements des corbeaux de la Tour de Londres, les vibrations sismiques capturées par un géophone alors que la tour Eiffel tremble imperceptiblement sous la brise parisienne ou le bruissement de moines bouddhistes qui jouent de la musique et prient dans le temple d'Angkor Vat, au Cambodge.

Échos souterrains. Parfois, on décèle comme un message, un avertissement, peut-être même un soupçon de satire. Dans un enregistrement réalisé dans la chapelle Sixtine, on entend ce qui ressemble presque au rugissement de multiples voix : un millier de touristes qui parlent tous en même temps et qui ne sont que momentanément réduits au silence par un responsable qui crie “silenzio” d'un ton un peu désespéré. Cet enregistrement nous laisse deviner comment le tourisme de masse ruine l'atmosphère de ces lieux mêmes que les touristes vénèrent de nos jours.

Un autre enregistrement, dans la mine de Geevor, dans les Cornouailles [dans le sud-ouest de l'Angleterre], nous permet d'entendre le vent qui tourbillonne autour de l'entrée, renforcé par les échos souterrains du puits désert qui descend à 480 mètres de profondeur. Là encore, on ne peut s'empêcher de ressentir la désolation qui règne dans un lieu qui a autrefois donné des emplois à des milliers de personnes, mais qui a été abandonné en 1991.

D'autres enregistrements se contentent de célébrer la richesse de la nature. J'imagine que la notion de chœur de l'aube tient un peu du cliché pour les passionnés de la collecte de sons, mais la profusion de chants d'oiseaux enregistrée à Okarito,

Écouter le son de la beauté du monde

Clapotis de l'eau autour des gondoles à Venise, grincements de la tour Eiffel, chants d'oiseaux en Nouvelle-Zélande... Un artiste sonore britannique a créé une large bibliothèque d'ambiances acoustiques de sites classés par l'Unesco, accessible en ligne.



en Nouvelle-Zélande, est exaltante, surtout avec l'incessant fracas des vagues sur la plage voisine en arrière-plan. Bien que plus graves de plusieurs octaves, les grondements des baleines grises dans le lagon de San Carlos, au Mexique, ont quelque chose de tout aussi réjouissant.

L'ensemble des 270 enregistrements de Sonic Heritage sont désormais accessibles en ligne, grâce à l'association Cities and Memory [“Villes et mémoire”]. Il s'agit en réalité de l'idée d'un seul homme, auto-financée (l'Unesco n'a rien à voir avec le projet). Cet homme s'appelle Stuart Fowkes, artiste sonore spécialiste de la prise de son en extérieur. Il a fondé Cities and Memory il y a dix ans, non seulement pour y conserver ses propres enregistrements, mais en tant que bibliothèque mondiale en ligne – une des plus grandes à ce jour – pour les enregistrements effectués par des gens

sur toute la planète. Jusqu'à présent, plus de 2000 personnes de 130 pays et territoires y ont contribué, pour un total d'enregistrements dépassant les 7000 sons.

Cette collection est vraiment révolutionnaire, en partie parce que certains sons sont étonnantes, mais aussi parce que quand on les entend dans cet état de pureté, dissociés du contexte visuel ou social dans lequel on les croise d'ordinaire, on se concentre davantage sur l'écoute. Les projets précédents de Fowkes, tous disponibles sur le site, incluent “Migration Sounds”

[“Sons des migrations”], “Polar Sounds” [“Sons polaires”], “Protest and Politics” [“Contestation et politique”] (les défilés et les chants sont en fait fort différents en fonction de qui manifeste et pourquoi), et #StayHomeSounds [“Sons de chez soi”], qui a cartographié les sons des confinements liés au Covid partout dans le monde.

✓ Dessin d'Eva Vázquez paru dans *El País*, Madrid.

Après s'être attaqué au patrimoine mondial, il m'explique que, dans le cadre de son prochain projet, il compte explorer les multiples contextes dans lesquels des cloches sonnent sur la planète. “Je pense que la longue réverbération après un carillon est un de mes sons préférés”, déclare-t-il. Mais son projet ne se limite pas à la matière première de la collection Cities and Memory – des enregistrements réalisés un peu partout sur le globe et qui n'ont pas été travaillés.

Car les enregistrements sont ensuite utilisés par des artistes sonores pour des compositions originales, tout comme des artistes visuels peuvent incorporer des matériaux “trouvés” dans leurs œuvres, ou comme des auteurs peuvent se servir d'incidents bien réels comme socle pour un roman. Et ces réinterprétations sont également intégrées dans la collection. Si bien que la collection de Sonic Heritage comprend non seulement les 270 enregistrements de départ, mais aussi 270 nouvelles compositions qu'ils ont inspirées.

Créations artistiques. Pour moi, c'est l'aspect le plus fascinant du projet. Tout au long de l'histoire, les compositeurs ont été stimulés par les sons de la nature, des animaux et des êtres humains. Citons par exemple la Symphonie n° 6, dite *Pastorale*, de Beethoven, *Un Américain à Paris* de Gershwin, l'ouverture des *Hébrides* de Mendelssohn ou *La Mer* de Debussy. Sauf que, pour trouver cette inspiration, il leur avait fallu se déplacer.

Aujourd'hui, les compositeurs et les artistes sonores peuvent déambuler auditivement parmi les milliers d'enregistrements en extérieur que recèle ce trésor. Certains remodèleront ce qu'ils y ont trouvé à l'aide d'une électronique sophistiquée; d'autres intégreront les sons dans des partitions instrumentales plus conventionnelles, de nouvelles chansons ou des installations dans des musées. Et de plus en plus, on peut entendre des enregistrements en extérieur dans des albums grand public.

Il n'est cependant pas nécessaire d'être un compositeur ou un auteur de chansons pour passer des heures fascinantes à fouiller dans Sonic Heritage. Quoi que vous dénichez, votre réaction rappellera sans doute cette strophe sublime du poète Louis MacNeice [1907-1963] : “Le monde est plus vaste et plus fou que nous ne le pensons, d'une incorrigible pluralité.”

Et il est probable que la prochaine fois que vous visiterez un paysage célèbre, ou que vous vous promènerez dans un parc, ou même simplement que vous passerez au supermarché, vos oreilles seront un peu plus affûtées, prêtes à se régaler de l'infinie diversité des sons qui nous entourent.

—Richard Morrison,
publié le 18 avril

littérature.

Ils font danser la langue de Cervantès

Ils s'approprient les parlers locaux, font valser la grammaire et l'orthographe. Une nouvelle génération d'écrivains espagnols joue avec l'oralité pour mieux dynamiter l'uniformisation de la langue.



—El País, extraits (Madrid)

La littérature est territoire commun, et la langue espagnole plus encore, elle qui rassemble plus de 500 millions de personnes sur une autoroute qui autorise cabrioles et régionalismes à l'infini. Des auteurs nés dans les années 1990, comme Luis Mario (né en Cantabrie [dans le nord de l'Espagne] il y a trente-trois ans), David Uclés (35 ans, originaire d'Andalousie) ou Greta García (native de Séville, 33 ans) se sont mis dans le sillage d'Andrea Abreu. En 2020, cette dernière, écrivaine de 30 ans originaire de

l'île canarienne de Tenerife, avait, dans *La Sœur que j'ai toujours voulu* [traduit en français aux éditions L'Observatoire, 2022], envoyé valser les règles de grammaire et fait danser une langue absente des dictionnaires.

Y aurait-il une certaine lassitude à l'égard du mondialisme, de l'universalisme, de ce qui nous uniformise en général, et en particulier de cette littérature qui cherche à plaire au plus grand nombre, façon Zara ou Starbucks ? Le fait est que, dans un même mouvement, ces auteurs choisissent d'aller ressusciter l'oralité de leurs aînés et la langue locale à laquelle ils ont été biberonnés, dans leur village, leur quartier.

“Aujourd’hui, on sait désinstaller une application et monter une vidéo, mais pas planter des pommes de terre ni observer la météo”, constate David Uclés, catapulté dans les meilleures ventes de littérature de 2024 avec *La península de las casas vacías* [“La Péninsule des maisons vides”], inédit en français, une exploration de la guerre civile (1936-1939) et de ses traumatismes à travers le pays].

“Je m'attache à une écriture littéraire que je veux lyrique, mais sans la surcharger, pour ne pas tourner le dos au langage en vigueur dans la société. La langue est un outil de communication, elle ne doit pas être un instrument qui ralentit la lecture”, poursuit l'écrivain. Dans *La península de las casas vacías*, les dialogues sont certes costumbristas [de ce courant littéraire espagnol qui s'attache à capturer le quotidien et à dépeindre les coutumes et usages sociaux, notamment régionaux], et bien souvent andalous, mais il y en a aussi des manchegos [de la région de la Manche], des galiciens,



des catalans, des basques..., ajoute-t-il. Je voulais donner à lire les différentes langues péninsulaires, pour accentuer le sentiment d'un grand voyage en Ibérie.”

Pour la linguiste Inés Fernández-Ordóñez, membre de la Real Academia Españoila [qui régit la langue espagnole en Espagne, comme l'Académie française le fait pour le français en France], l'accès à l'éducation et les modèles promus par les médias et les réseaux sociaux expliquent une tendance mondiale à la disparition des particularismes dialectaux. “Mais les dialectes continuent d'exister. Ces particularismes sont des marqueurs identitaires qui jouent un rôle dans les communautés.”

Aucune règle. Andrea Abreu a été emportée par le cyclone de la notoriété après la parution de *La Sœur que j'ai toujours voulu* et, actuellement plongée dans l'écriture d'un nouveau roman, elle n'a pas souhaité répondre à nos questions. C'est son éditrice, Sabina Urraca, qui se prête au jeu, et pour elle, la langue d'Andrea Abreu ne fait pas dans le canarisme, c'est autre chose. “Ce serait trop réducteur, trop simplificateur de la qualifier ainsi. Chaque île des Canaries, chaque quartier fait germer un parler. La langue de La Sœur que j'ai toujours voulu n'est d'ailleurs même pas la langue d'Andrea. C'est la voix de la narration, une construction qui s'appuie sur la façon de parler de sa région, insiste l'éditrice. La parole se construit en fonction de l'existence, et tout ce qui est catégorie, étiquette, ne m'intéresse pas du tout.”

Sabina Urraca, par ailleurs autrice elle aussi [non traduite en français], a en tête d'autres natifs des années 1990 qui font

“La langue est un outil de communication. Elle ne doit pas ralentir la lecture.”

Davis Uclés,
ÉCRIVAIN

← David Uclés.
Photo Courtesy David Uclés
→ Claudia Muñiz.
Photo Romero de Luque
✓ Luis Mario.
Photo Carla Step

également de la grande littérature en faisant parler les régions. Elle cite ainsi Aida González Rossi (née à Tenerife en 1995) qui, dans *Leche condensada* [“Lait concentré”, inédit en français], use d’“une langue absolument particulière, mélange d'un parler propre à une zone, une époque et un groupe très précis de jeunes filles, de sa propre poésie et du langage des jeux vidéo”. Il y a Claudia Muñiz, autrice de *Romcom* [non traduit], qui prend son espagnol de Cuba pour “le mélanger allègrement avec l'anglais et le madrilène”, mais aussi Andrea Genovart, Alberto Cortés et Greta García, déjà citée.

“Les variations de la langue m'ont toujours fascinée, se régale Sabina Urraca, native de San Sebastián [au Pays basque espagnol] et passée par les Canaries et par Madrid. Que je sois écrivaine ou dans mon rôle d'éditrice, il n'y a pas à mes yeux d'autres règles que celles que définit chaque livre. Et les gens sont de plus en plus nombreux à partager cette idée, et à se lancer dans ce jeu.”

Ainsi la meilleure littérature de ces dernières années s'est enrichie des *estregarse* [au lieu du plus courant *frotarse*, “se frotter”], des *esperruñar* [“serrer très fort”, en espagnol des Canaries], des *darle al macaneo* [“s'accoupler”, en argot canarien] d'Andrea Abreu; du *la dije o cagonsos* [littéralement “je lui ai dit d'aller se faire foutre”, variante cantabre de *cago en Dios*, “bordel de Dieu”] de Luis Mario, originaire de Cantabrie.





Attention, vulgarité ? “La vulgarité fait partie des conventions sociales, et ce qui jadis était vulgaire ou ordinaire peut devenir avec le temps valorisé, et entrer dans l’écrit, reprend la linguiste Inés Fernández-Ordóñez. Dans le cas de La Sœur que j’ai toujours voulue, je ne crois pas qu’on puisse taxer de vulgarité une volonté littéraire de refléter l’oralité canarienne.” Et c’est cette volonté d’oralité qui d’ailleurs distingue

“En matière de liberté littéraire, l’Amérique latine a des millions de longueurs d’avance sur nous.”

Sabina Urraca,
AUTRICE ET ÉDITRICE

ces romans d’autres rédigés dans des dialectes de l’espagnol, qu’ils soient ibériques ou latino-américains, mais dans le respect des normes orthographiques et grammaticales.

C’est l’intention aussi qui va faire la différence entre un usage vulgaire de la langue, et un usage littéraire d’une supposée vulgarité. David Uclés raconte ainsi avoir écrit *La península de las casas vacías* précisément avec la volonté de préserver la langue, la culture de ces générations rurales des années 1930, et en particulier de sa propre famille. “Pendant presque quinze ans, j’ai été une éponge, et j’ai cherché à absorber des histoires, des coutumes, des superstitions (autrement dit la tradition orale) pour pouvoir les restituer.”

Acrobaties verbales. Aux yeux de Sabina Urraca, la littérature en Espagne a été d’“une normativité absurde jusqu’à tout récemment”, ce qui a eu pour résultat “une langue homogénéisée, et la perte d’une richesse linguistique que le monde latino-américain, lui, a toujours vue et fait sienne, naturellement. En matière de liberté littéraire, plus généralement, l’Amérique latine a des millions de longueurs d’avance sur nous.” La correction, dans le sens du retour à la règle, assure-t-elle, “n’apporte rien, et pendant ce temps les autrices et les auteurs d’Amérique latine font de fascinantes acrobaties verbales”.

lité est que nous nous intéressons bien peu à la façon de parler de nos voisins boliviens, par exemple.”

Alors que l’uniformisme mondial fait fuir, poursuit David Uclés, “l’hyperconnexion que nous offrent les réseaux sociaux crée en nous un vide – c’est tellement paradoxal ! Zygmunt Bauman [sociologue et philosophe polono-britannique, 1925-2017] l’avait déjà décrit : nous sommes des individus connectés en permanence mais effroyablement solitaires. Cernés par le bruit et des torrents de stimuli instantanés, nous apprécions d’autant plus le calme de ce qui nous est proche, le calme du village, le calme de la campagne.” C’est là, précisément, que nous emportent ces jeunes auteurs.

—**Berna Gonzalez Harbour,**
publié le 26 mars

↑ **Andrea Abreu.** Photo
Marco Destefanis/Alamy/Photo12
← **Greta García.**
Photo José Toro

Tous les premiers numéros de chaque mois, rendez-vous avec l’actualité littéraire internationale.

À Chypre, un hôtel avec vue sur l’histoire

A u fil de ce roman, “nous nous rappelons les rêves et les luttes de notre passé. Nous redécouvrons notre résilience, notre persévérance. Nous voyons se dérouler les vies de nos parents et de nos grands-parents, de nos tantes et de nos oncles, de nos sœurs et de nos frères. Et, enfin, nous nous retrouvons nous-mêmes à chaque page”, s’émeut le quotidien chypriote **Cyprus Mail**.

Dans *Ledra Palace*, Constantia Sotiriou brosse le portrait de l’hôtel éponyme, un établissement légendaire de Nicosie, la capitale de Chypre. Un palace construit en 1949 et aujourd’hui abandonné, car situé dans la zone tampon qui, depuis la guerre gréco-turque de 1974, partage l’île en deux : au nord, la République turque de Chypre du Nord (reconnue uniquement par Ankara) ; au sud, la République de Chypre.



évoque “les saveurs et les arômes d’une époque donnée” (pour Farouk Ier : le cocktail brandy sour, qui aurait été inventé lors de sa venue). “Le lecteur observe comment la construction, la gloire et la ruine d’un bâtiment peuvent refléter la construction, les émois et le chagrin de tout un pays”, écrit l’édition chypriote d’**Kathimerini**.

Au Brésil, dans l’intimité du racisme

C ’est cette histoire d’être noir, maman. Quand j’affirme que je suis noir, quand je revendique d’être noir, certaines personnes trouvent ça étrange.” Federico, le protagoniste de *La Couleur sous la peau*, a grandi à Porto Alegre (sud du Brésil), dans une famille noire. Hasard des trajectoires ? Lui qui a le teint beaucoup plus clair que son frère Lourenço est devenu “sociologue et militant des questions raciales au Brésil”, résume **O Estado de São Paulo**.

Le roman de Paulo Scott, tout juste traduit chez Gallimard, a été applaudi et primé après sa sortie au Brésil, en 2019. Il explore avec finesse le colorisme, cette hiérarchisation très précise des couleurs de peau, si fondamentale dans le racisme à la

brésilienne. “Ce qui m’importait, en écrivant ce livre, c’est une réalité qui me dérange depuis tout petit : cette incapacité du Brésilien à se regarder dans un miroir quand il s’agit de questions raciales et de racisme”, affirme Paulo Scott dans un entretien à **O Globo**.



Son récit se partage entre Porto Alegre et la capitale, Brasilia, où Federico vit et travaille. Il alterne aussi entre deux temporalités : le présent, théâtre d’une grave crise familiale qui ébranle le héros, et l’année 1984, au crépuscule de la dictature militaire (1964-1985). “Par une délicate trouvaille structurelle, le lecteur se trouve invité à plonger de plus en plus dans le passé pour mieux affronter le présent et avoir, peut-être, un avenir”, espère **Folha de São Paulo**.

—Courrier international

histoire.



◀ Portrait de Peter Demens. Photo Wikimedia Commons
↓ La jetée de St. Pete, à St. Petersburg (Floride), le 31 janvier 2025. Photo Zack Wittman/The New York Times

L'aristocrate russe qui a transformé la Floride

XIX^e siècle — Floride

Il existe une Saint-Pétersbourg made in USA : St. Petersburg. Cette ville, aujourd'hui l'une des plus grandes de Floride, a été fondée par un noble russe, qui a refait sa vie en Amérique comme agriculteur et bourgmestre.

— Holod, extraits (en exil)

Curieusement, les bâtisseurs des deux villes sont eux aussi homonymes : la cité sur la Neva fut fondée par l'empereur Piotr Alexeïevitch Romanov (dit "Pierre le Grand") ; la ville sur le littoral de Floride, par l'aristocrate Piotr Alexeïevitch Dementiev (connu comme "Peter Demens" aux États-Unis), qui, au XIX^e siècle, a dû fuir la Russie en raison de ses opinions politiques.

Piotr Dementiev naît en 1850. Il perd ses deux parents à l'âge de 4 ans à peine. C'est son oncle qui l'élève. À 17 ans, il s'enrôle dans la garde impériale à Gatchina [au sud de Saint-Pétersbourg, alors capitale du pays], mais sa carrière militaire ne dure pas longtemps : au bout de trois ans, il se retire pour s'établir dans la propriété familiale, dans la province de Tver [entre Saint-Pétersbourg

et Moscou]. En 1873, il est élu maréchal de la noblesse du district de Vessiegorsk, puis juge de paix deux ans plus tard. Les opinions libérales de Dementiev le rapprochent des opposants au régime d'Alexandre II. Quand, en mars 1881, l'empereur est assassiné, le trône passe à son fils, le conservateur Alexandre III, et la persécution des opposants s'intensifie. Dementiev, craignant que les autorités n'aient vent de ses "relations illicites", se décide à quitter le pays.

Avec 3000 dollars sur lui – un peu plus de 90 000 dollars actuels [mars 2025] –, Dementiev prend le paquebot pour New York. Aux États-Unis, à part une poignée de Russes rencontrés ça et là, il ne connaît quasiment personne. Il ne parle pas l'anglais et essaie de l'apprendre pendant son voyage transatlantique. Deux mois plus tard, sa femme et leurs quatre enfants le rejoignent en Floride. "Petit à petit, l'optimisme candide qui avait nourri ma tendre jeunesse a cédé la place à un pessimisme tacite. L'Amérique fut pour moi le dernier refuge. Je m'y voyais, simple agriculteur, labourer la terre à la force de mes propres bras, refondre et ressouder par le labeur physique mes fractures morales", se souviendra le voyageur.

Et ainsi, à l'âge de 31 ans, Dementiev se retrouve en Floride, une région boisée, truffée de marécages "grouillants d'alligators". L'État est plutôt désert, avec à peine 270 000 habitants, ce qui le classe 34^e parmi les 37 États de l'époque (aujourd'hui, la Floride est le troisième État en population, avec 23,3 millions d'habitants). La région attire beaucoup d'immigrés désireux d'acheter des terres et de travailler à leur compte. Dementiev acquiert 32 hectares de terre à Longwood [aujourd'hui banlieue d'Orlando] en pensant y cultiver des oranges, mais d'emblée l'entreprise s'annonce difficile. Pour 600 dollars de plus, il achète une part d'une scierie voisine. Après les investissements, il ne reste plus à la famille que 40 dollars, à peine assez pour vivre. Malgré des conditions de travail pénibles et la chaleur harassante, il tient bon. Peu à peu, l'usine s'agrandit, la production augmente. Par ailleurs, Longwood commence à attirer autant les chercheurs d'emploi

que les clients fortunés. Trois ans plus tard, Dementiev devient le maire de la ville.

Souhaitant relier Longwood à d'autres centres urbains, Dementiev rachète aux propriétaires en faillite de l'Orange Belt Railway leurs droits et commence à construire un nouvel itinéraire pour le chemin de fer. Le terminus du "train des orangers" est placé sur le littoral du golfe du Mexique : c'est à lui que Dementiev donne le nom de sa ville natale en Russie. Le premier train arrive à St. Petersburg, État de Floride, en 1888. Aussitôt, le chantier est lancé, la ville se profile. Le premier grand bâtiment est le Detroit, un hôtel de trois étages. Ainsi baptisé en l'honneur de la ville natale de l'un des cofondateurs, John Williams, le bâtiment est pensé pour accueillir

Avec les années, les liens entre St. Petersburg et la Russie se sont distendus mais n'ont pas complètement disparu.

les pionniers. Dans les nouvelles colonies américaines de l'époque, les hôtels étaient souvent des centres de la vie communautaire.

En 1890, la ville comptait 273 habitants. Plus tard, une autre ville au nom familier pour des russophones apparaît sur le tracé : Odessa. La fondation est là encore l'œuvre de Dementiev, qui déclarera avoir "fondé douze cités" (en faisant plutôt référence aux gares ferroviaires), bien qu'aucun autre nom associé à l'Empire russe ne figure parmi les villes de l'État de Floride.

Avec les années, les liens entre St. Petersburg et la Russie se sont distendus mais n'ont pas complètement disparu. Aujourd'hui, la ville possède une église orthodoxe active affiliée au patriarcat de Moscou et un Club russe-américain qui organise les célébrations du Nouvel An. Posée dans le Demens Landing Park à l'endroit même du premier quai du chemin de fer de la ville, seule une stèle discrète mentionne encore le nom de Peter Demens, alias Piotr Dementiev, le fondateur de St. Petersburg.—

Publié le 20 mars

SOURCE

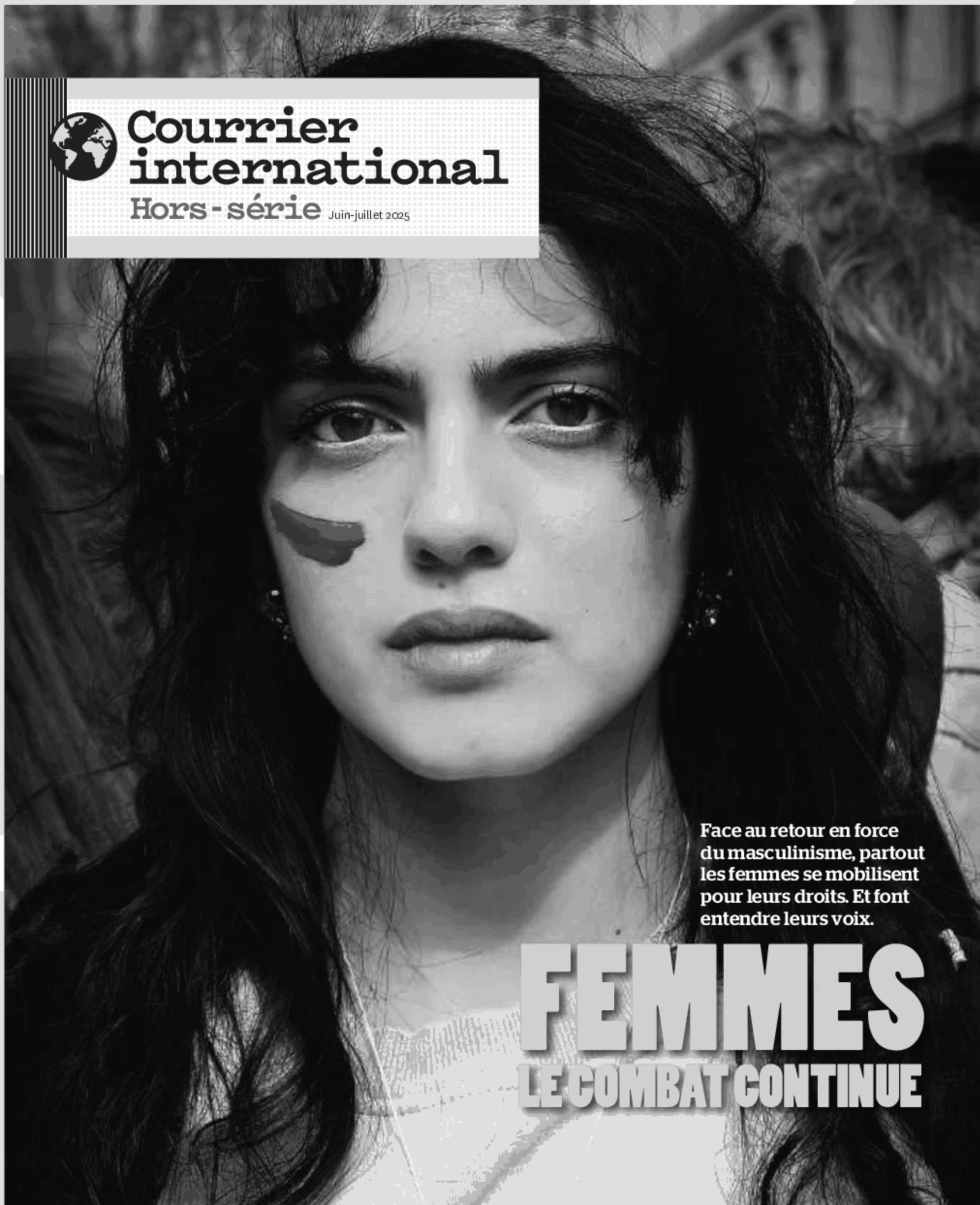


HOLOD

holod.media

Holod ("Le Froid") est un média indépendant en ligne fondé en 2019 par la journaliste Taissia Bekboulatova. Privilégiant les sujets de société, il raconte "un monde complexe à travers des histoires humaines". Une partie de la rédaction a quitté la Russie en 2022, après l'invasion de l'Ukraine. En janvier 2024, Holod a été désigné "agent de l'étranger" par les autorités russes, comme la plupart des médias indépendants du pays.

Notre nouveau hors-série



 **Courrier
international**

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Nouveau Puma Gen-E®

Le félin passe à l'électrique



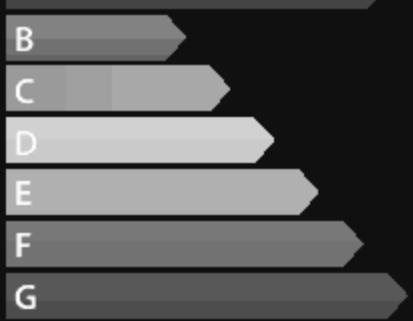
À partir de

189€ /mois*

LLD 37 mois. **1^{er} loyer de 3 990€**, après déduction de 4 000€ de bonus écologique. Entretien et assistance 24h/24 inclus.

Ford

A 0 g CO₂/km



Consommations combinées WLTP Puma Gen-E (kWh/100km) : 13.1 - 13.8.

*Location longue durée 37 mois/30000 km avec maintenance/assistance d'un Puma Gen-E Standard Range neuf sans options. **1^{er} loyer de 7990€** avant déduction du bonus écologique (voir conditions d'éligibilité Code de l'Energie, article D251-1) **puis 36 loyers de 189€**. Loyer hors carte grise. Restitution du véhicule en fin de contrat avec paiement des frais de remise en état standard et des km supplémentaires. Offre non cumulable réservée aux particuliers **jusqu'au 30/06/2025** dans le réseau Ford participant, selon conditions générales LLD et si accord Bremany Lease SAS au capital de 39 650€, RCS Nanterre n°393 319 959, 28 allée d'Aquitaine 92000 Nanterre. Société de courtage d'assurances n°ORIAS 08040196 (orias.fr).

Modèle présenté : Puma Gen-E Premium Standard Range avec options, mêmes conditions avec **36 loyers de 239€**. Ford France - 1 rue du 1^{er} mai, Immeuble Axe Seine, 92000 Nanterre. SIREN 425 127 362 RCS Nanterre.

Au quotidien, prenez les transports en commun. #SeDéplacerMoinsPolluer